Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 193 del 15 luglio 1982

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì 15 luglio 1982** SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 42

LEGGE 4 giugno 1982, n. **438.**

Adesione ai protocolli relativi alle convenzioni internazionali rispettivamente per la prevenzione dell'inquinamento causato da navi e per la salvaguardia della vita umana in mare, con allegati, adottati a Londra il 17 febbraio 1978, e loro esecuzione.

LEGGE 4 giugno 1982, n. **439.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra Italia e Svezia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Roma il 6 marzo 1980.

LEGGE 4 giugno 1982, n. **440.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra Italia e Spagna in materia di sicurezza sociale e accordo amministrativo per l'applicazione della convenzione, firmati a Madrid il 30 ottobre 1979.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGE 4 giugno 1982, n. **438.**

Adesione ai protocolli relativi alle convenzioni internazionali rispettivamente per la prevenzione dell'inquinamento causato da navi e per la salvaguardia della vita umana in mare, con allegati, adottati a Londra il 17 febbraio 1978, e loro esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire ai seguenti atti, adottati a Londra il 17 febbraio 1978:

a) protocollo relativo alla convenzione internazionale del 2 novembre 1973 per la prevenzione dell'inquinamento causato da navi, con allegato;
b) protocollo relativo alla convenzione internazionale del 1° novembre 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare, con allegato.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo V dei protocolli stessi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 giugno 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO
MANNINO

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

PROTOCOLE

de 1978 relatif a la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires

LES PARTIES AU PRESENT PROTOCOLE,

RECONNAISSANT que la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires peut contribuer de manière appréciable à la protection du milieu marin contre la pollution par les navires,

RECONNAISSANT EGALEMENT la nécessité d'améliorer encore la prévention de la pollution des mers par les navires, notamment par les pétroliers, ainsi que la lutte contre cette pollution,

RECONNAISSANT EN OUTRE la nécessité de mettre en oeuvre les règles relatives à la prévention de la pollution par les hydrocarbures qui figurent à l'Annexe I de cette convention aussi rapidement et de manière aussi étendue que possible,

CONSIDERANT TOUTEFOIS qu'il est nécessaire d'ajourner l'application de l'Annexe II de cette Convention jusqu'au moment où certains problèmes d'ordre technique auront été résolus de façon satisfaisante,

ESTIMANT que le meilleur moyen de réaliser ces objectifs est de conclure un Protocole relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires,

SONT CONVENUES de ce qui suit

ARTICLE PREMIER

(Obligations générales)

1 — Les Parties au présent Protocole s'engagent à donner effet aux dispositions:

a) du présent Protocole et de son Annexe, qui fait partie intégrante du présent Protocole; et

b) de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommée « la Convention »), sous réserve des modifications et adjonctions énoncées dans le présent Protocole.

2 — La Convention et le présent Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument

3 — Toute référence au présent Protocole constitue en même temps une référence à son Annexe.

Article II

(Mise en oeuvre de l'Annexe II de la Convention)

1 — Nonobstant les dispositions du paragraphe 1) de l'article 14 de la Convention, les Parties au present Protocole conviennent qu'elles ne seront pas liées par les dispositions de l'Annexe II de la Convention pendant une période de trois années à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ou pendant une période plus longue qui serait décidée à la majorité des deux tiers des Parties au présent Protocole présentes et votantes au sein du Comité de la protection du milieu marin (ci-après dénommé « le Comité ») de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (ci-après dénommée « l'Organisation »).

2 — Au cours de la période stipulée au paragraphe 1 du présent article, les Parties au présent Protocole ne sont ni astreintes ni habilitées à se prévaloir de privilèges au titre de la Convention en ce qui concerne des questions liées à l'Annexe II de la Convention et toute référence faite aux Parties dans la Convention n'inclut pas les Parties au présent Protocole lorsqu'il s'agit de questions visées par ladite Annexe.

Article III

(Communication de renseignements)

Remplacer le texte de l'alinéa b) *du paragraphe 1) de l'article 11 de la Convention par le suivant:*

b) la liste des inspecteurs désignés ou des organismes reconnus qui sont autorisés à agir pour leur compte dans l'appiclation des mesures concernant la conception, la construction, l'armement et l'exploitation des navires transportant des substances nuisibles conformément aux dispositions des règles, en vue de sa diffusion aux Parties qui la porteront à la connaissance de leurs fonctionnaires. L'Autorité doit donc notifier à l'Organisation les responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et les conditions de l'autorité qui leur a été déléguée.

Article IV

(Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion)

1 — Le présent Protocole est ouvert à la signature, au siège de l'Organisation, du 1er juin 1978 au 31 mai 1979 et reste ensuite ouvert à l'adhésion Les Etats peuvent devenir Parties au présent Protocole par:

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) adhésion

2 — La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

Article V.

(Entrée en vigueur)

1. — Le présent Protocole entre en vigueur douze mois après la date à laquelle au moins quinze Etats dont les flottes merchandes représentent au total au moins cinquante pour cent du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce sont devenus Parties à ce Protocole conformément aux dispositions de son article IV.

2. — Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole prend effet trois mois après la date du dépôt

3. — Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date à laquelle un amendement au présent Protocole est réputé avoir été accepté conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention s'applique au Protocole dans sa forme modifiée.

Article VI

(Amendements)

Les procédures définies à l'article 16 de la Convention pour les amendements aux articles, à une Annexe et à un appendice à une Annexe de la Convention s'appliquent respectivement aux amendements aux articles, à l'Annexe et à un appendice à l'Annexe du présent Protocole.

Article VII

(Dénonciation)

1 — Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties au présent Protocole à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur à l'égard de cette Partie.

2 — La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. — La dénonciation prend effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation en a reçu notification, ou à l'expiration de tout autre délai plus long spécifié dans la notification.

Article VIII

(Dépositaire)

1. — Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation (ci-après dénommé « le Dépositaire »).

2 — Le Dépositaire:

a) informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou qui y adhèrent:

i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument nouveau de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date de cette signature ou de ce dépôt;

ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

iii) de tout dépôt d'instrument dénonçant le présent Protocole, de la date à laquelle cet instrument a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

iv) de toute décision prise en application du paragraphe 1 de l'article II du présent Protocole;

b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les Etats signataires de ce protocole et à tous les Etats qui y adhèrent.

3. — Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Dépositaire en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article IX

(Langues)

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. Il en est fait des traductions officielles en langues allemande, arabe, italienne et japonaise qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature au présent Protocole.

Fait a Londres ce dix-sept février mil neuf cent soixante-dix-huit

ANNEXE

MODIFICATIONS ET ADJONCTIONS A LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1973 POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES NAVIRES

ANNEXE I

REGLES RELATIVES A LA PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES.

RÈGLE 1

(Définitions).

Paragraphes 1) à 7) — *Pas de changement*

Remplacer le texte du paragraphe 8) par le suivant:

8) *a)* « Transformation importante » désigne une transformation d'un navire existant:

i) qui modifie considérablement les dimensions ou la capacité de transport du navire; ou

ii) qui change le type du navire; ou

iii) qui vise, de l'avis de l'Autorité, à en prolonger considérablement la vie; ou

iv) qui entraîne par ailleurs des modifications telles que le navire, s'il s'agissait d'un navire neuf, serait soumis aux dispositions pertinentes du présent Protocole qui ne lui sont pas applicables en tant que navire existant.

b) Nonobstant les dispositions de l'alinéa *a)* du présent paragraphe, la transformation d'un pétrolier existant d'un port en lourd égal ou supérieur à 20 000 tonnes pour répondre aux prescriptions de la règle 13 de la présente Annexe ne doit pas être considérée comme une transformation importante aux fins de la présente Annexe. Paragraphes 9) à 22) — *Pas de changement.*

Remplacer le texte du paragraphe 23) par le suivant:

23) « Poids lège » désigne le déplacement d'un navire en tonnes métriques, à l'exclusion de la cargaison, du combustible liquide, de l'huile de graissage, de l'eau de ballast, de l'eau douce et de l'eau d'alimentation des chaudières dans les caisses, des provisions de bord ainsi que des passagers, de l'équipage et de leurs effets.

Paragraphes 24) et 25) — *Pas de changement*

Ajouter les nouveaux paragraphes suivants au texte actuel

26) Nonobstant les dispositions du paragraphe 6) de la présente règle, aux fins des règles 13, 13B et 13E et du paragraphe 5) de la règle 18 de la presente Annexe, « pétrolier neuf » désigne un pétrolier:

a) dont le contrat de construction est passé après le 1er juin 1979; ou

b) en l'absence d'un contrat de construction, dont la quille est posee ou qui se trouve dans un état d'avancement équivalent après le 1er janvier 1980; ou

c) dont la livraison s'effectue après le 1er juin 1982; ou

d) qui a subi une transformation importante

i) dont le contrat est passé après le 1er juin 1979; ou

ii) en l'absence de tout contrat, dont les travaux ont commencé après le 1er janvier 1980; ou

iii) qui est achevée après le 1er juin 1982.

Toutefois, aux fins du paragraphe 1) de la règle 13 de la présente Annexe, la définition énoncée au paragraphe 6) de la présente règle s'applique aux pétroliers d'un port en lourd égal ou supérieur à 70 000 tonnes.

27) Nonobstant les dispositions du paragraphe 7) de la présente règle, aux fins des règles 13, 13A, 13B, 13C et 13D et du paragraphe 6) de la règle 18 de la présente Annexe, « pétrolier existant » désigne un pétrolier qui n'est pas un pétrolier neuf tel que défini au paragraphe 26) de la présente règle.

28) « Pétrole brut » désigne tout mélange liquide d'hydrocarbures se trouvant à l'état naturel dans la terre, qu'il soit ou non traité en vue de son transport, et comprend:

a) le pétrole brut dont certaines fractions distillées ont pu être extraites; et

b) le pétrole brut auquel certaines fractions distillées ont pu être ajoutées.

29) « Transporteur de pétrole brut » désigne un pétrolier affecté au transport de pétrole brut.

30) « Transporteur de produits » désigne un pétrolier affecté au transport d'hydrocarbures autres que du pétrole brut

RÈGLES 2 ET 3 — *Pas de changement*

RÈGLE 4

(Visites et inspections)

Remplacer le texte de la règle 4 par le suivant

1. — Tout pétrolier d'une jauge brute égale ou supérieure à 150 tonneaux, ainsi que tout autre navire d'une jauge brute égale ou supérieure à 400 tonneaux, est soumis aux visites indiquées ci-après:

a) Avant sa mise en service ou avant que le Certificat prescrit par la règle 5 de la présente Annexe ne lui soit délivré pour la première fois, une visite initiale qui comprend une visite complète de sa structure, de son équipement, de ses systèmes, de ses installations, de ses aménagements et de ses matériaux dans la mesure où le navire est soumis aux dispositions de la présente Annexe. Cette visite permet de vérifier que la structure, l'équipement, les systèmes, les installations, les aménagements et les matériaux satisfont pleinement aux dispositions pertinentes de la présente Annexe.

b) Des visites périodiques à intervalles spécifiés par l'Autorité, mais ne dépassant pas cinq ans, qui permettent de vérifier que la structure, l'équipement, les systèmes, les installations, les aménagements et les matériaux satisfont pleinement aux dispositions pertinentes de la présente Annexe.

c) Une visite intermédiaire au minimum pendant la période de validité du Certificat. Cette visite permet de vérifier que le matériel et les systèmes de pompage et de tuyautages, et notamment les dispositifs de surveillance continue et de contrôle des rejets d'hydrocarbuers, les systèmes de lavage au pétrole brut, les séparateurs d'eau et d'hydrocarbures et les systèmes de filtrage des hydrocarbures, sont en tous points conformes aux dispositions pertinentes de la présente Annexe et en bon état de marche. Dans les cas où une seule visite intermédiaire est effectuée pendant une période de validité quelconque du Certificat, elle ne doit avoir lieu ni avant les six mois qui précèdent ni après les six mois qui suivent la date à laquelle le Certificat parvient à la moitié de sa période de validité. Ces visites intermédiaires sont portées sur le Certificat délivré en vertu de la règle 5 de la présente Annexe

2 — En ce qui concerne les navires qui *ne* sont *pas* soumis aux dispositions du paragraphe 1) de la présente règle, l'Autorité détermine les mesures à prendre pour que soient respectées les dispositions applicables de la présente Annexe.

3 — *a)* Les visites de navires, en ce qui concerne l'application des dispositions de la présente Annexe, sont effectuées par des fonctionnaires de l'Autorité; toutefois, l'Autorité peut confier les visites, soit à des inspecteurs nommés à cet effet, soit à des organismes reconnus par elle.

b) L'Autorité prend les mesures nécessaires pour que des inspections inopinées soient effectuées pendant la période de validité du Certificat. Ces inspections permettent de vérifier que le navire et son équipement restent à tous égards satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné. Ces inspections peuvent être effectuées *par ses propres services d'inspection*, par des *inspecteurs désignés*, par des organismes reconnus ou par d'autres Parties sur la demande de l'Autorité. Lorsque l'Autorité, en vertu des dispositions du paragraphe 1) de la présente règle, institue des visites annuelles obligatoires, les inspections inopinées susvisées ne sont pas obligatoires.

c) Toute Autorité désignant des inspecteurs ou des organismes reconnus pour effectuer des visites et des inspections comme prévu aux alinéas *a)* et *b)* du présent paragraphe doit au moins habiliter tout inspecteur désigné ou organisme reconnu à:

i) exiger qu'un navire subisse des réparations, et

ii) effecteur des visites et des inspections si les autorités compétentes de l'Etat du port le lui demandent.

L'Autorité *notifie* à *l'Organisation* les responsabilités *spécifiques* confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et les conditions de l'autorité qui leur a été déléguée afin qu'elle les diffuse aux Parties au présent Protocole pour l'information de leurs fonctionnaires.

d) Lorsqu'un inspecteur désigné ou un organisme reconnu détermine que l'état du navire ou de son armement ne correspond pas en substance aux indications du Certificat ou est tel que le navire ne peut pas prendre la mer sans danger excessif pour le milieu marin, l'inspecteur ou l'organisme doit immédiatement veiller à ce que des mesures correctives soient prises et doit en informer l'Autorité en temps utile. Si ces mesures correctives ne sont pas prises, le Certificat devrait être retiré et l'Autorité doit être informée immédiatement; si le navire se trouve dans un port d'une autre Partie, les autorités compétentes de l'Etat du port doivent aussi être informées immédiatement. Lorsqu'un fonctionnaire de l'Autorité, un inspecteur désigné ou un organisme reconnu a informé les autorités compétentes de l'Etat du port, le Gouvernement de l'Etat du port intéressé doit apporter au fonctionnaire, à l'inspecteur ou à l'organisme en question toute l'assistance nécessaire pour lui per-

mettre de s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente règle Le cas échéant, le Gouvernement de l'Etat du port intéressé doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher le navire d'ap pareiller jusqu'à ce qu'il puisse prendre la mer ou quitter le port pour se rendre au chantier de réparation approprié le plus proche qui soit disponible, sans danger excessif pour le milieu marin.

e) Dans tous les cas, l'Autorité intéressée doit se porter pleinement garante de l'exécution complète et de l'efficacité de la visite et de l'inspection et doit s'engager à prendre les mesures nécessaires pour satisfaire à cette obligation.

4 — *a*) Le navire et son armement doivent être maintenus dans un état conforme aux prescriptions du Protocole de manière que le navire demeure à tous points apte à prendre la mer sans danger excessif pour le milieu marin.

b) Après l'une quelconque des visites prévues au paragraphe 1) de la présente règle, aucun changement autre qu'un simple remplacement de l'équipement et des installations ne doit être apporté sans l'autorisation de l'Autorité à la structure, à l'équipement, aux systèmes, aux installations, aux aménagements ou aux matériaux ayant fait l'objet de la visite.

c) Lorsqu'un accident survenu à un navire ou un défaut constaté à bord compromet fondamentalement l'intégrité du navire ou l'efficacité ou l'intégralité de son équipement visées par la présente Annexe, le capitaine ou le propriétaire du navire doit faire rapport dès que possible à l'Autorité, à l'organisme reconnu ou à l'inspecteur désigné chargé de délivrer le certificat pertinent, qui doit faire entreprendre des enquêtes afin de déterminer s'il est nécessaire de procéder à une visite conformément aux prescriptions du paragraphe 1) de la présente règle. Si le navire se trouve dans le port d'une autre Partie, le capitaine ou le propriétaire doit également faire rapport immédiatement aux autorités compétentes de l'Etat du port et l'inspecteur désigné ou l'organisme reconnu doit s'assurer qu'un tel rapport a été bien fait.

RÈGLES 5, 6 ET 7

Dans le texte de ces règles, supprimer toutes les références à "(1973)" en ce qui concerne le Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures.

RÈGLE 8

(Durée de validité du Certificat)

Remplacer le texte de la règle 8 par le suivant

1. — Le Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures est délivré pour une période dont la durée est fixée par l'Autorité, sans que cette durée puisse excéder cinq ans à compter de la date de délivrance; toutefois, dans le cas d'un pétrolier exploité avec des citernes à ballast propre spécialisées pendant une période limitée dont la duree est précisée au paragraphe 9) de la règle 13 de la présente Annexe, la durée de validité du Certificat ne doit pas excéder cette période.

2 — Le Certificat cesse d'être valable si la structure, l'équipe ment, les systèmes, les installations, les aménagements ou les maté riaux ont subi des modifications importantes de nature autre qu'un simple remplacement de l'équipement ou des installations, sans l'accord de l'Autorité, ou si les visites intermédiaires spécifiées par l'Autorité en application de l'alinéa *c*) du paragraphe 1) de la règle 4 de la présente Annexe n'ont pas été effectuées.

3. — Le Certificat délivré à un navire cesse également d'être valable si le navire passe sous le pavillon d'un autre Etat. Un nouveau Certificat ne doit pas être délivré à moins que le gouvernement délivrant le nouveau Certificat n'ait la certitude que le navire satisfait aux prescriptions des alinéas *a*) et *b*) du paragraphe 4) de la règle 4 de la présente Annexe. Dans le cas d'un transfert de pavillon entre Parties, si la demande lui en est faite dans un délai de trois mois à compter du transfert, le Gouvernement de la Partie dont le navire était autorisé précédemment à battre pavillon adresse dès que possible à l'Autorité une copie du Certificat dont le navire était pourvu avant le transfert ainsi qu'une copie du rapport de visite pertinent, le cas échéant.

RÈGLES 9 À 12 — *Pas de changement.*

Remplacer le texte de la règle 13 par le suivant:

RÈGLE 13.

(Citernes à ballast séparé, citernes à ballast propre spécialisées et lavage au pétrole brut)

Sous réserve des dispositions des règles 13C et 13D de la présente Annexe, les pétroliers doivent satisfaire aux prescriptions de la présente règle.

Pétroliers neufs d'un port en lourd égal ou supérieur à 20 000 tonnes

1. — Tout transporteur de pétrole brut neuf d'un port en lourd égal ou supérieur à 20.000 tonnes et tout transporteur de produits

neuf d'un port en lourd égal ou supérieur à 30000 tonnes doivent être équipés de citernes à ballast séparé et doivent satisfaire aux dispositions des paragraphes 2), 3) et 4), ou, le cas échéant, du paragraphe 5), de la présente règle

2 — La capacité des citernes à ballast séparé doit être calculée de manière que le navire puisse être exploité en toute sécurité au cours de voyages sur ballast, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours aux citernes à cargaison pour le ballastage, sauf dans les conditions prévues aux paragraphes 3) ou 4) de la présente règle. Dans tous les cas, toutefois, la capacité des citernes à ballast séparé doit être au moins telle que dans toutes les conditions de ballastage et à tout moment d'un voyage, y compris dans les conditions correspondant au poids lège augmenté du ballast séparé seulement, les tirants d'eau et l'assiette du navire satisfassent à chacune des prescriptions suivantes:

a) le tirant d'eau sur quille au milieu du navire (dm) en mètres (calculé sans prendre en considération une quelconque déformation du navire) n'est pas inférieur à:

$$dm = 2{,}0 + 0{,}02\ L;$$

b) les tirants d'eau au niveau des perpendiculaires avant et arrière ont les valeurs correspondant au tirant d'eau au milieu du navire (dm) fixé à l'alinéa *a*) du présent paragraphe et à une assiette positive égale ou inférieure à 0,015 L; et

c) le tirant d'eau au niveau de la perpendiculaire arrière ne doit en alcun cas être inférieur au tirant d'eau nécessaire pour assurer une immersion complète de l'hélice ou des hélices.

3. — Il ne doit en aucun cas être transporté de ballast dans les citernes à cargaison sauf au cours des rares voyages où les conditions météorologiques sont si rigoureuses qu'il est nécessaire, de l'avis du capitaine, de transporter une quantité de ballast supplémentaire dans les citernes à cargaison pour assurer la sécurité du navire. Ce ballast supplémentaire doit être traité et rejeté conformément aux dispositions des règles 9 et 15 de la présente Annexe, et cette opération doit être inscrite dans le registre des hydrocarbures mentionné à la règle 20 de la présente Annexe.

4. — Dans le cas des transporteurs de pétrole brut neufs, la quantité de ballast supplémentaire autorisée au paragraphe 3) de la présente règle ne doit être transportée dans des citernes à cargaison que si les citernes en question on été lavées au pétrole brut conformément aux dispositions de la règle 13B de la présente Annexe avant le départ d'un port ou d'un terminal de déchargement d'hydrocarbures.

5 — Nonobstant les dispositions du paragraphe 2) de la présente règle, les dispositions relatives au ballast séparé prises à bord des pétroliers d'une longueur inférieure à 150 mètres, doivent être jugées satisfaisantes par l'Autorité.

6. — Tout transporteur de pétrole brut neuf d'un port en lourd égal ou supérieur à 20 000 tonnes doit être équipé d'un système de nettoyage des citernes à cargaison utilisant le lavage au pétrole brut. L'Autorité s'engage à s'assurer que le système satisfait pleinement aux dispositions de la règle 13B de la présente Annexe dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle le navire-citerne a été pour la première fois affecté au transport de pétrole brut ou avant la fin du troisième voyage de transport de pétrole brut utilisable pour le lavage au pétrole brut, si cette date est postérieure. Sauf si le pétrole brut transporté n'est pas utilisable pour le lavage au pétrole brut, ce pétrolier doit faire usage du système dans les conditions énoncées dans ladite règle.

Transporteurs de pétrole brut existants d'un porte en lourd égal ou supérieur à 40 000 tonnes.

7 — Sous réserve des dispositions des paragraphes 8) et 9) de la présente règle, tout transporteur de pétrole brut existant d'un port en lourd égal ou supérieur à 40000 tonnes doit être équipé de citernes à ballast séparé et doit satisfaire aux prescriptions des paragraphes 2) et 3) de la présente règle à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

8. — Les transporteurs de pétrole brut existants visés au paragraphe 7) de la présente règle peuvent, au lieu d'être équipés de citernes à ballast séparé, être exploités avec une méthode de nettoyage des citernes à cargaison utilisant le lavage au pétrole brut conformément à la règle 13B de la présente Annexe, à moins que le transporteur de pétrole brut ne soit destiné à trasporter du pétrole brut qui ne soit pas utilisable pour le lavage au pétrole brut.

9. — Les transporteurs de pétrole brut existants visés au paragraphe 7) ou au paragraphe 8) de la présente règle peuvent, au lieu d'être équipés de citernes à ballast séparé ou exploités avec une méthode de nettoyage des citernes à cargaison utilisant le lavage au pétrole brut, être exploités avec des citernes à ballast propre spécialisées conformément aux dispositions de la règle 13A de la présente Annexe, pendant la période suivante:

a) pour les transporteurs de pétrole brut d'un port en lourd égal ou supérieur à 70 000 tonnes, jusqu'à deux ans après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

b) pour les transporteurs de pétrole brut d'un port en lourd égal ou supérieur à 40.000 tonnes mais inferieur à 70000 tonnes, jusqu'à quatre ans après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

Transporteurs de produits existants d'un port en lourd égal ou supérieur à 40 000 tonnes

10. — A compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, tout transporteur de produits existant d'un port en lourd égal ou supérieur à 40000 tonnes, doit être équipé de citernes a ballast séparé et doit satisfaire aux prescriptions des paragraphes 2) et 3) de la présente règle ou bien doit être exploité avec des citernes à ballast propre spécialisées conformément aux dispositions de la règle 13A de la présente Annexe.

Pétrolier traité comme pétrolier à ballast séparé

11 — Tout pétrolier qui n'est pas tenu d'avoir des citernes à ballast séparé conformément au paragraphe 1), 7) ou 10) de la présente règle peut toutefois être traité comme un pétrolier à ballast séparé, à condition qu'il satisfasse aux dispositions des paragraphes 2) et 3) ou, le cas échéant, du paragraphe 5) de la présente règle.

RÈGLE 13A

(Prescriptions relatives aux pétroliers équipés de citernes à ballast propre spécialisées).

1. — Un pétrolier exploité avec des citernes à ballast propre spécialisées conformément aux dispositions du paragraphe 9) ou du paragraphe 10) de la règle 13 de la présente Annexe doit avoir des citernes de capacité suffisante, affectées exclusivement au transport de ballast propre tel qu'il est défini au paragraphe 16) de la règle 1 de la présente Annexe, de manière à satisfaire aux prescriptions énoncées aux paragraphes 2) et 3) de la règle 13 de la présente Annexe.

2. — Les dispositions et méthodes d'exploitation des citernes à ballast propre spécialisées doivent satisfaire aux prescriptions établies par l'Autorité Ces prescriptions doivent contenir au moins toutes les dispositions des spécifications pour les pétroliers à citernes à ballast propre spécialisées adoptées par la Conférence internationale de 1978 sur la sécurité des navires-citernes et la prévention de la pollution dans sa résolution 14 et telles qu'elles peuvent être révisées par l'Organisation

3 — Un pétrolier exploité avec des citernes à ballast propre spécialisées doit être équipé d'un détecteur d'hydrocarbures approuvé par l'Autorité sur la base des spécifications recommandées par l'Organisation (*), permettant de contrôler la teneur en hydrocarbures de l'eau de ballast rejetée Le détecteur d'hydrocarbures doit être installé au plus tard lors de la première visite réglementaire du navire-citerne au chantier après l'entrée en vigueur du présent Protocole Jusqu'à l'installation du détecteur d'hydrocarbures, il doit être etabli, grâce à un examen de l'eau de ballast des citernes spécialisées effectué immédiatement avant le rejet, qu'il n'y a pas eu pollution par les hydrocarbures.

4 — Tout pétrolier exploité avec des citernes à ballast propre spécialisées doit être pourvu:

a) d'un manuel d'exploitation des citernes à ballast propre spécialisées décrivant dans le détail le système et spécifiant les méthodes d'exploitation. Ce manuel doit être jugé satisfaisant par l'Autorité et doit contenir tous les renseignements énoncés dans les spécifications mentionnées au paragraphe 2) de la présente règle. Si une modification affectant les citernes à ballast propre spécialisées est apportée, le manuel d'exploitation doit être révisé en conséquence; et

b) d'un supplément au registre des hydrocarbures mentionné à la règle 20 de la présente Annexe, qui est reproduit dans le supplément 1 à l'appendice III de la présente Annexe. Ce supplément doit être joint en permanence au registre des hydrocarbures.

RÈGLE 13B

(Prescriptions relatives au lavage au pétrole brut)

1 — Tout système de lavage au pétrole brut prévu conformément aux paragraphes 6) et 8) de la règle 13 de la présente Annexe doit satisfaire aux prescriptions de la présente règle.

2 — L'installation de lavage au pétrole brut, ainsi que le matériel et les dispositifs connexes, doit être conforme aux prescriptions établies par l'Autorité. Ces prescriptions doivent contenir au moins toutes les dispositions des spécifications pour la conception, l'exploitation et le contrôle des systèmes de lavage au pétrole brut adoptées par la Conférence internationale de 1978 sur la sécurité des navires-citernes et la prévention de la pollution dans sa résolution 15 et telles qu'elles peuvent être révisées par l'Organisation.

3. — Il doit être prévu, dans chaque citerne à cargaison et dans chaque citerne de décantation, un dispositif à gaz inerte conforme aux dispositions appropriées du chapitre II-2 de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée et complétée par le Protocole de 1978 relatif à cette convention.

(*) On se référera à la « Recommandation sur les spécifications internationales relatives au fonctionnement et aux essais des séparateurs d'eau et d'hydrocarbures et des détecteurs d'hydrocarbures » adoptée par l'Organisation dans la résolution A. 393 (X)

4 — En ce qui concerne le ballastage des citernes à cargaison, un nombre suffisant de citernes à cargaison doivent être lavées au pétrole brut avant chaque voyage sur ballast, afin que, compte tenu de l'itinéraire du navire-citerne et des conditions météorologiques prévues, l'eau de ballast ne soit chargée que dans des citernes à cargaison qui ont été lavées au pétrole brut.

5. — Tout pétrolier exploité avec des systèmes de lavage au pétrole brut doit être pourvu:

a) d'un manuel sur l'équipement et l'exploitation décrivant dans le détail le système et l'équipement et spécifiant les méthodes d'exploitation. Ce manuel doit être jugé satisfaisant par l'Autorité et doit contenir tous les renseignements énoncés dans les spécifications mentionnées au paragraphe 2) de la présente règle. Si une modification affectant le système de lavage au pétrole brut est apportée, le manuel sur l'équipement et l'exploitation doit être révisé en conséquence; et

b) d'un supplément au registre des hydrocarbures mentionné à la règle 20 de la présente Annexe, qui est reproduit dans le supplément 2 à l'appendice III de la présente Annexe. Ce supplément doit être joint en permanence au registre des hydrocarbures.

Règle 13C

(Pétroliers existants qui effectuent des voyages particuliers).

1 — Sous réserve des dispositions des paragraphes 2) et 3) de la présente règle, les paragraphes 7) à 10) de la règle 13 de la présente Annexe ne s'appliquent pas à un pétrolier existant qui effectue uniquement des voyages particuliers entre:

a) des ports ou terminaux situés dans un Etat Partie au présent Protocole, ou

b) des ports ou terminaux d'Etats Parties au présent Protocole lorsque:

i) le voyage est effectué entièrement à l'intérieur d'une zone spéciale définie au paragraphe 1) de la règle 10 de la présente Annexe, ou

ii) le voyage est effectué entièrement à l'intérieur d'autres limites définies par l'Organisation

2. — Les dispositions du paragraphe 1) de la présente règle s'appliquent uniquement lorsque les ports ou terminaux dans lesquels la cargaison est chargée au cours de ces voyages sont équipés d'installations suffisantes pour la réception et le traitement de toutes les eaux de ballast et de lavage des citernes provenant des pétroliers qui les utilisent et que toutes les conditions suivantes sont remplies:

a) sous réserve des exceptions prévues à la règle 11 de la présente Annexe, toutes les eaux de ballast, y compris les eaux de ballast propres, et tous les résidus du lavage des citernes sont conservés à bord et transférés dans les installations de réception et la mention dans les sections appropriées du supplément au registre des hydrocarbures auquel il est fait référence au paragraphe 3) de la présente règle est visée par l'autorité de l'Etat du port compétente;

b) l'Autorité et les Gouvernements des Etats des ports mentionnés à l'alinéa *a)* ou à l'alinéa *b)* du paragraphe 1) de la présente règle sont parvenus à un accord à propos de l'utilisation d'un pétrolier existant pour un voyage particulier;

c) la capacité des installations de réception visées par les dispositions pertinentes de la présente Annexe dans les ports ou terminaux mentionnés ci-dessus, aux fins de la présente règle, est approuvée par les Gouvernements des Etats Parties au présent Protocole sur le territoire desquels ces ports ou terminaux sont situés; et

d) le Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures porte une mention indiquant que le pétrolier effectue uniquement des voyages particuliers.

3 — Tous les pétroliers qui effectuent des voyages particuliers doivent être pourvus d'un supplément au registre des hydrocarbures mentionné à la règle 20 de la présente Annexe Ce supplément est reproduit dans le supplément 3 à l'appendice III de la présente Annexe; il doit être joint en permanence au registre des hydrocarbures

Règle 13D

(Pétroliers existants pourvus d'installations pour ballast spécial).

1 — Lorsqu'un pétrolier existant est construit ou exploité de manière à satisfaire en permanence aux prescriptions énoncées en matière de tirant d'eau et d'assiette au paragraphe 2) de la règle 13 de la présente Annexe sans avoir recours à l'emploi d'eau de ballast, il est considéré comme satisfaisant aux prescriptions relatives aux citernes à ballast séparé énoncées au paragraphe 7) de la règle 13 de la présente Annexe, à condition que toutes les conditions ci-après soient remplies:

a) les méthodes d'exploitation et les installations pour ballast sont approuvées par l'Autorité;

b) un accord est intervenu entre l'Autorité et les Gouvernements des Etats des ports intéressés qui sont Parties au présent Protocole lorsqu'il est satisfait aux prescriptions en matière de tirant d'eau et d'assiette grâce à une méthode d'exploitation; et

c) le Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures porte une mention indiquant que le pétrolier est exploité avec des installations pour ballast spécial.

2. — De l'eau de ballast ne doit en aucun cas être transportée dans les citernes à hydrocarbures sauf lors des rares voyages où les conditions météorologiques sont tellement défavorables que, de l'avis du capitaine, il est nécessaire de transporter de l'eau de ballast supplémentaire dans les citernes à cargaison pour assurer la sécurité du navire. Cette eau de ballast supplémentaire doit être traitée et rejetée conformément aux prescriptions des règles 9 et 15 de la présente Annexe et une mention appropriée doit être faite dans le registre des hydrocarbures prévu à la règle 20 de la présente Annexe.

3 — Une Autorité qui vise un certificat conformément à l'alinéa *c*) du paragraphe 1) de la présente règle doit en communiquer les détails à l'Organisation pour qu'elle les diffuse aux Parties au présent Protocole.

Règle 13E

(Localisation défensive des espaces à ballast séparé)

1. — A bord de tout transporteur de pétrole brut neuf d'un port en lourd égal ou supérieur à 20 000 tonnes et à bord de tout transporteur de produits neuf d'un port en lourd égal ou supérieur à 30 000 tonnes, les citernes à ballast séparé dont la capacité doit satisfaire aux prescriptions de la règle 13 de la présente Annexe et qui sont comprises dans la longueur de la tranche des citernes à cargaison doivent être disposées conformément aux prescriptions des paragraphes 2), 3) et 4) de la présente règle de manière à assurer une certaine protection contre les fuites d'hydrocarbures en cas d'échouement ou d'abordage.

2. — Les citernes à ballast séparé et les espaces autres que les citernes à hydrocarbures qui sont compris dans la longueur de la tranche des citernes à cargaison (L_t) doivent être disposés de manière à satisfaire à la formule suivante:

$$\Sigma PA_c + \Sigma PA_s \geqslant J \, [L_t \, (B + 2D)]$$

dans laquelle

PA_c = aire, en mètres carrés, du bordé de muraille pour chaque citerne à ballast séparé ou chaque espace autre que les citernes à hydrocarbures, calculée en fonction des dimensions hors membres projetées,

PA_s = aire, en mètres carrés, du bordé de fond pour chaque citerne à ballast séparé ou chaque espace visé ci-dessus, calculée en fonction des dimensions hors membres projetées,

L_t = longueur en mètres entre l'extrémité avant et l'extrémité arrière des citernes à cargaison,

B = largeur maximale du navire en mètres, telle que définie au paragraphe 21) de la règle 1 de la présente Annexe,

D = creux sur quille en mètres mesuré verticalement au milieu du navire du dessus de la quille à la face supérieure du barrot au livet du pont de franc-bord Sur un navire ayant une gouttière arrondie, le creux sur quille doit être mesuré jusqu'au point d'intersection des lignes hors membres du pont et du bordé prolongées comme si la gouttière était de forme angulaire,

J = 0,45 pour les pétroliers de 20 000 tonnes de port en lourd 0,30 pour les pétroliers d'un port en lourd égal ou supérieur à 200 000 tonnes, sous réserve des dispositions du paragraphe 3) de la présente règle.

Pour les valeurs intermédiaires de port en lourd, la valeur de J est obtenue par interpolation linéaire

Partout où les symboles utilisés dans le présent paragraphe figurent dans la présente règle, ils ont le sens défini dans le présent paragraphe.

3 — Pour les navires-citernes d'un port en lourd égal ou supérieur à 200 000 tonnes, la valeur de J peut être réduite de la manière suivante:

$$J \text{ réduit} = \left[J - \left(a - \frac{0_c + 0_s}{4 \, 0_A} \right) \right] \text{ ou 0,2 si cette valeur est supérieure}$$

Dans cette formule

a = 0,25 pour les pétroliers dont le port en lourd est égal à 200 000 tonnes;

a = 0,40 pour les pétroliers dont le port en lourd est égal à 300 000 tonnes;

a = 0,50 pour les pétroliers dont le port en lourd est égal ou supérieur à 420 000 tonnes

Pour les valeurs intermédiaires de port en lourd, la valeur de *a* est obtenue par interpolation linéaire

0_c = tel que défini à la règle 23 1) *a*) de la présente Annexe;

0_s = tel que défini à la règle 23 1) *b*) de la présente Annexe;

0_A = fuites admissibles d'hydrocarbures prévues à la règle 24 2) de la présente Annexe.

4 — *Pour le calcul de* PA_c *et* PA_s *pour* **les citernes** à ballast séparé et les espaces autres que les citernes **à hydrocarbures**, on tient compte de ce qui suit:

a) la largeur minimale de chaque citerne ou espace latéral, se prolongeant sur toute la hauteur de la muraille du navire ou depuis le pont jusqu'au plafond du double fond, ne doit pas être inférieure à 2 mètres. La largeur est mesurée à partir du bordé perpendiculairement au plan axial. Quand la largeur est moindre, on ne tient pas compte de la citerne ou de l'espace latéral pour le calcul de la zone de protection PA_c; et

b) le creux vertical minimal de chaque citerne ou espace de double fond doit être égal à B/15 ou à 2 mètres, si cette dernière valeur est inférieure. Quand le creux est moindre, on ne tient pas compte de la citerne ou de l'espace pour le calcul de la zone de protection PA_s.

La largeur et le creux minimaux des citernes latérals et des citernes de double fond sont mesurés sans tenir compte des bouchains et, dans le cas de la largeur minimale, sans tenir compte des gouttières arrondies

RÈGLE 14 — *Pas de changement*

RÈGLE 15

Supprimer dans le texte de cette règle la référence à "(1973)" en ce qui concerne le Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures

RÈGLES 16 ET 17 — *Pas de changement*

RÈGLE 18

(Installation de pompage, de tuyautages et de rejet à bord des pétroliers).

Paragraphes 1) à 4) — *Pas de changement*

Ajouter les nouveaux paragraphes suivants au texte actuel

5. — Tout pétrolier neuf qui est tenu d'être pourvu de citernes à ballast séparé ou équipé d'un système de lavage au pétrole brut doit satisfaire aux conditions suivantes:

a) il doit être équipé de tuyautages d'hydrocarbures conçus et installés de manière à réduire au minimum toute rétention d'hydrocarbures dans les conduites; et

*b) on doit prévoir des moyens pour vidanger toutes les pom*pes à cargaison et toutes les conduites d'hydrocarbures après le déchargement de la cargaison en les reliant, s'il y a lieu, à un dispositif d'assèchement. Les résidus provenant de la vidange des conduites et des pompes doivent pouvoir être déversés aussi bien à terre que dans une citerne à cargaison ou une citerne de décantation. Pour le déchargement à terre, on doit prévoir une conduite spéciale de faible diamètre qui soit raccordée en aval des soupapes du collecteur du navire.

6 — Tout transporteur de brut existant qui est tenu d'être pourvu de citernes à ballast séparé, équipé d'un système de lavage au pétrole brut ou exploité avec des citernes à ballast propre spécialisées doit satisfaire aux dispositions de l'alinéa *b)* du paragraphe 5) de la présente règle.

RÈGLE 19 — *Pas de changement*

RÈGLE 20

Supprimer dans le texte de cette règle la référence à "(1973)" en ce qui concerne le Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures.

RÈGLE 21 À 25 — *Pas de changement*

APPENDICE I

LISTE D'HYDROCARBURES

(Pas de changement)

APPENDICE II

MODELE DE CERTIFICAT

Remplacer le modèle de Certificat actuel par le modèle suivant

CERTIFICAT INTERNATIONAL DE PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

Délivré en vertu des dispositions du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires au nom du Gouvernement

. . . .
(nom officiel complet du pays)

par . . . .
(titre officiel complet de la personne ou de l'oganisme compétent désigné en vertu des dispositions du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires)

Nom du navire	Numéro ou lettres distinctifs	Port d'immatriculation	Jauge brute

Type de navire

Transporteur de pétrole brut (1)

Transporteur de produits (1)

Transporteurs de pétrole brut/de produits (1)

Navire, autre qu'un pétrolier, muni de citernes à cargaison et visé par le paragraphe 2) de la règle 2 de l'Annexe I du Protocole (1).

Navire autre que ceux énumérés ci-dessus (1)

Date du contrat de construction ou de transformation importante

Date de la pose de la quille, date à laquelle le navire se trouvait dans un état d'avancement équivalent, ou date à laquelle une transformation importante a commencé

Date de livraison ou date à laquelle une transformation importante a été terminée

(1) Rayer les mentions inutiles

Partie A — TOUS NAVIRES

Le navire est équipé

pour les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 400 tonneaux:

a) d'un dispositif de séparation des mélanges d'eau et d'hydrocarbures (2) (capable de produire un effluent d'une teneur égale ou inférieure à 100 parts par million) ou

b) d'un système de filtrage des hydrocarbures (2) (capable de produire un effluent d'une teneur égale ou inférieure à 100 parts par million);

pour les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 10 000 tonneaux:

c) d'un système de surveillance continue et de contrôle des rejets d'hydrocarbures (2) (complémentaire de *a*) ou de *b*) ci-dessus) ou

d) d'un dispositif de séparation des mélanges d'eau et d'hydrocarbures et d'un système de filtrage des hydrocarbures (2) (capable de produire un effluent d'une teneur égale ou inférieure à 15 parts par million) au lieu de *a*) ou de *b*) ci-dessus.

Détail des exemptions accordées au navire dans le cadre du paragraphe 2) de la règle 2 et de l'alinéa *a*) du paragraphe 4) de la règle 2 de l'Annexe I du présent Protocole:

Observations

(2) Rayer les mentions inutiles

Clause applicable aux navires existants (3)

Il est certifié que l'équipement de ce navire est maintenant conforme aux prescriptions du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires qui sont applicables aux navires existants (4).

Signé ....
(signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

(cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

PARTIE B — PETROLIERS (5).

Capacité de transport du navire (m³)	Port en lourd du navire (tonnes métriques)	Longueur du navire (m

Il est certifié que ce navire est construit, équipé et tenu d'être exploité comme suit:

1. — Ce navire:

a) est tenu d'être construit conformément aux prescriptions de la règle 24 de l'Annexe I du Protocole et satisfait auxdites prescripstions (6);

b) n'est pas tenu d'être construit conformément aux prescriptions de la règle 24 de l'Annexe I du Protocole (7);

c) n'est pas tenu d'être construit conformément aux prescriptions de la règle 24 de l'Annexe I du Protocole mais satisfait auxdites prescriptions (7).

2. — Ce navire:

a) est tenu d'être construit conformément aux prescriptions de la règle 13E de l'Annexe I du Protocole et satisfait auxdites prescriptions (7);

b) n'est pas tenu d'être construit conformément aux prescriptions de la règle 13E de l'Annexe I du Protocole.

3. — Ce navire:

a) est tenu d'être équipé de citernes à ballast séparé conformément aux prescriptions de la règle 13 de l'Annexe I du Protocole et satisfait auxdites prescriptions (7);

b) n'est pas tenu d'être équipé de citernes à ballast séparé conformément aux prescriptions de la règle 13 de l'Annexe I du Protocole (7);

c) n'est pas tenu d'être équipé de citernes à ballast séparé conformément aux prescriptions de la règle 13 de l'Annexe I du Protocole mais satisfait auxdites prescriptions (7);

d) conformément aux dispositions de la règle 13C ou 13D de l'Annexe I du Protocole et ainsi qu'il est spécifié dans la partie C du présent Certificat, est exempté des prescriptions de la règle 13 de l'Annexe I du Protocole (7);

e) est équipé d'un système de nettoyage des citernes à cargaison utilisant le lavage au pétrole brut conformément aux dispositions de la règle 13B de l'Annexe I du Protocole, au lieu d'être muni de citernes à ballast séparé (7);

f) est équipé d'un système de citernes à ballast propre spécialisées conformément aux dispositions de la règle 13A de l'Annexe I du Protocole, au lieu d'être muni soit de citernes à ballast séparé, soit d'un système de nettoyage des citernes à cargaison utilisant le lavage au pétrole brut (7).

---

(3) Il n'y aura lieu de faire figurer cette rubrique que sur le premier Certificat délivré à tout navire.

(4) Les délais dans lesquels on doit installer des séparateurs d'eau et d'hydrocarbures, les dispositifs de contrôle des rejets d'hydrocarbures, les dispositifs de filtrage des hydrocarbures et/ou les ensembles de citernes de décantation après l'entrée en vigueur du Protocole sont stipulés dans les règles 13 A 3), 15 1) et 16 4) de l'Annexe I du Protocole.

(5) Il convient de remplir cette partie pour les pétroliers, y compris pour les transporteurs mixtes, et les renseignements pertinents seront indiqués pour les navires, autres que les pétroliers, construits et utilisés pour le transport des hydrocarbures en vrac d'une capacité totale égale ou supérieure à 200 mètres cubes.

(6) Rayer les mentions inutiles

(7) Rayer les mentions inutiles

4. — Ce navire:

a) est tenu d'être équipé d'un système de nettoyage des citernes à cargaison utilisant le lavage au pétrole brut conformément aux prescription du paragraphe 6) de la règle 13 de l'Annexe I du Protocole et satisfait auxdites prescriptions (8);

b) n'est pas tenu d'être équipé d'un système de nettoyage des citernes à cargaison utilisant le lavage au pétrole brut conformément aux prescriptions du paragraphe 6) de la règle 13 de l'Annexe I du Protocole (8).

Citernes à ballast séparé (9)

Les citernes à ballast séparé sont réparties comme suit:

Citerne	Volume (m³)	Citerne	Volume (m³)

Citernes à ballast propre spécialisées (9)

Ce navire est exploité avec des citernes à ballast propre spécialisées jusqu'au ...... (date) conformément aux prescriptions de la règle 13A de l'Annexe I du Protocole.

Les citernes à ballast propre spécialisées sont désignées comme suit

Citerne	Volume (m³)	Citerne	Volume (m³)

(8) Rayer la mention inutile.

(9) Supprimer si cette rubrique n'est pas applicable

Manuel (10)

Il est certifié qu'il existe à bord de ce navire

a) un exemplaire à jour du manuel d'exploitation des citernes à ballast propre spécialisées conformément à la règle 13A de l'Annexe I du Protocole (11);

b) un exemplaire à jour du manuel sur l'équipement et l'exploitation pour le lavage au pétrole brut conformément à la règle 13B de l'Annexe I du Protocole (11).

Attestation de la présence à bord
d'un exemplaire à jour du manuel

Signé ....
(signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date ....
(cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Attestation de la présence à bord
d'un exemplaire à jour du manuel

Signé ....
(signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date ....
(cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

PARTIE C — EXEMPTIONS (12)

Il est certifié que ce navire:

a) effectue uniquement des voyages entre .... et ...., conformément aux dispositions de la règle 13C de l'Annexe I du Protocole (13); ou

b) est exploité avec des installations pour ballast spécial, conformément aux dispositions de la règle 13D de l'Annexe I du Protocole (13)

(10) Supprimer si cette rubrique n'est pas applicable.

(11) Rayer la mention inutile.

(12) Supprimer si cette rubrique n'est pas applicable

(13) Rayer la mention inutile.

et est exempté en conséquence des prescriptions de la règle 13 de l'Annexe I du Protocole

Signé ....
(signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

(cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

IL EST CERTIFIÉ

que le navire a été visité conformément aux dispositions de la règle 4 de l'Annexe I du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, en ce qui concerne la prévention de la pollution par les hydrocarbures; et

qu'à la suite de cette visite, il a été constaté que la structure, l'équipement, les systèmes, les aménagements, les installations, les matériaux et l'état du navire sont satisfaisants sous tous les rapports et que le navire est conforme aux dispositions pertinentes de l'Annexe I de ce protocole.

Le présent Certificat est valable jusqu'au .... sous réserve de la (des) visite(s) intermédiaire(s) prévue(s) à intervalles de

Délivré à ....
(lieu de délivrance du Certificat)

le 19 ....
(signature du fonctionnaire dûment autorisé)

(cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

VISITE INTERMEDIAIRE

Il est certifié que, lors d'une visite intermédiaire prescrite par la règle 4 1) *c*) de l'Annexe I du Protocole de 1978 de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les hydrocarbures, il a été constaté que le navire satisfaisait aux dispositions pertinentes de ce protocole.

Signé ....
(signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

Prochaine visite intermédiaire prévue

(chachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé ....
(signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

Prochaine visite intermédiaire prévue

(cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé ....
(signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

Prochaine visite intermédiaire prévue

(cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé ....
(signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

(cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

APPENDICE III

MODELE DE REGISTRE DES HYDROCARBURES

Ajouter au modèle actuel les modèles suivants de suppléments au registre des hydrocarbures

SUPPLÉMENT 1

MODELE DE SUPPLEMENT AU REGISTRE DES HYDROCARBURES DES PETROLIERS EXPLOITES AVEC DES CITERNES A BALLAST PROPRE SPECIALISEES (14).

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Capacité totale de chargement mètres cubes

Capacité totale des citernes à

ballast propre spécialisées mètres cubes

Les citernes suivantes sont désignées en tant que citernes à ballast propre spécialisées:

Citerne	Volume (m³)	Citerne	Volume (m³)

Note: Les périodes couvertes par le supplément devraient correspondre aux périodes couvertes par le registre des hydrocrabures.

(14) Le présent supplément devrait être joint au registre des hydrocarbures des pétroliers exploités avec des citernes à ballast propre spécialisées conformément aux dispositions de la règle 13 A de l'Annexe I du Protocole de 1973 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires Toutes autres informations nécessaires devraient être consignées dans le registre des hydrocarbures.

A) *Ballastage des citernes à ballast propre spécialisées*

101. Identification de la (des) citerne(s)			
102. Date et position du navire au moment où l'eau destinée à être utilisée pour le nettoyage par chasse d'eau ou pour le ballastage du navire au port est admise dans la (les) citerne(s) de ballast propre spécialisée(s)			
103. Date et position du navire au moment où la (les) pompe(s) et les tuyautages sont vidangés dans la citerne de décantation			
104. Date et position du navire au moment où de l'eau de ballast supplémentaire est admise dans la (les) citerne(s) à ballast propre spécialisée(s)			
105. Date, heure et position du navire au moment de la fermeture *a)* des vannes des citernes de décantation, *b)* des vannes des citernes à cargaison, *c)* des autres vannes qui influent sur le système des citernes à ballast propre			
106. Quantité de ballast propre chargée à bord			

Le soussigné certifie qu'en plus des vannes ci-dessus, toutes les vannes ouvrant à la mer, tous les raccords des citernes et des tuyautages à cargaison ainsi que tous les raccords entre les citernes on été assujettis à la fin du ballastage des citernes à ballast propre spécialisées.

Date | Officier responsable

Capitaine

B) *Rejet de ballast propre*

107 Identification de la (des) citerne(s)			
108. Date, heure et position du navire au début du rejet de ballast propre *a)* à la mer, ou *b)* dans une installation de réception			
109. Date, heure et position du navire à la fin du rejet à la mer			
110. Quantité rejetée *a)* à la mer, ou *b)* dans une installation de réception			
111. A-t-on vérifié avant le rejet que l'eau de ballast n'était pas polluée par les hydrocarbures?			
112. A-t-on surveillé la teneur du rejet au moyen d'un détecteur d'hydrocarbures?			
113. A-t-on relevé des traces d'hydrocarbures dans l'eau de ballast avant le rejet ou au cours de celui-ci?			
114. Date et position du navire au moment du nettoyage par chasse d'eau de la pompe et des tuyautages après le chargement			
115. Date, heure et position du navire au moment de la fermeture *a)* des vannes des citernes de décantation, *b)* des vannes des citernes à cargaison, *c)* des autres vannes qui influent sur le système des citernes à ballast propre			
116. Quantité d'eau polluée déversée dans la (les) citerne(s) de décantation (identifier la (les) citerne(s) de décantation)			

Le soussigné certifie qu'en plus des vannes ci-dessus, toutes les vannes ouvrant à la mer, toutes les vannes de rejet par-dessus bord, tous les raccords des citernes et des tuyautages à cargaison ainsi que tous les raccords entre les citernes ont été assujettis à la fin du rejet de ballast propre et que la (les) pompe(s) et les tuyautages réservés aux opérations de ballast propre ont été convenablement nettoyés à la fin du rejet de ballast propre.

Date Officier responsable

Capitaine

SUPPLÉMENT 2

MODELE DE SUPPLEMENT AU REGISTRE DES HYDROCARBURES DES TRANSPORTEURS DE PETROLE BRUT EXPLOITES SELON UNE METHODE DE NETTOYAGE DES CITERNES A GARGAISON UTILISANT LE LAVAGE AU PETROLE BRUT (15).

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Capacité totale de chargement mètres cubes

Voyage en

provenance de . ... (port [s]) . .... (date) à destination de . .... (port [s]) . .... (date)

Notes Les périodes couvertes par le supplément devraient correspondre aux périodes couvertes par le registre des hydrocarbures.

Les citernes à cargaison lavées au pétrole brut devraient être celles qui sont spécifiées dans le manuel sur l'équipement et l'exploitation prescrit par la règle 13 B 5) *a)* du Protocole.

Une colonne distincte devrait être utilisée pour chaque citerne lavée au pétrole brut ou rincée à l'eau.

---

(15) Le présent supplément devrait être joint au registre des hydrocarbures des transporteurs de pétrole brut exploités selon une méthode de nettoyage des citernes à cargaison utilisant le lavage au pétrole brut conformément à la règle 13 B de l'Annexe I du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires et est destiné à remplacer la section e) du registre des hydrocarbures. Toutes précisions concernant le ballastage et le déballastage, ainsi que toutes autres informations nécessaires, devraient être consignées dans le registre des hydrocarbures.

A) *Lavage au pétrole brut*

201. Date et port où le lavage au pétrole brut a été effectué ou position du navire si le lavage a été effectué entre deux ports de déchargement			
202. Identification de la (des) citerne(s) lavée(s) (voir note 1)			
203. Nombre d'appareils utilisés			
204. Commencement du lavage: *a*) date et heure, *b*) niveau			
205. Méthode de lavage employée (voir note 2)			
206. Pression dans les conduites utilisées pour le lavage			
207. Fin ou interruption du lavage: *a*) date et heure, *b*) niveau			
208. Observations			

Les citernes ont été lavées conformément aux programmes indiqués dans le manuel sur l'équipement et l'exploitation (voir note 3) et leur assèchement a été vérifié à la fin de l'opération.

Date Officier responsable

Capitaine

Note 1: Lorsqu'il n'est pas possible d'utiliser simultanément, conformément au manuel sur l'équipement et l'exploitation, tous les appareils dont une citerne déterminée est dotée, il conviendrait de préciser quelle est la section lavée au pétrole brut (par exemple, citerne centrale n 2, section avant).

Note 2 Indiquer si la méthode employée est à une seule étape ou à plusieurs étapes, conformément au manuel sur l'equipement et l'exploitation. Dans ce dernier cas, indiquer l'arc vertical balayé par les appareils et le nombre de fois que cet arc est balayé au cours de cette étape déterminée du programme.

Note 3: Si l'on ne se conforme pas aux programmes indiqués dans le manuel sur l'équipement et l'exploitation, des précisions doivent être fournies sous la rubrique « Observations ».

B) *Rinçage à l'eau ou nettoyage par chasse d'eau des fonds de citernes:*

209. Date et position du navire quand le rinçage ou le nettoyage par chasse d'eau a été effectué			
210. Indentification de la (les) citerne(s) et date			
211. Volume d'eau utilisé			
212. Déversement dans: *a*) des installations de réception, *b*) une (des) citerne(s) de décantation [préciser la (les) citerne(s) de décantation utilisée(s)]			

Date Officier responsable

Capitaine

SUPPLÉMENT 3

MODELE DE SUPPLEMENT AU REGISTRE DES HYDROCARBURES DES PETROLIERS EFFECTUANT DES VOYAGES PARTICULIERS (16)

Nom du navire .. . ..

Numéro ou lettres distinctifs . .

Capacité totale de chargement mètres cubes

Quantité minimale d'eau de ballast requise en application des paragraphes 2) et 3) de la règle 13 de l'Annexe I du Protocole . . . mètres cubes

Voyages en provenance de .... (port [s]) à destination de . .... (port [s])

Note: Les périodes couvertes par le supplément devraient correspondre aux périodes couvertes par le registre des hydrocarbures.

(16) Le présent supplément devrait être joint au registre des hydrocarbures des pétroliers qui effectuent des voyages particuliers conformément aux dispositions de la règle 13 C de l'Annexe I du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires; il est destiné à remplacer les sections *c*), *f*), *g*) et *i*) du registre des hydrocarbures. Toutes autres informations nécessaires devraient être consignées dans le registre des hydrocarbures.

A) *Chargement de l'eau de ballast*

301. Identification de la (des) citerne(s)			
302 Date et position du navire au moment du ballastage			
303 Quantité totale de ballast chargée en mètres cubes			
304 Méthode de calcul de la quantité de ballast			
305 Observations			
306 Signature de l'officier responsable et date de la signature			
307 Signature du capitaine et date de la signature			

B) *Nouvelle répartition de l'eau de ballast à bord du navire*

308 Motif de cette nouvelle répartition			
309 Signature de l'officier responsable et date de la signature			
310 Signature du capitaine et date de la signature			

C) *Rejet de l'eau de ballast dans les installations de réception*

311. Date et port(s) où l'eau de ballast a été rejetée			
312 Nom ou désignation de l'installation de réception			
313 Quantité totale d'eau de ballast rejetée en mètres cubes			
314. Méthode de calcul de la quantité de ballast			
315 Signature de l'officier responsable et date de la signature			
316 Signature du capitaine et date de la signature			
317 Signature et cachet du fonctionnaire des autorités portuaires et date			

ANNEXE II

REGLES RELATIVES A LA PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES SUBSTANCES LIQUIDES NOCIVES TRANSPORTEES EN VRAC

(Pas de changement)

ANNEXE III

REGLES RELATIVES A LA PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES SUBSTANCES NUISIBLES TRANSPORTEES PAR MER EN COLIS, OU DANS DES CONTENEURS, DES CITERNES MOBILES, DES CAMIONS-CITERNES OU DES WAGONS-CITERNES

(Pas de changement).

ANNEXE IV

REGLES RELATIVES A LA PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES EAUX USEES DES NAVIRES

(Pas de changement)

ANNEXE V

REGLES RELATIVES A LA PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES ORDURES DES NAVIRES

(Pas de changement)

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B - I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo

PROTOCOLLO

del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi

LE PARTI CONTRAENTI DEL PRESENTE PROTOCOLLO,

RICONOSCENDO il significativo contributo che può essere dato, dalla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi, alla protezione dell'ambiente marino contro l'inquinamento da parte delle navi,

RICONOSCENDO ALTRESÌ la necessità di migliorare ulteriormente la prevenzione ed il controllo dell'inquinamento marino da parte delle navi e in particolare delle navi petroliere,

RICONOSCENDO INOLTRE la necessità di integrare le Regole per la prevenzione dell'inquinamento da petrolio contenute nell'Annesso I della suddetta Convenzione il più presto e il più ampiamente possibile,

ESSENDO CONSCE PERÒ della necessità di rimandare l'applicazione dell'Annesso II della suddetta Convenzione fino a quando siano stati soddisfacentemente risolti certi problemi tecnici,

CONSIDERANDO che questi obbiettivi possono ottimamente essere raggiunti con la stipula di un Protocollo relativo alla Convenzione

internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi,

HANNO CONVENUTO quanto segue

ARTICOLO I

(Obblighi generali)

1. — Le Parti contraenti del presente Protocollo si impegnano a dare effetto:

(*a*) al presente Protocollo ed al suo Annesso allegato che ne costituisce parte integrante, e

(*b*) alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi (da qui in avanti indicata come « la Convenzione ») con le modifiche e le aggiunte stabilite nel presente Protocollo.

2. — Le disposizioni della Convenzione e del presente Protocollo devono essere lette e interpretate come un unico strumento.

3 — Qualsiasi riferimento al presente Protocollo costituisce al tempo stesso riferimento anche al suo Annesso.

ARTICOLO II

(Applicazione dell'Annesso II della Convenzione).

1. — Nonostante le disposizioni dell'articolo 14 (1) della Convenzione, le Parti contraenti del presente Protocollo convengono di non essere tenute ad applicare le disposizioni dell'Annesso II della Convenzione per un periodo di 3 anni dalla data di entrata in vigore del presente Protocollo o per un periodo più lungo quale può essere deciso da una maggioranza dei 2/3 delle Parti contraenti del presente Protocollo nel Comitato per la protezione dell'ambiente marino (da qui in avanti indicato come « il Comitato ») dell'I.M.C.O. (da qui in avanti indicata come « l'Organizzazione »).

2. — Durante il periodo specificato al punto 1 del presente articolo, le Parti contraenti del presente Protocollo non saranno soggette ad alcun obbligo né avranno diritto di pretendere alcun privilegio, secondo la Convenzione, relativo agli argomenti di cui all'Annesso II della Convenzione, ed ogni riferimento alle Parti che si trovi nella Convenzione non comprenderà le Parti contraenti del presente Protocollo per quanto riguarda gli argomenti relativi al suddetto Annesso.

ARTICOLO III

(Comunicazione di informazioni)

Il testo dell'articolo II (1) (*b*) della Convenzione viene sostituito dal seguente:

« Un elenco degli ispettori nominati o delle organizzazioni riconosciute che sono autorizzati ad agire per loro conto nella trattazione delle questioni relative al progetto, alla costruzione, allo equipaggiamento ed alla conduzione delle navi che trasportano sostanze pericolose secondo le disposizioni delle Norme, da far circolare tra le Parti per informazione dei loro funzionari. L'Amministrazione dovrà perciò notificare all'Organizzazione le responsabilità e le condizioni specifiche delle autorizzazioni date agli ispettori nominati od alle organizzazioni riconosciute ».

ARTICOLO IV

(Firma, ratifica, accettazione, approvazione e adesione)

1 — Il presente Protocollo sarà aperto presso la sede della Organizzazione, per la firma, dal 1° giugno 1978 al 1° maggio 1979 e rimarrà indi aperto per l'adesione. Gli Stati possono divenire Parti contraenti del presente Protocollo mediante:

(*a*) firma senza riserve per ratifica, accettazione o approvazione; oppure

(*b*) firma soggetta a ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; oppure

(*c*) adesione

2 — Ratifica, accettazione, approvazione o adesione saranno effettuate mediante deposito di uno strumento a tale effetto presso la Segreteria generale dell'Organizzazione.

ARTICOLO V.

(Entrata in vigore).

1. — Il presente Protocollo entrerà in vigore 12 mesi dopo la data alla quale almeno 15 Stati, la cui flotta mercantile complessiva costituisca almeno il 50% del tonnellaggio di stazza lorda della flotta mercantile mondiale, ne siano divenuti Parti secondo l'articolo IV di esso.

2. — Qualsiasi strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione depositato dopo la data di entrata in vigore del presente Protocollo avrà effetto 3 mesi dopo la data del suo deposito.

3. — Dopo la data in cui una modifica al presente Protocollo sarà considerata accettata in base all'articolo 16 della Convenzione, qualsiasi strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione depositati si riferirà al presente Protocollo quale modificato.

Articolo VI.

(Modifiche).

Le procedure indicate nell'articolo 16 della Convenzione circa le modifiche agli articoli, ad un Annesso e ad una Appendice ad un Annesso della Convenzione si applicheranno rispettivamente alle modifiche agli articoli, all'Annesso e ad un'Appendice all'Annesso del presente Protocollo.

Articolo VII

(Denuncia).

1. — Il presente Protocollo può essere denunciato da qualsiasi Parte contraente del presente Protocollo in qualsiasi data dopo trascorsi 5 anni dalla data in cui il Protocollo è entrato in vigore per quella Parte.

2. — La denuncia deve avvenire mediante deposito di uno strumento di denuncia presso la Segreteria generale dell'Organizzazione.

3. — Una denuncia avrà effetto 12 mesi dopo il ricevimento della notifica da parte della Segreteria generale dell'Organizzazione o dopo il termine di qualsiasi altro periodo più lungo eventualmente indicato nella notifica.

Articolo VIII.

(Depositario).

1. — Il presente Protocollo sarà depositato presso la Segreteria generale dell'Organizzazione (da qui in avanti indicata come « il Depositario »).

2 — Il Depositario deve

(*a*) informare tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o che vi hanno aderito su:

(*i*) ogni nuova firma o nuovo deposito di uno strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, insieme con la relativa data;

(*ii*) data di entrata in vigore del presente Protocollo;

(*iii*) deposito di ogni strumento di denuncia del presente Protocollo insieme con la data in cui esso è stato ricevuto e la data alla quale la denuncia ha effetto;

(*iv*) ogni decisione presa secondo l'articolo II (1) del presente Protocollo;

(*b*) trasmettere copie autentiche legalizzate del presente Protocollo a tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o vi hanno aderito

3. — Appena il presente Protocollo entrerà in vigore, una copia autentica legalizzata di esso sarà trasmessa dal Depositario al Segretariato delle Nazioni Unite per registrazione e pubblicazione secondo l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo IX.

(Lingue).

Il presente Protocollo viene redatto in originale unico nelle lingue inglese, francese, russa e spagnola, ogni testo essendo ugualmente autentico. Saranno preparate, e depositate con l'originale firmato, traduzioni ufficiali nelle lingue araba, tedesca, italiana e giapponese

In fede di quanto sopra i sottoscritti, debitamente a ciò autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Londra il 17 febbraio 1978

(firme omesse)

ANNESSO

MODIFICHE E AGGIUNTE ALLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1973 PER LA PREVENZIONE DELL'INQUINAMENTO DA PARTE DELLE NAVI

ALLEGATO I

REGOLE PER LA PREVENZIONE DELL'INQUINAMENTO DA IDROCARBURI

REGOLA 1.

(Definizioni)

Paragrafi da (1) a (7) — *Nessun cambiamento*

Il testo esistente del paragrafo (8) viene sostituito dal seguente:

(8) (*a*) « Grande trasformazione » (Major conversion) significa una trasformazione di una nave esistente:

(*i*) che altera sostanzialmente le dimensioni o la capacità di trasporto della nave; o

(*ii*) che cambia il tipo della nave; o

(*iii*) lo scopo della quale è, a giudizio dell'Amministrazione, quello di prolungare la vita della nave; o

(*iv*) che altera altrimenti la nave in modo che, se essa fosse una nave nuova, diverrebbe soggetta alle relative disposizioni del presente Protocollo che non sono applicabili ad essa come nave esistente.

(*b*) Nonostante le disposizioni del comma (*a*) del presente paragrafo (8), la trasformazione di una nave petroliera esistente avente portata lorda di 20.000 t o più al fine di farla soddisfare alle disposizioni della Regola 13 del presente Allegato non sarà considerata costituire grande trasformazione ai fini del presente Allegato.

Paragrafi da (9) a (22) — *Nessun cambiamento.*

Il testo esistente del paragrafo (23) viene sostituito dal seguente

(23) « Dislocamento leggero » (Lightweight) significa il dislocamento di una nave (in t) senza carico, combustibile, olio lubrificante, acqua di zavorra, acqua dolce ed acqua di alimento in cisterne, provviste di consumo e passeggeri ed equipaggio coi loro effetti personali.

Paragrafi (24) e (25) — *Nessun cambiamento*

Al testo esistente vengono aggiunti i seguenti paragrafi

(26) Nonostante le disposizioni del paragrafo (6) della presente Regola, ai fini delle Regole 13, 13B, 13E e 18 (5) del presente Allegato « nave petroliera nuova » significa una nave petroliera:

(*a*) per la quale il contratto di costruzione abbia data posteriore al 1° giugno 1979; o

(*b*) in mancanza di contratto di costruzione, la chiglia della quale sia impostata, o la nave si trovi ad uno stadio di costruzione corrispondente, dopo il 1° gennaio 1980; o

(*c*) la consegna della quale avvenga dopo il 1° giugno 1982; o

(*d*) la quale abbia subito una grande trasformazione

(*i*) per la quale il contratto abbia data posteriore al 1° giugno 1979; o

(*ii*) in mancanza di contratto, il lavoro di costruzione della quale sia iniziato dopo il 1° gennaio 1980; o

(*iii*) la quale sia completata dopo il 1° giugno 1982;

con la differenza che, per navi petroliere aventi portata lorda di 70 000 t o più, la definizione data nel paragrafo (6) della presente Regola si applica ai fini della Regola 13 (1) del presente Allegato.

(27) Nonostante le disposizioni del paragrafo (7) della presente Regola, ai fini delle Regole 13, 13A, 13B, 13C, 13D e 18 (6) del presente Allegato « nave petroliera esistente » significa una nave petroliera che non è una nave petroliera nuova quale definita al paragrafo (26) della presente Regola.

(28) « Petrolio greggio » (Crude oil) significa qualsiasi miscela di idrocarburi liquidi che si trova allo stato naturale nella terra, sia o no trattata per renderla atta al trasporto, e comprende:

(*a*) petrolio greggio da cui possono essere state tolte certe frazioni distillate; e

(*b*) petrolio greggio a cui possono essere state aggiunte certe frazioni distillate.

(29) « Nave trasporto petrolio greggio » (Crude oil tanker) significa una nave petroliera adibita al servizio di trasporto di petrolio greggio.

(30) « Nave trasporto prodotti » (Product carrier) significa una nave petroliera adibita al servizio di trasporto di petroli diversi dal petrolio greggio

REGOLE 2 E 3 — *Nessun cambiamento*

REGOLA 4

(Visite ed ispezioni)

Il testo esistente della Regola 4 viene sostituito dal seguente

1. — Ogni nave petroliera avente stazza lorda di 150 tons o più ed ogni altra nave avente stazza lorda di 400 tons o più è soggetta alle visite qui sotto specificate

(*a*) Una visita iniziale prima che la nave entri in servizio o prima che venga rilasciato per la prima volta il Certificato richiesto alla Regola 5 del presente Allegato; essa deve includere una visita completa della struttura della nave, del suo equipaggiamento, dei suoi impianti, delle sue sistemazioni, delle sue attrezzature e dei suoi materiali per tutto quanto è coperto, per la nave, dal presente Allegato. Questa visita deve essere tale da assicurare che struttura, equipaggiamento, impianti, sistemazioni, attrezzature e materiali rispondono pienamente alle richieste applicabili del presente Allegato.

(*b*) Visite periodiche agli intervalli specificati dall'Amministrazione, ma non eccedenti 5 anni, che devono essere tali da assicurare che struttura, equipaggiamento, impianti, sistemazioni, attrezzature e materiali rispondono pienamente alle richieste del presente Allegato.

(*c*) Almeno una visita intermedia durante il periodo di validità del Certificato, che deve essere tale da assicurare che l'equipaggiamento e gli impianti di pompaggio e i relativi sistemi di tubazioni, compresi gli impianti di monitoraggio e di controllo degli scarichi oleosi, gli impianti di lavaggio con petrolio greggio, gli impianti di separazione del petrolio dall'acqua e di filtraggio del petrolio, rispondono pienamente alle richieste applicabili del presente Allegato e si trovano in buono stato di funzionamento Nei casi in cui venga effettuata soltanto una di tali visite intermedie in un periodo di validità del Certificato, essa deve avvenire non 6 mesi prima e non 6 mesi dopo rispetto alla data alla metà del periodo di validità del Certificato. Tali visite intermedie devono essere indicate sul Certificato rilasciato in base alla Regola 5 del presente Allegato.

2. — L'Amministrazione deve stabilire appropriate misure per le navi che non sono soggette alle disposizioni del paragrafo (1) della presente Regola al fine di assicurare che le disposizioni applicabili dal presente Allegato siano soddisfatte.

3 — (*a*) Le visite alle navi per quanto riguarda l'applicazione delle disposizioni del presente Allegato devono essere effettuate da funzionari dell'Amministrazione. L'Amministrazione può però affidare le visite a ispettori all'uopo da essa nominati o ad organizzazioni da essa riconosciute.

(*b*) L'Amministrazione deve prevedere l'effettuazione di ispezioni non programmate da eseguire durante il periodo di validità del Certificato. Tali ispezioni devono assicurare che la nave e il suo equipaggiamento siano soddisfacenti sotto ogni punto di vista per il servizio cui la nave è adibita. Queste ispezioni possono essere effettuate dai servizi di ispezione dell'Amministrazione stessa, oppure da ispettori nominati o da organizzazioni riconosciute, oppure da altre Parti su richiesta dell'Amministrazione. Se l'Amministrazione, in base alle disposizioni del paragrafo (1) della presente Regola, stabilisce visite annuali obbligatorie, le suddette ispezioni non programmate non saranno obbligatorie.

(*c*) Un'Amministrazione che nomina ispettori o riconosce organizzazioni per effettuare visite ed ispezioni come detto nei commi (*a*) e (*b*) del presente paragrafo (3) deve almeno autorizzare ogni ispettore nominato od organizzazione riconosciuta a:

(*i*) richiedere riparazioni alla nave; e

(*ii*) effettuare visite e ispezioni se richieste dalle competenti autorità dello Stato del porto

L'Amministrazione deve notificare alla Organizzazione la responsabilità e le condizioni specifiche dell'autorizzazione data agli ispettori nominati o alle organizzazioni riconosciute, da far circolare tra le Parti contraenti del presente Protocollo per informazione dei loro funzionari.

(*d*) Quando un ispettore nominato od una organizzazione riconosciuta trova che le condizioni della nave o del suo equipaggiamento non corrispondono sostanzialmente ai dati del Certificato o sono tali che la nave non è atta a prendere il mare senza presentare una irragionevole minaccia di danno all'ambiente marino, tale ispettore o organizzazione deve immediatamente sincerarsi che venga preso un provvedimento correttivo e ne deve dare notizia in tempo debito all'Amministrazione. Se tale provvedimento correttivo non viene preso, il Certificato deve essere ritirato e l'Amministrazione deve esserne informata immediatamente; e se la nave si trova in un porto di un'altra Parte, anche le competenti autorità dello Stato del porto devono esserne informate immediatamente. Quando un funzio-

nario dell'Amministrazione, un ispettore nominato od una organizzazione riconosciuta hanno informato le competenti autorità dello Stato del porto, il Governo dello Stato del porto interessato deve fornire a tale funzionario, ispettore o organizzazione, ogni assistenza necessaria a che i loro obblighi vengano assolti secondo la presente Regola. Se del caso, il Governo dello Stato del porto interessato deve compiere quei passi necessari per garantire che la nave non parta finché non possa prendere il mare o lasciare il porto per giungere al più vicino adatto cantiere di riparazione disponibile senza presentare una irragionevole minaccia di danno all'ambiente marino.

(*e*) In ogni caso, l'Amministrazione interessata deve garantire pienamente la compiutezza e l'efficienza della visita e dell'ispezione e deve provvedere ad assicurare i mezzi necessari per assolvere tale obbligo

4 — (*a*) Le condizioni della nave e del suo equipaggiamento devono essere mantenute a soddisfazione delle disposizioni del presente Protocollo in modo da assicurare che la nave rimarrà sotto ogni punto di vista atta a prendere il mare senza presentare una irragionevole minaccia di danno all'ambiente marino

(*b*) Dopo che ogni visita della nave secondo il paragrafo (1) della presente Regola sia stata completata, nessun cambiamento deve essere apportato a struttura, equipaggiamento, impianti, sistemazioni, attrezzature o materiali che sono stati oggetto della visita senza benestare dell'Amministrazione, eccetto diretta sostituzione di tali equipaggiamenti e sistemazioni.

(*c*) Qualora avvenga un'avaria o venga scoperto un difetto che influisca sostanzialmente sull'integrità della nave o sulla efficienza o completezza del suo equipaggiamento di cui al presente Allegato, il comandante o l'armatore della nave deve riferirne alla prima opportunità all'Amministrazione, alla organizzazione riconosciuta o all'ispettore nominato responsabile del rilascio del relativo Certificato, che provvederà a che siano iniziate indagini per stabilire se è necessaria una visita quale richiesta al paragrafo (1) della presente Regola. Se la nave si trova in un porto di un'altra Parte, il comandante o l'armatore deve riferire immediatamente anche alle competenti autorità dello Stato del porto e l'ispettore nominato o l'organizzazione riconosciuta deve accertarsi che ciò sia stato fatto.

REGOLE 5, 6 E 7

Nel testo esistente di tali Regole, vanno cancellati i riferimenti alla data "(1973)" relativa al Certificato internazionale per la prevenzione dell'inquinamento da petrolio

REGOLA 8

(Durata del Certificato)

Il testo esistente della Regola 8 va sostituito dal seguente

1. — Un Certificato internazionale per la prevenzione dell'inquinamento da petrolio deve essere rilasciato per un periodo specificato dalla Amministrazione, che non deve eccedere 5 anni dalla data del rilascio; ma nel caso di nave petroliera che fa servizio con cisterna dedicata a zavorra pulita per un periodo limitato specificato alla Regola 13 (9) del presente Allegato, il periodo di validità del Certificato non deve eccedere tale periodo specificato

2. — Un Certificato cesserà di essere valido se hanno avuto luogo significative modifiche nella costruzione, nell'equipaggiamento, negli impianti, nelle sistemazioni, nelle attrezzature o nei materiali richiesti senza il benestare dell'Amministrazione, eccetto la diretta sostituzione di tali equipaggiamenti o sistemazioni, o se non sono state effettuate le visite intermedie quali specificato dall'Amministrazione secondo la Regola 4 (1) (*c*) del presente Allegato.

3. — Un Certificato rilasciato ad una nave cesserà di essere valido anche dopo il trasferimento della nave alla bandiera di un altro Stato. Un nuovo Certificato sarà rilasciato solo quando il Governo che emette il nuovo Certificato è pienamente soddisfatto che la nave risponda in tutto alle norme della Regola 4 (4) (*a*) e (*b*) del presente Allegato. Nel caso di trasferimento tra due Parti, se richiesto entro 3 mesi dopo che ha avuto luogo il trasferimento, il Governo della Parte, la cui bandiera la nave batteva prima trasmetterà al più presto all'Amministrazione una copia del Certificato che la nave possedeva prima del trasferimento e, se disponibile, una copia del rapporto di visita relativo.

REGOLE DA 9 A 12 — *Nessun cambiamento*

REGOLA 13

(Cisterne di zavorra segregata, cisterne adibite ad acqua di zavorra e lavaggio con petrolio greggio).

Il testo esistente della Regola 13 viene sostituito dal seguente:

Secondo le disposizioni delle Regole 13C e 13D del presente Allegato, le navi petroliere devono soddisfare alla richiesta delle presenti Regole.

Navi petroliere nuove aventi portata lorda di 20 000 t o più

3 — Ogni nave trasporto petrolio greggio nuova avente portata lorda di 20.000 t o più ed ogni nave trasporto prodotti nuova avente portata lorda di 30 000 t o più deve essere provvista di cisterne di zavorra segregata e deve rispondere ai paragrafi (2), (3) e (4), o (5) come appropriato, della presente Regola.

2. — La capacità delle cisterne di zavorra segregata deve essere determinata in modo che la nave possa operare con sicurezza nei viaggi in zavorra senza far ricorso all'uso di cisterne del carico per acqua di zavorra, eccetto quanto previsto al paragrafo (3) o (4) della presente Regola. In ogni caso, però, la capacità delle cisterne di zavorra segregata deve essere almeno tale che, in qualsiasi condizione di zavorra in ogni parte del viaggio, comprese le condizioni di dislocamento leggero con in più solo la zavorra segregata, i pescaggi e l'assetto della nave possono soddisfare a tutte le seguenti richieste:

(*a*) il pescaggio al centro della nave (dm) in metri (senza tener conto di alcuna deformazione della nave) non deve essere inferiore a

$$dm = 2 + 0{,}02\ L$$

(*b*) i pescaggi relativi alle perpendicolari a poppa e a prua devono corrispondere a quelli determinati dal pescaggio al centro della nave (dm) come specificato al comma (*a*) di questo paragrafo associato ad un assetto poppiero non maggiore di 0,015 L; e

(*c*) in ogni caso il pescaggio relativo alla perpendicolare a poppa non deve essere inferiore a quello necessario per ottenere un'immersione completa dell'elica o delle eliche.

3 — In nessun caso l'acqua di zavorra deve essere portata in cisterne del carico eccettoché in quei rari viaggi in cui le condizioni atmosferiche sono così cattive che, a giudizio del comandante, sia necessario imbarcare acqua di zavorra addizionale in cisterne del carico per la sicurezza della nave. Tale acqua di zavorra addizionale deve essere trattata e scaricata secondo la Regola 9 del presente Allegato e in accordo con le prescrizioni della Regola 15 del presente Allegato; menzione di ciò deve essere fatta nel Registro degli idrocarburi di cui alla Regola 20 del presente Allegato.

4 — Nel caso di navi trasporto petrolio greggio nuove, la zavorra addizionale consentita al paragrafo (3) della presente Regola deve essere imbarcata in cisterne del carico solo se tali cisterne sono state lavate con petrolio greggio secondo la Regola 13B del presente Allegato prima della partenza da un porto o terminale di scarico del petrolio.

5. — Nonostante le disposizioni del paragrafo (2) della presente Regola, le condizioni di zavorra segregata per navi petroliere di lunghezza inferiore a 150 m devono essere di soddisfazione dell'Amministrazione.

6 — Ogni nave trasporto petrolio greggio nuova avente portata lorda di 20.000 t o più deve essere provvista di impianto di pulizia delle cisterne del carico mediante lavaggio con petrolio greggio L'Amministrazione deve provvedere ad assicurare che l'impianto risponda pienamente alle richieste della Regola 13B del presente Allegato entro 1 anno dopo che la nave è stata per la prima volta adibita al servizio di trasporto di petrolio greggio o al termine del terzo viaggio con trasporto di petrolio greggio atto al lavaggio con petrolio greggio, assumendo la più recente delle due date. A meno che una tale nave petroliera trasporti petrolio greggio non atto al lavaggio con petrolio greggio, la nave deve impiegare l'impianto secondo le richieste della presente Regola.

Navi trasporto petrolio greggio esistenti aventi portata lorda di 40 000 t o più:

7 — Ferme restando le disposizioni dei seguenti paragrafi (8) e (9), ogni nave trasporto petrolio greggio esistente avente portata lorda di 40 000 t o più deve essere provvista di cisterne di zavorra segregata e deve soddisfare alle richieste dei paragrafi (2) e (3) della presente Regola dalla data di entrata in vigore del presente Protocollo.

8 — Le navi trasporto petrolio greggio esistenti di cui al paragrafo (7) della presente Regola possono, anziché essere provviste di cisterne di zavorra segregata, operare con un procedimento di pulitura delle cisterne del carico usando lavaggio con petrolio greggio secondo la Regola 13B del presente Allegato, a meno che la nave trasporto petrolio greggio sia adibita al trasporto di petrolio greggio non adatto al lavaggio con petrolio greggio.

9 — Le navi trasporto petrolio greggio esistenti di cui ai precedenti paragrafi (7) od (8) possono, anziché essere provviste di cisterne di zavorra segregata o anziché operare con un provvedimento di pulitura delle cisterne del carico usando lavaggio con petrolio greggio, operare con cisterne dedicate a zavorra pulita secondo le disposizioni della Regola 13A del presente Allegato per i seguenti periodi:

(*a*) fino a 2 anni dalla data di entrata in vigore del presente Protocollo per navi trasporto petrolio greggio aventi portata lorda di 70.000 t o più; e

(*b*) fino a 4 anni dopo la data di entrata in vigore del presente Protocollo per navi trasporto petrolio greggio aventi portata lorda di 40.000 t o più, ma inferiore a 70 000 t.

Navi trasporto prodotti esistenti aventi portata lorda di 40.000 t o più:

10 — Dalla data di entrata in vigore del presente Protocollo, ogni nave trasporto prodotti avente portata lorda di 40.000 t o più deve essere provvista di cisterne di zavorra segregata e deve soddisfare alle richieste dei paragrafi (2) e (3) della presente Regola, o, in alternativa, operare con cisterne dedicate a zavorra pulita secondo le disposizioni della Regola 13A del presente Allegato.

Navi petroliere qualificate come navi petroliere con zavorra segregata:

11. — Una nave petroliera per la quale non è richiesto che sia provvista di cisterne di zavorra segregata secondo i paragrafi (1), (7) o (10) della presente Regola può però essere qualificata come nave petroliera a zavorra segregata, purché soddisfi in modo appropriato alle prescrizioni dei paragrafi (2) e (3), o (5) della presente Regola.

Regola 13A.

(Norme per navi petroliere con cisterne adibite a zavorra pulita).

1. — Una nave petroliera che opera con cisterne adibite a zavorra pulita secondo le disposizioni della Regola 13 (9) o (10) del presente Allegato, deve avere adeguata capacità di cisterne destinate solo al trasporto di zavorra pulita come indicato nella Regola 1 (16) del presente Allegato, per soddisfare alle prescrizioni della Regola 13 (2) e (3) del presente Allegato.

2 — Le sistemazioni e i procedimenti operativi per le cisterne adibite a zavorra pulita devono soddisfare alle prescrizioni stabilite dall'Amministrazione. Tali prescrizioni devono contenere almeno tutte le disposizioni delle « Specifiche per le navi petroliere con cisterne dedicate a zavorra pulita » adottate dalla Conferenza internazionale del 1978 sulla sicurezza delle navi petroliere e sulla prevenzione dell'inquinamento nella Risoluzione 14 e come possono essere rivedute dall'Organizzazione.

3. — Una nave petroliera che opera con cisterne adibite a zavorra pulita deve essere provvista di un misuratore del contenuto di petrolio approvato dall'Amministrazione sulla base delle Specifiche raccomandate dall'Organizzazione (*), per permettere l'esame del contenuto di petrolio nelle cisterne d'acqua di zavorra che vengonò scaricate. Il misuratore del contenuto di petrolio deve essere installato non più tardi della prima visita in cantiere programmata della nave petroliera che ha luogo dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo. Fino a che non venga installato il misuratore del contenuto di petrolio, deve essere constatato, immediatamente prima di una scarica di zavorra, mediante esame dell'acqua di zavorra dalle apposite cisterne, che non si è avuta alcuna contaminazione da petrolio.

4. — Ogni nave petroliera che opera con cisterne adibite a zavorra pulita deve essere provvista di:

(*a*) un Manuale operativo per le cisterne adibite a zavorra pulita, che dia dettagli sull'impianto e che specifichi i procedimenti operativi. Tale Manuale deve essere di soddisfazione dell'Amministrazione e deve contenere tutte le informazioni indicate nelle Specifiche di cui al paragrafo (2) della presente Regola. Se viene apportata una modifica interessante l'impianto delle cisterne adibite a zavorra pulita, il Manuale operativo deve essere riveduto in conseguenza; e

(*b*) un Supplemento al Registro degli idrocarburi di cui alla Regola 20 del presente Allegato, quale indicato nel Supplemento I all'Appendice III del presente Allegato. Il Supplemento deve essere permanentemente allegato al Registro degli idrocarburi.

Regola 13B.

(Norme per il lavaggio con petrolio greggio)

1. — Ogni impianto di lavaggio con petrolio greggio da provvedere secondo le Regole 13 (6) ed (8) del presente Allegato deve soddisfare alle prescrizioni della presente Regola

2 — L'installazione per il lavaggio con petrolio greggio e le sistemazioni ed attrezzature connesse devono soddisfare le richieste stabilite dall'Amministrazione. Tali richieste devono comprendere almeno tutte le disposizioni delle Specifiche per il progetto, la condotta e il controllo degli impianti di lavaggio con petrolio greggio adottate dalla Conferenza internazionale del 1978 sulla sicurezza delle navi petroliere e la prevenzione dell'inquinamento nella Risoluzione n. 15, come possono essere revisionate dall'Organizzazione.

3 — In ogni cisterna del carico ed in ogni cisterna dei residui oleosi deve essere previsto un impianto di gas inerte secondo le appropriate Regola del Capitolo II-2 della Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare, quale modificata e integrata dal Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del1974 per la salvaguardia della vita umana in mare.

(*) Si fa riferimento alla Raccomandazione sulle Specifiche internazionali per prestazioni e prove per gli impianti di separazione di acque oleose e sui misuratori del contenuto di petrolio adottata dall'Organizzazione con sua Risoluzione A.393 (X).

4. — Circa lo zavorramento delle cisterne del carico, un numero sufficiente di cisterne del carico devono essere lavate con petrolio greggio prima di ogni viaggio in zavorra, affinché l'acqua di zavorra venga immessa solo in cisterne del carico che siano state lavate con petrolio greggio, tenendo conto del tipo di servizio della nave petroliera e delle prevedibili condizioni meteorologiche.

5 — Ogni nave petroliera che impiega impianti di lavaggio con petrolio greggio deve essere provvista di

(*a*) Un Manuale operativo e di equipaggiamento che dia dettagli sull'impianto e sull'equipaggiamento e specifichi i procedimenti operativi. Tale Manuale deve essere di soddisfazione dell'Amministrazione e deve contenere tutte le informazioni indicate nelle Specifiche di cui al paragrafo (2) della presente Regola. Se viene apportata una modifica interessante l'impianto di lavaggio con petrolio greggio, il Manuale operativo e di equipaggiamento deve essere riveduto in conseguenza; e

(*b*) Un Supplemento al Registro degli idrocarburi di cui alla Regola 20 del presente Allegato, come indicato nel Supplemento 2 all'Appendice III del presente Allegato Il Supplemento deve essere allegato permanentemente al Registro degli idrocarburi.

REGOLA 13C

(Navi petroliere esistenti adibite a servizi specifici)

1. — Ferme restando le disposizioni dei paragrafi (2) e (3) della presente Regola, la Regola da 13 (7) a 13 (10) del presente Allegato non si applica ad una nave petroliera esistente adibita solo a servizi specifici tra:

(*a*) porti o terminali entro uno Stato che è Parte contraente del presente Protocollo; o

(*b*) porti o terminali di Stati che sono Parti contraenti del presente Protocollo, se:

(*i*) il viaggio si compie interamente entro una zona specifica quale definita nella Regola 10 (1) del presente Allegato; o

(*ii*) il viaggio si compie interamente entro altri limiti indicati dall'Organizzazione.

2 — Le disposizioni del paragrafo (1) della presente Regola si applicano soltanto quando i porti o terminali dove viene imbarcato il carico per i suddetti viaggi sono provvisti di attrezzature adeguate per la ricezione e il trattamento delle acque di zavorra e di lavaggio delle cisterne da parte delle navi petroliere che le impiegano, e quando sono soddisfatte tutte le seguenti condizioni:

(*a*) con le eccezioni di cui alla Regola 11 del presente Allegato, tutte le acque di zavorra, comprese quelle di zavorra pulita, e i residui del lavaggio delle cisterne vengono tenuti a bordo e trasferiti alle attrezzature ricettive e la competente autorità dello Stato del porto dà di ciò informazione mediante registrazione nelle appropriate Sezioni del Supplemento al Registro degli idrocarburi di cui al paragrafo (3) della presente Regola;

(*b*) tra l'Amministrazione e i Governi degli Stati del porto di cui al paragrafo (1) (*a*) o (*b*) della presente Regola riguardante l'impiego di una nave petroliera esistente per un servizio specifico viene raggiunto un accordo in tal senso;

(*c*) l'adeguatezza delle attrezzature ricettive in accordo con le relative disposizioni del presente Allegato nei porti o terminali di cui sopra, ai fini della presente Regola, è approvata dai Governi degli Stati che sono Parti contraenti del presente Protocollo ove sono situati tali porti o terminali; e

(*d*) il Certificato internazionale per la prevenzione dell'inquinamento da petrolio viene vidimato con l'annotazione che la nave petroliera è adibita solo al suddetto servizio specifico.

3 — Ogni nave petroliera adibita ad un servizio specifico deve essere provveduta di un Supplemento al Registro degli idrocarburi di cui alla Regola 20 del presente Allegato quale indicato nel Supplemento 3 all'Appendice III del presente Allegato. Il Supplemento deve essere allegato permanentemente al Registro degli idrocarburi.

REGOLA 13D

(Navi petroliere esistenti aventi speciali attrezzature di zavorra)

1 — Se una nave petroliera esistente è costruita in modo od opera in modo da soddisfare sempre alle disposizioni di pescaggio e di assetto indicate nella Regola 13 (2) del presente Allegato senza far ricorso all'uso di acqua di zavorra, deve essere considerato che essa soddisfa alle disposizioni riguardanti le cisterne di zavorra segregata di cui alla Regola 13 (7) del presente Allegato, purché siano soddisfatte tutte le seguenti condizioni:

(*a*) i procedimenti operativi e le attrezzature di zavorra sono approvate dall'Amministrazione;

(*b*) tra l'Amministrazione e i Governi interessati degli Stati del porto che sono Parti contraenti del presente Protocollo viene

raggiunto un accordo, quando la rispondenza alle disposizioni circa pescaggi e assetto viene ottenuta mediante un procedimento operativo; e

(*c*) il Certificato internazionale per la prevenzione dell'inquinamento da petrolio viene vidimato con l'annotazione che la nave petroliera opera con attrezzature di zavorra speciali.

2 — In nessun caso può essere imbarcata su navi petroliere acqua di zavorra, eccettoché in quei rari viaggi in cui le condizioni meteorologiche sono così cattive che, a giudizio del comandante, è necessario, per la sicurezza della nave, imbarcare acqua di zavorra addizionale in cisterne del carico Questa acqua di zavorra addizionale deve essere trattata e scaricata secondo la Regola 9 del presente Allegato e seguendo le disposizioni della Regola 15 del presente Allegato, e di ciò deve essere fatta annotazione nel Registro degli idrocarburi di cui alla Regola 20 del presente Allegato.

3 — Un'Amministrazione che ha vidimato un Certificato secondo il paragrafo (1) (*c*) della presente Regola, ne deve comunicare i particolari all'Organizzazione, per distribuzione alle Parti contraenti del presente Protocollo.

Regola 13E

(Ubicazione protettiva degli spazi per zavorra segregata)

1. — In ogni nave trasporto petrolio greggio nuova avente portata lorda di 20.000 t o più e in ogni nave trasporto prodotti nuova avente portata lorda di 30 000 t o più, le cisterne di zavorra segregata, richieste per ottenere la capacità necessaria per soddisfare alle richieste della Regola 13 del presente Allegato e situate nella lunghezza della zona delle cisterne del carico, devono essere sistemate, secondo le richieste dei paragrafi (2), (3) e (4) della presente Regola, in modo da costituire una misura di protezione contro l'efflusso di petrolio in caso di incaglio o collisione.

2 — Le cisterne di zavorra segregata e gli spazi diversi dalle cisterne di petrolio entro la lunghezza della cisterna del carico (L_t) devono essere sistemati in modo da soddisfare la seguente relazione:

$$\Sigma PA_c + \Sigma PA_s \geq J \, [L_t \, (B + 2D)]$$

dove

PA_c = area (in m^2) laterale del fasciame di ogni cisterna di zavorra segregata od ogni spazio diverso da una cisterna di petrolio, basata sulle dimensioni di costruzione progettate;

L_t = area (in m^2) del fondo per ognuno di tali cisterne o spazi, basata sulle dimensioni di costruzione progettate;

PA_s = lunghezza (in m) tra le estremità prodiera e poppiera delle cisterne del carico;

B = larghezza massima (in m) della nave quale definita nella Regola 1 (21) del presente Allegato;

D = altezza di costruzione (in m) misurata verticalmente tra la faccia superiore della chiglia e la retta del baglio del ponte di bordo libero, al centro nave.

Nelle navi aventi trincarino curvo l'altezza di costruzione deve essere misurata al punto di intersezione delle linee di costruzione del ponte e del fasciame, tali linee estendentisi come se il trincarino fosse progettato ad angolare.

J = 0,45 per navi petroliere aventi portata lorda di 20 000 t;

= 0,30 per navi petroliere aventi portata lorda di 200 000 t o più, salve le disposizioni del paragrafo (3) della presente Regola

Per valori intermedi della portata lorda, il valore di J deve essere determinato con interpolazione lineare.

Dove, nella presente Regola, compaiono i simboli indicati nel presente paragrafo (2), essi hanno i significati definiti nel paragrafo stesso.

3 — Per le navi petroliere aventi portata lorda di 200 000 t o più, il valore di J può essere ridotto come segue:

$$J \text{ ridotto} = \left[J - \left(a - \frac{0_c + 0_s}{4 \, 0_A} \right) \right]$$

oppure = 0,2

assumendo il valore maggiore,

dove

a = 0,25 per navi petroliere aventi portata lorda di 200 000 t;

0,40 per navi petroliere aventi portata lorda di 300 000 t;

0,50 per navi petroliere aventi portata lorda di 420 000 t o più

Per valori intermedi della portata lorda, il valore di *a* deve essere determinato per interpolazione lineare;

0_c = come definito nella Regola 23 (1) (*a*) del presente Allegato;

0_s = come definito nella Regola 23 (1) (*b*) del presente Allegato;

0_A = efflusso di petrolio ammissibile come detto nella Regola 24 (2) del presente Allegato.

4 — Nella determinazione di PA_c e di PA_s per le cisterne di zavorra segregate e per gli spazi che non siano cisterne di petrolio, si deve applicare quanto segue:

(*a*) la larghezza minima di ogni cisterna o spazio laterale estendentesi per tutta l'altezza del fianco della nave dal ponte al cielo del doppio fondo non deve essere inferiore a 2 m La larghezza deve essere misurata entro bordo dal fianco della nave perpendicolarmente alla linea di centro. Ove vi sia una larghezza inferiore, nel calcolo dell'area di protezione PA_c non si deve tener conto della cisterna o dello spazio laterale; e

(*b*) la minima altezza di ogni cisterna o spazio di doppio fondo deve essere B/15 o 2 m, assumendo il valore minore. Ove vi sia una altezza inferiore, nel calcolo dell'area di protezione PA_s non si deve tener conto della cisterna o spazio di doppio fondo

Le larghezze e le altezze minime delle cisterne laterali e delle cisterne di doppio fondo devono essere misurate fuori dell'area dei pozzetti di sentina e, nel caso di larghezza minima, fuori di ogni zona di trincarino curvo.

REGOLA 14 — *Nessun cambiamento*

REGOLA 15

Nel testo esistente della presente Regola va cancellato ogni riferimento alla data "1973" in relazione al Certificato internazionale di prevenzione dell'inquinamento da petrolio.

REGOLE 16 E 17 — *Nessun cambiamento*

REGOLA 18

(Sistemazioni delle apparecchiature di pompaggio, tubazioni e scarico nelle navi petroliere).

Paragrafi da (1) a (4) — *Nessun cambiamento*

Al testo esistente vanno aggiunti i seguenti paragrafi

5 — Ogni nave petroliera nuova per la quale è richiesto che sia provvista di cisterne di zavorra segregata o di impianto di lavaggio con petrolio greggio deve soddisfare alle seguenti richieste:

(*a*) deve essere provvista di tubazioni di petrolio progettate ed installate in modo che la ritenzione di petrolio nelle tubazioni stesse sia ridotta al minimo; e

(*b*) devono essere previsti mezzi di drenaggio per tutte le pompe del carico e tutte le tubazioni del petrolio al completamento dello sbarco del carico, se necessario mediante connessione con l'apparecchiatura di « stripping ». I drenaggi delle tubazioni e delle pompe devono poter essere scaricati sia a terra sia in una cisterna del carico o in una cisterna dei residui oleosi. Per lo scarico a terra deve a tal fine essere prevista una speciale tubazione di piccolo diametro, inserita a valle delle valvole del collettore della nave.

6 — Ogni nave trasporto petrolio greggio esistente per la quale è richiesto che sia provvista di cisterna di zavorra segregata o di impianto di lavaggio con petrolio greggio o di cisterne adibite a zavorra pulita deve rispondere alle disposizioni del paragrafo (5) (*b*) della presente Regola.

REGOLA 19 — *Nessun cambiamento*

REGOLA 20

Nel testo esistente della presente Regola va cancellato ogni riferimento alla data "1973" in relazione al Certificato internazionale di prevenzione dell'inquinamento

REGOLE DA 21 A 25 — *Nessun cambiamento*

APPENDICE I

ELENCO DEI PRODOTTI

Nessun cambiamento

APPENDICE II

MODULO DI CERTIFICATO

Il modulo di Certificato esistente va sostituito con il seguente modulo:

CERTIFICATO INTERNAZIONALE PER LA PREVENZIONE DELL'INQUINAMENTO DA PETROLIO

rilasciato a norma delle disposizioni del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi, sotto l'autorità del Governo di

....

(designazione completa dello Stato)

da ....

(designazione completa della persona competente o dell'organizzazione autorizzata in base alle disposizioni del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi)

Nome della nave	Numero o lettere distintivi	Porto di immatricolazione	Stazza lorda

Tipo della nave

Nave trasporto petrolio greggio (1);

Nave trasporto prodotti (1);

Nave trasporto petrolio greggio/prodotti (1);

Nave, diversa da una petroliera, con cisterne del carico cadenti sotto la Regola 2 (2) dell'Allegato I al Protocollo (1);

Nave diversa da tutte quelle sopra indicate (1)

Data del contratto di costruzione o di grande trasformazione

Data di impostazione della chiglia, o data in cui la nave si trovava a uno stadio di costruzione corrispondente, o data in cui è stata iniziata la grande trasformazione ..

Data della consegna o del completamento della grande trasformazione

(1) Cancellare nel modo pertinente

PARTE A — TUTTE LE NAVI

La nave è equipaggiata con

— per le navi di S L ⩾ 400 tons

(*a*) impianto di separazione di acque oleose (2) (capace di produrre uno scarico con un contenuto di petrolio non superiore a 100 parti per milione);

(*b*) impianto di filtraggio di idrocarburi (2) (capace di produrre uno scarico con un contenuto di petrolio non superiore a 100 parti per milione);

— per le navi di S L ⩾ 10 000 tons

(*c*) impianto di segnalazione e controllo degli scarichi di idrocarburi (2) (addizionale agli impianti di cui in (*a*) e (*b*) sopra);

(*d*) impianto di separazione di acque oleose e impianto di filtraggio di idrocarburi (2) (capace di produrre uno scarico con un contenuto di idrocarburi non superiore a 15 parti per milione) in luogo degli impianti di cui in (*a*) e (*b*) sopra

Particolari delle prescrizioni dalle quali viene concessa esenzione secondo le Regole 2 (2) e 2 (4) dell'Allegato I al Protocollo:

Osservazioni

(2) Cancellare nel modo pertinente

Vidimazione per le navi esistenti (3)

Si certifica che questa nave è stata ora equipaggiata in modo da soddisfare alle disposizioni del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi, per quanto riguarda le navi esistenti (4)

Firmato ....
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data ....
(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

PARTE B — NAVI PETROLIERE (5)

Capacità di carico della nave (m³)	Portata lorda della nave (t)	Lunghezza della nave (m)

Si certifica che questa nave è costruita ed equipaggiata, e deve operare, in conformità a quanto segue:

1 — Questa nave è

(*a*) tenuta ad essere costruita secondo le, e soddisfa alle (6);

(*b*) non tenuta ad essere costruita secondo le (6);

(3) Questa annotazione non è necessario che sia riprodotta su un Certificato che non sia il primo Certificato rilasciato alla nave.

(4) Il periodo, dopo l'entrata in vigore del Protocollo, entro il quale devono essere previsti gli impianti di separazione delle acque oleose, di controllo degli scarichi di idrocarburi, di filtraggio di idrocarburi e/o le sistemazioni delle cisterne dei residui oleosi, è stabilito nelle Regole 13 A (3), 15 (1) e 16 (4) dell'Allegato I al Protocollo.

(5) Questa Parte deve essere completata per le navi petroliere incluse le navi a carico combinato, e le notazioni applicabili devono essere completate per le navi, diverse dalle petroliere, costruite ed utilizzate per trasportare petrolio alla rinfusa con capacità complessiva > 200 m³.

(6) Cancellare nel modo pertinente.

(*c*) non tenuta ad essere costruita secondo le, ma soddisfa alle (7)

prescrizioni della Regola 24 dell'Allegato I al Protocollo

2 — Questa nave è

(*a*) tenuta ad essere costruita secondo le, e soddisfa alle (7);

(*b*) non tenuta ad essere costruita secondo le, e soddisfa alle (7)

prescrizioni della Regola 13A dell'Allegato I al Protocollo

3 — Questa nave è

(*a*) tenuta ad essere fornita di cisterne di zavorra segregata secondo le, e soddisfa alle (7);

(*b*) non tenuta ad essere fornita di cisterne di zavorra segregata secondo le (7);

(*c*) non tenuta ad essere fornita di cisterne di zavorra segregata secondo le, ma soddisfa alle (7);

(*d*) in base alla Regola 13C o 13D dell'Allegato I al Protocollo, e come indicato nella Parte C del presente Certificato, esentata dalle (7)

disposizioni della Regola 13 dell'Allegato I al Protocollo;

(*e*) fornita di un impianto di pulitura delle cisterne del carico mediante petrolio greggio secondo le disposizioni della Regola 13B dell'Allegato I al Protocollo, anziché essere fornita di cisterne di zavorra segregata (7);

(*f*) fornita di cisterne adibite a zavorra pulita secondo le disposizioni della Regola 13A dell'Allegato I al Protocollo, anziché essere fornita di cisterne di zavorra *segregata* oppure di impianto di pulitura delle cisterne del carico mediante lavaggio con petrolio greggio (7).

4 — Questa nave è

(*a*) tenuta ad essere fornita di impianto di pulitura delle cisterne del carico mediante lavaggio con petrolio greggio secondo le, e soddisfa alle (8);

(*b*) non tenuta ad essere fornita di impianto di pulitura delle cisterne del carico mediante lavaggio con petrolio greggio secondo le (8)

disposizioni della Regola 13 (6) dell'Allegato I al Protocollo

(7) Cancellare nel modo pertinente

(8) Cancellare nel modo pertinente

Cisterne di zavorra segregata (9)

Le cisterne di zavorra segregata sono distribuite come segue

Cisterna	Volume (m³)	Cisterna	Volume (m³)

Cisterne adibite a zavorra pulita (9)

Questa nave con cisterne adibite a zavorra pulita fino al .... secondo le disposizioni della Regola 13A dell'Allegato I al Protocollo

Le cisterne adibite a zavorra pulita sono indicate come segue

Cisterna	Volume (m³)	Cisterna	Volume (m³)

Manuale (10)

Si certifica che questa nave è stata provvista di

(*a*) un regolamentare Manuale operativo per le cisterne adibite ad acqua pulita, secondo la Regola 13A dell'Allegato I al Protocollo (11);

(*b*) un regolamentare Manuale operativo e di equipaggiamento per il lavaggio con petrolio greggio, secondo la Regola 13A dell'Allegato I al Protocollo (11).

(9) Cancellare se non applicabile

(10) Cancellare se non applicabile

(11) Cancellare nel modo pertinente

Identificazione del Manuale

Firmato ....
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data ....
(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

Identificazione del Manuale

Firmato ....
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data ....
(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

PARTE C — ESENZIONI (12)

Si certifica che questa nave

(*a*) è impegnata soltanto in servizio tra ....
e .... secondo la Regola 13C dell'Allegato I al Protocollo (13), o

(*b*) opera con sistemazioni di zavorra speciali secondo la Regola 13D dell'Allegato I al Potocollo (13)

ed è perciò esentata dalle disposizioni della Regola 13 dell'Allegato I al Protocollo.

Firmato ....
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data ....
(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

---

(12) Cancellare se non applicabile

(13) Cancellare nel modo pertinente

SI CERTIFICA CHE

la nave è stata visitata secondo la Regola 4 dell'Allegato I al Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi, riguardante la prevenzione dell'inquinamento da idrocarburi; e

la visita ha dimostrato che la struttura, l'equipaggiamento, gli impianti, gli accessori, le sistemazioni e i materiali della nave, e le loro condizioni, sono sotto ogni aspetto soddisfacenti e la nave risponde alle prescrizioni applicabili dell'Allegato I al Protocollo.

Il presente certificato è valido fino a ....
subordinatamente all'esecuzione della visita intermedia (o delle visite intermedie) ad intervalli di

Rilasciato a ....
(Luogo rilascio del certificato)

19 ....
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

VISITA INTERMEDIA

Si certifica che, ad una visita intermedia richiesta dalla Regola 4 (1) (*c*) dell'Allegato I al Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi, questa nave e le sue condizioni sono state trovate rispondenti alle relative prescrizioni del Protocollo

Firmato ....
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

Firmato . . . .
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

Firmato . . . .
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

Firmato . . . .
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

APPENDICE III

MODULO DEL REGISTRO DEGLI IDROCARBURI

Al modulo esistente del Registro degli idrocarburi vengono aggiunti i seguenti moduli di Supplemento:

Supplemento 1.

MODULO DI SUPPLEMENTO AL REGISTRO DEGLI IDROCARBURI PER NAVI PETROLIERE CON CISTERNE ADIBITE A ZAVORRA PULITA (14)

Nome della nave

Numero o lettere distintivi

Capacità totale di trasporto di carico m³

Capacità totale delle cisterne adibite a zavorra pulita m³

Le seguenti cisterne sono designate come cisterne adibite a zavorra pulita:

Cisterna	Volume (m³)	Cisterna	Volume (m³)

Nota: I periodi coperti dal Supplemento devono essere conformi ai periodi coperti dal Registro degli idrocarburi.

(14) Questo Supplemento deve essere allegato al Registro degli idrocarburi per le navi petroliere che operano con cisterne adibite a zavorra pulita secondo la Reg. 13 A del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi. Altre informazioni devono essere indicate, come richiesto, nel Registro degli Idrocarburi.

A) *Zavorramento delle cisterne adibite a zavorra pulita*

101. Specificazione della cisterna o delle cisterne zavorrate

102 Data e posizione della nave quando l'acqua destinata al lavaggio, o la zavorra di porto è stata prelevata per la cisterna o le cisterne adibite a zavorra pulita

103 Data e posizione della nave quando la pompa (o le pompe) e le tubazioni sono state lavate con scarico nelle cisterne dei residui oleosi

104. Data e posizione della nave quando è stata prelevata acqua addizionale per la cisterna (o le cisterne) adibite a zavorra pulita

105 Data, tempo e posizione della nave quando *sono state chiuse:*
(*a*) le valvole alle cisterne dei residui oleosi
(*b*) le valvole alle cisterne del carico
(*c*) altre valvole relative all'impianto della zavorra pulita

106 Quantità di zavorra pulita presa a bordo

Il sottoscritto certifica che, oltre a quanto sopra, al completamento dello zavorramento delle cisterne adibite a zavorra pulita, sono state ben chiuse tutte le prese dal mare, e tutte le connessioni ed interconnessioni delle cisterne del carico e delle tubazioni.

Data dell'annotazione — L'Ufficiale incaricato

Il Comandante

B) *Scarico di zavorra pulita*

107. Specificazione della cisterna o delle cisterne

108. Data, tempo e posizione della nave all'inizio dello scarico della zavorra pulita:
(*a*) in mare
(*b*) negli impianti di ricezione

109. Data, tempo e posizione della nave al completamento dello scarico in mare

110. Quantità scaricata:
(*a*) in mare, o
(*b*) negli impianti di ricezione

111. L'acqua di zavorra è stata controllata prima dello scarico per accertare se era contaminata da idrocarburi ?

112. Lo scarico, durante l'operazione, è stato controllato con un misuratore di contenuto di idrocarburi ?

113. Prima o durante lo scarico, si è avuto qualche indizio di contaminazione da idrocarburi per l'acqua di zavorra ?

114. Data e posizione della nave quando pompa e tubazioni sono state lavate dopo la caricazione

115. Data, tempo e posizione della nave quando sono state chiuse:
(*a*) le valvole alla cisterna di residui oleosi
(*b*) le valvole alle cisterne del carico
(*c*) altre valvole relative all'impianto di zavorra pulita

116. Quantità di acqua inquinata immessa nelle cisterne dei residui oleosi (specificare la cisterna - o le cisterne - dei residui oleosi)

Il sottoscritto certifica che, oltre a quanto sopra, al completamento della scarica della zavorra pulita, sono state ben chiuse tutte le prese dal mare, tutte le valvole di scarico fuori bordo e tutte le connessioni ed interconnessioni delle cisterne del carico e delle tubazioni, e che le pompe e i tubi destinati alle operazioni della zavorra pulita sono stati debitamente puliti.

Data dell'annotazione L'Ufficiale incaricato

Il Comandante

Supplemento 2

MODULO DI SUPPLEMENTO AL REGISTRO DEGLI IDROCARBURI PER NAVI TRASPORTO PETROLIO GREGGIO CHE OPERANO CON UN PROCEDIMENTO DI PULITURA DELLE CISTERNE DEL CARICO MEDIANTE LAVAGGIO CON PETROLIO GREGGIO (15).

Nome della nave

Numero o lettere distintivi

Capacità totale di trasporto del carico m^3

Viaggio da .... a ....
(Porto o Porti) (data) (Porto o Porti) (data)

NOTE I periodi coperti dal Supplemento devono essere conformi ai periodi coperti dal Registro degli Idrocarburi
Le cisterne del carico lavate con petrolio greggio devono essere quelle indicate nel Manuale operativo e di equipaggiamento richiesto dalla Regola 13B (5) (*a*) del Protocollo
Per ogni cisterna lavata o risciacquata con acqua deve essere usata una colonna separata.

(15) Questo Supplemento deve essere allegato al Registro degli Idrocarburi per le navi trasporto petrolio greggio che operano con un procedimento di pulitura delle cisterne del carico mediante lavaggio con petrolio greggio secondo la Reg. 13 B dell'Allegato I al Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi ed è inteso a sostituire la Sezione (*e*) del Registro degli Idrocarburi. Dettagli sullo zavorramento e sul de-zavorramento ed altre informazioni richieste devono essere annotati nel Registro degli Idrocarburi.

A) *Lavaggio con petrolio greggio*

201. Data e porto in cui è stato prelevato il petrolio greggio per lavaggio, oppure posizione della nave se il prelievo è avvenuto tra due porti di scarico				
202. Specificare la cisterna o le cisterne lavate (ved. Nota 1)				
203. Numero delle macchine usate				
204. Inizio del lavaggio (*a*) data e tempo (*b*) vuoto				
205. Metodo di lavaggio impiegato (ved. Nota 2)				
206. Pressione della tubazione di lavaggio				
207. Completamento o arresto del lavaggio (*a*) data e tempo (*b*) vuoto				
208. Osservazioni				

Le cisterne sono state lavate secondo i programmi dati nel Manuale operativo e di equipaggiamento (ved Nota 3) e alla fine di tale operazione riscontrate asciutte.

Data dell'annotazione L'Ufficiale incaricato

Il Comandante

Nota 1 Quando una singola cisterna ha più macchine che possono essere fatte funzionare contemporaneamente, come descritto nel Manuale operativo e di equipaggiamento, la sezione che viene lavata con petrolio greggio deve essere precisata; per esempio n. 2 al centro, sezione prodiera.

Nota 2: In accordo col Manuale operativo e di equipaggiamento, annotare se viene impiegato il metodo a singolo stadio o a più stadi. Se viene impiegato il metodo a più stadi, dare l'arco verticale coperto dalle macchine e il numero di volte che tale arco viene coperto in quel particolare stadio del programma.

Nota 3: Se i programmi dati nel Manuale operativo e di equipaggiamento non sono seguiti, nelle osservazioni devono essere indicati dettagli su ciò.

B) *Risciacquo o lavaggio con acqua dei fondi delle cisterne*

209. Data e posizione della nave quando è stato effettuato il risciacquo o il lavaggio				
210. Specificazione della cisterna o delle cisterne e data				
211. Volume d'acqua impiegato				
212. Acqua sporca trasferita in: (*a*) impianti di ricezione (*b*) cisterna o cisterne dei residui oleosi (precisarla)				

Data dell'annotazione L'Ufficiale incaricato

Il Comandante

Supplemento 3

MODULO DI SUPPLEMENTO AL REGISTRO DEGLI IDROCARBURI, PER NAVI PETROLIERE ADIBITE A SERVIZI SPECIALI (16).

Nome della nave

Numero o lettere distintivi

Capacità totale di trasporto di carico m³

Capacità totale dell'acqua di zavorra richiesta per l'osservanza della Regola 13 (2) e (3) dell'Allegato I al Protocollo ... m³

Viaggi da .... (Porto o Porti) .... (data) a .... (Porto o Porti) .... (data)

Nota: I periodi coperti dal Supplemento devono essere quelli indicati nel registro degli Idrocarburi.

(16) Questo Supplemento deve essere allegato al Registro degli Idrocarburi per le navi petroliere adibite a servizi specifici secondo la Reg. 13 C dell'Allegato I al Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi ed è inteso a sostituire le Sezioni (*d*), (*f*), (*g*) ed (*i*) del Registro degli idrocarburi. Altre informazioni richieste vanno indicate nel Registro degli idrocarburi.

A) *Caricazione di acqua di zavorra*

301 Designazione della cisterna o delle cisterne zavorrate				
302 Data e posizione della nave durante lo zavorramento				
303 Quantità totale di zavorra imbarcata (in m³)				
304 Metodo di calcolo della quantità di zavorra				
305 Osservazioni				
306. Data e firma dell'Ufficiale incaricato				
307. Data e firma del Comandante				

B) *Ridistribuzione di acqua di zavorra entro la nave.*

308. Motivo della ridistribuzione				
309. Data e firma dell'Ufficiale incaricato				
310 Data e firma del Comandante				

C) *Scaricazione di acqua di zavorra negli impianti di ricezione*

311. Data e porto (o porti) in cui l'acqua di zavorra è stata scaricata				
312 Nome e designazione dell'impianto di ricezione				
313. Quantità totale di acqua di zavorra scaricata (in m³)				
314 Metodo di calcolo della quantità di zavorra				
315 Data e firma dell'Ufficiale incaricato				
316 Data e firma del Comandante				
317 Data, firma e timbro del Funzionario dell'Autorità portuale				

PROTOCOLE

de 1978 relatif a la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer

LES PARTIES AU PRESENT PROTOCOLE,

ETANT PARTIES à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, faite à Londres le 1er novembre 1974,

RECONNAISSANT que ladite Convention peut contribuer de manière appréciable à l'amélioration de la sécurité des navires et des biens en mer ainsi que de la sauvegarde de la vie humaine à bord des navires,

RECONNAISSANT EGALEMENT la nécessité d'améliorer davantage encore la sécurité des navires, notamment celle des navires-citernes,

ESTIMANT que le meilleur moyen de réaliser cet objectif est de conclure un Protocole relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer,

SONT CONVENUES de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

(Obligations générales)

Les Parties au présent Protocole s'engagent à donner effet aux dispositions du présent Protocole et de son Annexe, qui fait partie intégrante du présent Protocole. Toute référence au présent Protocole constitue en même temps une référence à son Annexe.

ARTICLE II

(Champ d'application)

1. — Les dispositions des articles II, III (à l'exception du paragraphe *c*)).IV VI *b*), *c*) et *d*), VII e VIII de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (ci-après dénommee « la Convention ») sont incorporées dans le présent Protocole; toutefois, les références faites dans lesdits articles à la Convention et aux Gouvernements contractants doivent être considérées comme des références faites respectivement au présent Protocole et aux Parties au présent Protocole.

2 — Tout navire visé par le présent Protocole doit satisfaire aux dispositions de la Convention, sous réserve des modifications et adjonctions énoncées dans le présent Protocole

3 — Les Parties au présent Protocole appliquent aux navires des Etats qui ne sont Parties ni à la Convention ni au présent Protocole les prescriptions de la Convention et du présent Protocole dans la mesure où cela est nécessaire pour ne pas faire bénéficier ces navires de conditions plus favorables.

ARTICLE III

(Communication de renseignements)

Chaque Partie au présent Protocole s'engage à communiquer et a déposer auprès du Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (ci-après dénommée « l'Organisation ») une liste des inspecteurs désignés ou des organismes reconnus qui sont autorisés à agir pour son compte dans l'application des mesures concernant la sauvegarde de la vie humaine en mer, en vue de sa diffusion aux Parties qui la porteront à la connaissance de leurs fonctionnaires. L'Administration doit donc notifier à l'Organisation les responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignées ou aux organismes reconnus et les conditions de l'autorisation ainsi accordée.

ARTICLE IV

(Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion)

1 — Le présent Protocole est ouvert à la signature, au siège de l'Organisation, du 1er juin 1978 au 1er mars 1979 et reste ensuite ouvert à l adhésion. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du present article, les Etats peuvent devenir Parties au présent Protocole pai

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) adhésion

2 — La ıatification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet après du Secrétaire général de l'Organisation.

3. — Le présent Protocole ne peut faire l'objet d'une signature sans réserve, d'une ratification, d'une acceptation, d'une approbation ou d'une adhésion que de la part des Etats qui ont signé sans réserve, ratifié, accepté ou approuvé la Convention ou qui y ont adhéré.

ARTICLE V

(Entrée en vigueur)

1. — Le présent Protocole entre en vigueur six mois après la date a laquelle au moins quinze Etats dont les flottes marchandes représentent au total au moins cinquante pour cent du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce sont devenus Parties à ce protocole conformément aux dispositions de son article IV, à condition toutefois que le présent Protocole n'entre pas en vigueur avant que la Convention soit entrée en vigueur.

2. — Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole prend effet trois mois après la date du dépôt

3. — Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date à laquelle un amendement au présent Protocole est réputé avoir été accepté conformément à l'article VIII de la Convention s'applique au Protocole dans sa forme modifiée.

ARTICLE VI.

(Dénonciation)

1 — Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur pour cette Partie

2 — La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. — La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation en a reçu notification, ou à l'expiration de telle autre période plus longue spécifiée dans l'instrument de dénonciation.

4 — Toute dénonciation de la Convention par une Partie constitue une dénonciation du présent Protocole par cette Partie

ARTICLE VII

(Dépositaire).

1. — Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation (dénommé ci-après « le Dépositaire »)

2 — Le Dépositaire:

a) informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou qui y adhérent:

i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument nouveau de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date de cette signature ou de ce dépôt;

ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

iii) de tout dépôt d'instrument dénonçant le présent Protocole, de la date à laquelle cet instrument a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les Etats signataires de ce protocole et à tous les Etats qui y adhérent.

3 — Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Dépositaire en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa pubblication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE VIII.

(Langues).

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. Il en est fait des traductions officielles en langues, allemande, arabe et italienne qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature au présent Protocole.

FAIT A LONDRES ce dix-sept février mil neuf cent soixante-dix-huit.

ANNEXE

AMENDEMENTS ET ADJONCTIONS A LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

PARTIE A — APPLICATION, DEFINITIONS, ETC

RÈGLE 2

(Définitions).

Ajouter le paragraphe suivant au texte actuel

n) « L'âge d'un navire » désigne le délai écoulé à compter de l'année de la construction telle qu'elle est indiquée dans les documents d'immatriculation du navire.

PARTIE B — VISITES ET CERTIFICATS

RÈGLE 6

(Inspection et visites)

Remplacer le texte actuel de la règle 6 par le suivant:

a) L'inspection et la visite des navires, en ce qui concerne l'application des prescriptions des présentes règles et l'octroi des exemptions pouvant être accordées, doivent être effectuées par des fonctionnaires de l'Administration. Toutefois, l'Administration peut confier l'inspection et la visite de ses navires, soit à des inspecteurs désignés à cet effet, soit à des organismes reconnus par elle.

b) L'Administration doit prendre les mesures nécessaires pour que des inspections inopinées soient effectuées pendant la période de validité du certificat. Ces inspections doivent permettre de vérifier que le navire et son armement restent à tous égards satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné Ces inspections peuvent être effectuées par les propres services d'inspection de l'Administration, par des inspecteurs désignés, par des organisme reconnus ou par d'autres Parties sur la demande de l'Administration. Lorsque l'Administrations, en vertu des dispositions des règles 8 et 10 du présent chapitre, institue des visites annuelles obligatoires, les inspections inopinées susvisées ne doivent pas être obligatoires

c) Toute Administration désignant des inspecteurs ou des organismes reconnus pour effectuer des inspections et des visites comme prévu aux paragraphes *a*) et *b*) de la présente règle doit au moins habiliter tout inspecteur désigné ou tout organisme reconnu à:

i) exiger qu'un navire subisse des réparations, et

ii) effectuer des inspections et des visites si les autorités compétentes de l'Etat du port le lui demandent.

L'Administration doit notifier à l'Organisation les responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et les conditions de l'autorité qui leur a été déléguée.

d) Lorsqu'un inspecteur désigné ou un organisme reconnu détermine que l'état du navire où de son armement ne correspond pas en substance aux indications du certificat ou est tel que le navire ne peut pas prendre la mer sans danger pour le navire lui-même ou les personnes à bord, l'inspecteur ou l'organisme doit immédiatement veiller à ce que des mesures correctives soient prises et doit en informer l'Administration en temps utile. Si ces mesures correctives ne sont pas prises, le certificat pertinent devrait être retiré et l'Administration doit être informée immédiatement; si le navire se trouve dans un port d'une autre Partie, les autorités compétentes de l'Etat du port doivent aussi être informées immédiatement. Lorsqu'un fonctionnaire de l'Administration, un inspecteur désigné ou un organisme reconnu a informé les autorités compétentes de l'Etat du port, le Gouvernement de l'Etat du port intéressé doit accorder au fonctionnaire, à l'inspecteur ou à l'organisme en question toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente règle. Le cas échéant, le Gouvernement de l'Etat du port intéressé doit veiller à empêcher le navire d'appareiller jusqu'à ce qu'il puisse prendre la mer ou quitter le port pour se rendre au chantier de réparation approprié sans danger pour le navire lui-même ou pour les personnes à bord.

e) Dans tous les cas, l'Administration doit se porter pleinement garante de l'exécution complète et de l'efficacité de l'inspection et de la visite et doit s'engager à prendre les mesures nécessaires pour satisfaire à cette obligation.

RÈGLE 7

(Visites des navires à passagers).

Remplacer le texte actuel de l'alinéa iii) *du paragraphe* b) *par le suivant:*

iii) Une visite générale ou partielle, selon le cas, doit être effectuée à la suite d'une réparation résultant de l'enquête prescrite à la règle 11 du présent chapitre ou chaque fois que le navire subit des réparations ou rénovations importantes. La visite doit permettre de s'assurer que les réparations ou rénovations nécessaires on été réellement effectuées, que les matériaux employés pour ces réparations ou rénovations et l'exécution des travaux sont à tous points de vue satisfaisants et que le navire satisfait à tous égards aux prescriptions de la Convention et du présent Protocole ainsi que des Règles internationales pour prévenir les abordages en mer en vigueur, ainsi qu'aux dispositions des lois, décrets, ordres et règlements promulgués par l'Administration pour l'application de la convention et des règles susvisées.

RÈGLE 8

(Visites des engins de sauvetage et autres parties de l'armement des navires de charge).

Remplacer le texte actuel de la règle 8 par le suivant

a) Les engins de sauvetage, exception faite de l'installation radiotélégraphique à bord d'une embarcation de sauvetage à moteur ou de l'appareil radioélectrique portatif pour embarcations et radeaux de sauvetage, l'appareil de sondage par écho, le compas gyroscopique, les moyens d'extinction de l'incendie ainsi que le dispositif à gaz inerte des navires de charge auxquels s'appliquent les chapitres II-1, II-2, III et V de la Convention et le présent Protocole doivent être soumis aux inspections initiales et subséquentes prescrites pour les navires à passagers par la règle 7 du chapitre I de la Convention et du présent Protocole en remplaçant douze mois par vingt-quatre mois à l'alinéa *ii*) du paragraphe *a*) de cette règle. Les plans de lutte contre l'incendie à bord des navires neufs, ainsi que les échelles de pilote, dispositifs de hissage du pilote, feux, marques et moyens de signalisation sonore placés à bord des navires neufs et des navires existants, doivent être compris dans les visites afin de s'assurer qu'ils satisfont en tous points aux prescriptions de la Convention et du présent Protocole, et à celles des Règles internationales pour prévenir les abordages en mer en vigueur qui leur sont applicables.

b) Des visites intermédiaires doivent être effectuées pour les navires-citernes âgés d'au moins dix ans, dans un délai de trois mois avant ou après la date anniversaire du Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge, afin de vérifier que le matériel prescrit au paragraphe *a*) de la présente règle a été maintenu dans les conditions prévues à la règle 11 du présent chapitre et est en bon état de marche. Ces visites intermédiaires doivent être portées sur le Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge qui est délivré conformément à l'*alinéa iii*) du paragraphe *a*) de la règle 12 du chapitre I de la Convention.

RÈGLE 10

(Visites de la coque, des machines et du matériel d'armement des navires de charge)

Remplacer le texte actuel de la règle 10 par le suivant

a) La coque, les machines et le matériel d'armament d'un navire de charge (autre que les articles pour lesquels un Certificat de sécurité de matériel d'armement pour navire de charge, un Certificat de sécurité radiotélégraphique pour navire de charge ou un Certificat de sécurité radiotéléphonique pour navire de charge ont été délivrés) doivent être inspectés après construction et ensuite de la manière que l'Administration juge nécessaire pour s'assurer que leur état est en tous points satisfaisant, et aux intervalles de temps suivants:

i) aux intervalles de temps spécifiés par l'Administration mais n'excédant pas cinq ans (visites périodiques);

ii) en plus de ces visites périodiques, un navire-citerne âgé d'au moins dix ans doit être soumis à au moins une visite intermédiaire pendant la durée de validité de son Certificat de sécurité de construction pour navire de charge. Dans les cas où une seule visite intermédiaire est effectuée pendant une période de validité quelconque du certificat, elle ne doit avoir lieu ni avant les six mois qui précèdent ni après les six mois qui suivent la date à laquelle le certificat parvient à la moitié de sa période de validité.

b) Les visites initiales et les visites périodiques doivent permettre de s'assurer que la disposition générale, les matériaux et les échantillons de structure, les chaudières et autres récipients sous pression et leurs auxiliaires, les machines principales et auxiliaires, y compris l'appareil à gouverner et les systèmes de commande connexes, l'installation électrique, et toute autre partie de l'armement, sont à tous égards satisfaisants pour assurer le service auquel le navire est destiné. Ces visites doivent, dans le cas des navires-citernes, comprendre également l'inspection de la face externe du fond du navire, des chambres des pompes, des circuits de tuyautages de la cargaison et du combustible, des tuyauteries d'aération, des soupapes à pression/dépression et des écrans à incendie.

c) La visite intermédiaire des navires-citernes âgés d'au moins dix ans doit comprendre l'inspection de l'appareil à gouverner et des systèmes de commande connexes, des chambres des pompes, des circuits de tuyautages de la cargaison et du combustible sur le pont et dans les chambres des pompes, des tuyauteries d'aération, des soupapes à pression/dépression et des écrans à incendie, des installations électriques dans les zones dangereuses et de la face externe du fond du navire. En plus de l'inspection visuelle de l'installation électrique, la résistance d'isolement du matériel électrique dans les zones dangereuses doit être soumise à des essais. Si, après examen, il subsiste un doute quelconque quant à l'état des tuyautages, on doit prendre les mesures complémentaires nécessaires, telles que des essais de pression et la détermination de l'épaisseur Ces visites intermédiaires doivent être portées sur le Certificat de sécurité de construction pour navire de charge délivré conformément à l'alinéa *ii)* du paragraphe *a)* de la règle 12 du chapitre I de la Convention.

d) Une visite générale ou partielle, selon le cas, doit être effectuée lorsque cela s'avère nécessaire à la suite d'une enquête prévue à la règle 11 du présent chapitre ou chaque fois que le navire subit des réparations ou rénovations importantes. La visite doit permettre de s'assurer que les réparations ou rénovations nécessaires ont été réellement effectuées, que les matériaux employés pour ces réparations ou rénovations et l'exécution des travaux sont à tous points de vue satisfaisants et que le navire peut prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord.

RÈGLE 11.

(Maintien des conditions après visite).

Remplacer le texte actuel de la règle 11 par le suivant:

a) L'état du navire et de son armement doit être maintenu conformément aux prescriptions de la Convention et du présent Protocole de manière que la sécurité du navire demeure à tous points de vue satisfaisante et que le navire puisse prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord.

b) Après l'une quelconque des visites prévues aux règles 6, 7, 8, 9 ou 10 du chapitre I de la Convention et du présent Protocole, aucun changement ne doit être apporté aux dispositions de structure, aux machines, à l'équipement ni aux autres éléments faisant l'objet de la visite, sauf autorisation de l'Administration.

c) Lorsqu'un accident survenu à un navire ou un défaut constaté à bord compromet la sécurité du navire ou l'efficacité ou l'intégralité des engins de sauvetage ou autres apparaux, le capitaine ou le propriétaire du navire doit faire rapport dès que possible à l'Administration, à l'inspecteurs désigné ou à l'organisme reconnu chargé de délivrer le certificat pertinent, qui doit faire entreprendre une enquête afin de déterminer s'il est nécessaire de procéder à une visite conformément aux prescriptions des règles 6, 7, 8, 9 ou 10 du chapitre I de la Convention et du présent Protocole. Si le navire se trouve dans un port d'une autre Partie, le capitaine ou le propriétaire doit également faire rapport immédiatement aux autorités compétentes de l'Etat du port et l'inspecteur désigné ou l'organisme reconnu doit s'assurer qu'un tel rapport a bien été fait.

RÈGLE 14

(Durée de validité des certificats).

Remplacer le texte actuel de la règle 14 par le suivant

a) Les certificats autres que le Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, le Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge et tous certificats d'exemption ne doivent pas être délivrés pour une durée supérieure à douze mois. Le Certificat de sécurité de construction pour navire de charge ne doit pas être délivré pour une durée supérieure à cinq ans. Le Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge ne doit pas être délivré pour une durée supérieure à vingt-quatre mois. Les Certificats d'exemption ne doivent pas avoir une durée de validité supérieure à celle des certificats auxquels ils se réfèrent.

b) Aucune prorogation de la durée de validité de cinq ans du Certificat de sécurité de construction pour navire de charge n'est autorisée.

c) Si une visite a lieu dans les deux mois qui précèdent l'expiration de la période pour laquelle un Certificat de sécurité radiotélégraphique pour navire de charge ou un Certificat de sécurité radiotéléphonique pour navire de charge a été initialement délivré à un navire de charge d'une jauge brute égale ou supérieure à 300 tonneaux, mais inférieure à 500 tonneaux, ce certificat peut être retiré, et il peut en être délivré un nouveau, dont la validité prend fin douze mois après l'expiration de ladite période.

d) Si, à la date d'expiration d'un certificat autre que celui visé au paragraphe *b)* de la présente règle, le navire ne se trouve pas dans un port du pays dans lequel il est immatriculé ou dans lequel il doit être visité, l'Administration peut proroger la validité du certificat, mais une telle prorogation ne doit toutefois être ac-

cordée que pour permettre au navire d'achever son voyage vers le pays dans lequel il est immatriculé ou dans lequel il doit être visité et ce, uniquement dans le cas où cette mesure apparaît comme opportune et raisonnable.

e) Aucun certificat ne doit être prorogé en vertu des dispositions du paragraphe *d)* de la présente règle pour une période de plus de cinq mois, et un navire auquel cette prorogation a été accordée n'est pas en droit, en vertu de cette prorogation, après son arrivée dans le pays dans lequel il est immatriculé ou dans le port où il doit être visité d'en repartir sans avoir obtenu un nouveau certificat.

f) Un certificat, autre que celui visé au paragraphe *b)* de la présente règle, qui n'a pas été prorogé conformément aux dispositions précédentes de la présente règle peut être prorogé par l'Administration pour une période de grâce ne dépassant pas d'un mois la date d'expiration indiquée sur ce certificat.

g) Un certificat cesse d'être valable

i) si les inspections et les visites n'ont pas été effectuées dans les délais spécifiés à l'alinéa *a)* de la règle 7, aux règles 8 et 9 et à l'alinéa *a)* de la règle 10 du chapitre I de la Convention et du présent Protocole ou pendant la période de prorogation prévue conformément aux dispositions des paragraphes *d)*, *e)* ou *f)* de la présente règle; ou

ii) si un navire passe sous le pavillon d'un autre gouvernement *Un nouveau certificat ne doit être délivré que si le gouvernement* délivrant le nouveau certificat a la certitude que le navire satisfait aux prescriptions des paragraphes *a)* et *b)* de la règle 11 du présent chapitre. Dans le cas d'un transfert de pavillon entre Parties, si la demande lui en est faite dans un délai de trois mois à compter du transfert, le gouvernement de la Partie dont le navire était autorisé précédemment à battre pavillon adresse dès que possible à l'Administration des copies des certificats dont le navire était pourvu avant le transfert, ainsi que des copies des rapports de visite, le cas échéant.

RÈGLE 19

(Contrôle).

Remplacer le texte actuel de la règle 19 par le suivant

a) Tout navire est sujet, dans un port d'une autre Partie, au contrôle de fonctionnaires dûment autorisées par ce gouvernement dans la mesure où ce contrôle a pour *objet* de vérifier que les certificats délivrés en vertu de la règle 12 ou de la règle 13 du chapitre I de la Convention sont en cours de validité

b) Ces certificats, s'ils sont en cours de validité, doivent être acceptés à moins qu'il n'existe de bonnes raisons de penser que l'état du navire ou de son armement ne correspond pas en substance aux indications de l'un quelconque de ces certificats ou que le navire et son armement ne satisfont pas aux dispositions des paragraphes *a)* et *b)* de la règle 11 du présent chapitre.

c) Dans les circonstances énoncées au paragraphe *b)* de la présente règle et dans le cas où un certificat est venu à expiration ou a cessé d'être valable, le fonctionnaire exerçant le contrôle doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher le navire d'appareiller jusqu'à ce qu'il puisse prendre la mer ou quitter le port pour se rendre au chantier de réparation approprié, sans danger pour le navire lui-même ou les personnes à bord.

d) Dans le cas où le contrôle donnerait lieu à une intervention quelconque, le fonctionnaire exerçant le contrôle doit informer immédiatement et par écrit le consul ou, en son absence, le plus proche représentant diplomatique de l'Etat dont le navire est autorisé à battre le pavillon, de toutes les circonstances qui ont fait considérer cette intervention comme nécessaire. En outre, les inspecteurs désignés ou les organismes reconnus qui sont chargés de la délivrance des certificats doivent également être avisés. Il doit être fait rapport à l'Organisation des faits concernant cette intervention.

e) L'autorité de l'Etat du port concerné doit communiquer tous les renseignements pertinents intéressant le navire aux autorités du port d'escale suivant, ainsi qu'aux personnes et organismes mentionnés au paragraphe *d)* de la présente règle, si elle ne peut prendre les mesures spécifiées aux paragraphes *c)* et *d)* de la présente règle ou si le navire a été autorisé à se rendre au port d'escale suivant

f) Dans l'exercice du contrôle en vertu des dispositions de la présente règle il convient d'éviter, dans toute la mesure du possible, de retenir ou de retarder indûment le navire. Tout navire qui a été retenu ou retardé indûment par suite de l'exercice de ce contrôle a droit à réparation pour les pertes ou dommages subis.

CHAPITRE II-1

CONSTRUCTION — COMPARTIMENTAGE ET STABILITE, MACHINES ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES

PARTIE A — GENERALITES

RÈGLE 1

(Application)

Ajouter les alinéas suivants au paragraphe b) *actuel*

iii) Nonobstant les dispositions de l'alinéa *ii)* du présent paragraphe et de l'alinéa *iii)* du paragraphe *a)* de la présente règle, aux fins du paragraphe *d)* de la règle 29 du présent chapitre, un navire-citerne neuf désigne un navire-citerne:

1. — dont le contrat de construction est passé après le 1er juin 1979; ou

2 — en l'absence d'un contrat de construction, dont la quille est posée ou dont la construction se trouve à un stade équivalent après le 1er janvier 1980; ou

3 — dont la livraison s'effectue après le 1er juin 1982; ou

4. — qui a subi un changement ou une modification de caractère important:

a) dont le contrat est passé après le 1er juin 1979; ou

b) en l'absence de tout contrat, dont les travaux ont commencé après le 1er janvier 1980; ou

c) qui est achevé après le 1er juin 1982

iv) Aux fins du paragraphe *d)* de la règle 29 du présent chapitre, un navire-citerne existant est un navire-citerne qui n'est pas un navire-citerne neuf tel que défini à l'alinéa *iii)* du présent paragraphe

v) Aux fins de l'alinéa *iii)* du présent paragraphe, la transformation subie par un navire-citerne existant d'un port en lourd égal ou supéıieur à 20 000 tonnes métriques dans le but de satisfaire aux prescriptions du présent Protocole ou du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires ne doit pas être considérée comme constituant un changement ou une modification de caractère important.

RÈGLE 2.

(Définitions).

Ajouter les paragraphes suivants au texte actuel

k) Le système de commande à distance de l'appareil à gouverner est le dispositif qui permet de transmettre les mouvements requis du gouvernail de la passerelle de navigation aux commandes du groupe moteur de l'appareil à gouverner.

l) L'appareil à gouverner principal comprend les éléments mécaniques, les groupes moteurs de l'appareil à gouverner, s'il en existe, et le matériel connexe ainsi que les moyens permettant d'appliquer le couple aur la mèche du gouvernail (la barre franche ou le secteur du gouvernail, par exemple), qui sont nécessaires pour déplacer le gouvernail en vue de manoeuvrer le navire dans les conditions normales de service.

m) Le groupe moteur de l'appareil à gouverner se compose

i) dans le cas des appareils à gouverner èlectriques, d'un moteur électrique et de l'équipement électrique connexe;

ii) dans le cas des appareils à gouverner électrohydrauliques, d'un moteur électrique et de l'équipement électrique connexe ainsi que de la pompe qui lui est reliée;

iii) dans le cas d'autres appareils à gouverner hydrauliques, d'un moteur d'entraînement et de la pompe qui lui est reliée.

n) L'appareil à gouverner auxiliaire est le matériel qui est prévu pour déplacer le gouvernail en vue de manoeuvrer le navire en cas de défaillance de l'appareil à gouverner principal.

PARTIE C — MACHINES ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES

RÈGLE 29

(Appareil à gouverner)

Ajouter le paragraphe suivant au texte actuel

d) *Navires-citernes uniquement:*

i) Les dispositions ci-après s'appliquent à tous les navires-citernes neufs d'une jauge brute egale ou supérieure à 10 000 tonneaux et, deux ans au plus après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, à tous les navires-citernes existants d'une jauge brute égale ou supérieure a 10 000 tonneaux:

1 — il doit être prévu deux systèmes de commande à distance de l'appareil à gouverner pouvant chacun être mis en marche séparément à partir de la passerelle de navigation. Toutefois, il n'est pas nécessaire que la roue ou le levier du gouvernail soit installé en double. En cas de défaillance du système de commande à distance de l'appareil à gouverner en fonctionnement, l'autre système doit pouvoir être mis immédiatement en action à partir d'un endroit situé sur la passerelle de navigation. Chaque système de commande à distance de l'appareil à gouverner, s'il est électrique, doit être alimenté par son propre circuit raccordé au circuit du groupe moteur de l'appareil à gouverner en un point situé dans le local de l'appareil à gouverner. En cas de défaillance de la source d'énergie électrique qui alimente un système de commande à distance de l'appareil à gouverner, une alarme doit être déclenchée sur la passerelle de navigation. Les alarms prescrites au présent alinéa doivent être à la fois sonores et visuelles et doivent être situées à un endroit sur la passerelle de navigation où elles peuvent être faciliment observées;

2 — il doit y avoir également dans le local de l'appareil à gouverner une commande de l'appareil à gouverner principal;

3 — des moyens doivent être prévus dans le local de l'appareil à gouverner pour découpler le système de commande à distance de l'appareil à gouverner du circuit du groupe moteur;

4. — un moyen de communication doit être prévu entre la passerelle de navigation et le local de l'appareil à gouverner;

5. — la position angulaire exacte du gouvernail doit être indiquée sur la passerelle de navigation. L'indicateur de l'angle du gouvernail doit être indépendant du système de commande à distance de l'appareil à gouverner; et

6 — il doit être possible de vérifier la position angulaire du gouvernail dans le local de l'appareil à gouverner.

ii) Les dispositions ci-après s'appliquent, en plus des dispositions du paragraphe *a)* et de l'alinéa *i)* du paragraphe *d)* de la présente règle, à tous les navires-citernes neufs d'une jauge brute égale ou supérieure à 10 000 tonneaux:

1 — l'appareil à gouverner principal doit comprendre deux groupes moteurs identiques ou davantage et doit pouvoir actionner le gouvernail conformément aux dispositions de l'alinéa *ii)* 2) du paragraphe *d)* de la présente règle lorsqu'il fonctionne avec un ou plusieurs groupes moteurs. Dans la mesure où cela est raisonnable et possible, l'appareil à gouverner principal doit être disposé de manière qu'une seule défaillance de ses tuyautages ou de l'un des groupes moteurs ne nuise pas à l'intégrité du reste de l'appareil à gouverner. Tous les raccordements mécaniques faisant partie de l'appareil à gouverner et les liaisons mécaniques avec un système quelconque de commande à distance de l'appareil à gouverner, s'il en existe, doivent être de construction jugée robuste et sûre par l'Administration;

2. — l'appareil à gouverner principal doit pouvoir orienter le gouvernail de la position 35 degrés d'un bord à la position 35 degrés de l'autre bord lorsque le navire fait route à son plus grand tirant d'eau et à la vitesse maximale de service en marche avant. Le gouvernail doit pouvoir être orienté de la position 35 degrés d'un bord à la position 30 degrés de l'autre bord en 28 secondes au plus dans les mêmes conditions;

3. — l'appareil à gouverner principal doit être actionné par une source d'énergie lorsque cela est nécessaire pour satisfaire aux dispositions de l'alinéa *ii)* 2) du paragraphe *d)* de la prèsente règle;

4 — les groupes moteurs de l'appareil à gouverner principal doivent être réalisés de manière à se mettre en marche automatiquement lorsque l'énergie est rétablie après une panne d'alimentation en énergie;

5 — en cas de défaillance de l'un quelconque des groupes moteurs de l'appareil à gouverner, une alarme doit être déclenchée sur la passerelle de navigation. Chaque groupe moteur de l'appareil à gouverner doit pouvoir être mis en marche soit automatiquement, soit manuellement à partir d'un endroit situé sur la passerelle de navigation; et

6 — une autre alimentation en énergie, suffisante au moins pour desservir un groupe moteur de l'appareil à gouverner et lui

permettre de déplacer le gouvernail ainsi qu'il est spécifié ci-après, et suffisante également pour alimenter le système connexe de commande à distance de l'appareil à gouverner et l'indicateur de l'angle du gouvernail, doit être fournie automatiquement, dans un délai de 45 secondes, à partir soit de la source d'énergie électrique de secours, soit d'une autre source d'énergie indépendante située dans le local de l'appareil à gouverner. Cette source d'énergie indépendante ne doit être utilisée qu'à cette fin et doit pouvoir fonctionner de manière continue pendant une demi-heure. Le groupe moteur de l'appareil à gouverner, lorsqu'il est desservi par l'autre alimentation en énergie, doit pouvoir au moins orienter le gouvernail de la position 15 degrés d'un bord à la position 15 degrés de l'autre bord en 60 secondes au plus lorsque le navire fait route à son plus grand tirant d'eau et à une vitesse égale à la moitié de sa vitesse maximale de service en marche avant ou 7 noeuds, si cette valeur est supérieure.

CHAPITRE II-2

CONSTRUCTION — PREVENTION, DETECTION ET EXTINCTION DE L'INCENDIE

PARTIE A — GENERALITES

RÈGLE 1

(Application)

Ajouter les alinéas suivants au paragraphe a) *actuel*

iv) Nonobstant les dispositions des alinéas *ii)* et *iii)* du présent paragraphe, aux fins de l'alinéa *ii)* du paragraphe *a)* de la règle 55 et de la règle 60 du présent chapitre, un navire-citerne neuf désigne un navire-citerne:

1. — dont le contrat de construction est passé après le 1er juin 1979; ou

2 — en l'absence d'un contrat de construction, dont la quille est posée ou dont la construction se trouve à un stade équivalent après le 1er janvier 1980; ou

3. — dont la livraison s'effectue après le 1er juin 1982; ou

4 — qui a subi un changement ou une modification de caractère important:

a) dont le contrat est passé après le 1er juin 1979; ou

b) en l'absence de tout contrat, dont les travaux ont commencé après le 1er janvier 1980; ou

c) qui est achevé après le 1er juin 1982

v) Aux fins de l'alinéa *ii)* du paragraphe *a)* de la règle 55 et de la règle 60 du présent chapitre, un navire-citerne existant est un navire-citerne qui n'est pas un navire-citerne neuf tel que défini à l'alinéa *iv)* du présent paragraphe

vi) Aux fins de l'alinéa *iv)* du présent paragraphe, la transformation subie par un navire-citerne existant d'un port en lourd égal ou supérieur à 20 000 tonnes métriques dans le but de satisfaire aux prescriptions du présent Protocole ou due Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires ne doit pas être considérée comme constituant un changement ou une modification de caractère important.

RÈGLE 3

(Définitions)

Remplacer le paragraphe v) *actuel par le suivant*

v) Le « poids lège » est le déplacement d'un navire en tonnes métriques, à l'exclusion de la cargaison, du combustible liquide, de l'huile de graissage, de l'eau de ballast, de l'eau douce et de l'eau d'alimentation des chaudières dans les caisses, des provisions de bord, ainsi que des passagers, de l'équipage et de leurs effets.

Ajouter le paragraphe suivant au texte actuel

x) Le « pétrole brut » est tout mélange liquide d'hydrocarbures se trouvant à l'état naturel dans la terre, qu'il soit ou non traité en vue de son transport, et comprend:

i) le pétrole brut dont certaines fractions distillées ont pu être extraites, et

ii) le pétrole brut auquel certaines fractions distillées ont pu être ajoutées.

PARTIE E — MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE APPLICABLES AUX NAVIRES-CITERNES

RÈGLE 55

(Champ d'application)

Remplacer le texte actuel de la présente règle par le suivant

a) Sauf dispositions expresse contraire

i) la présente partie s'applique à tous les navires-citernes neufs qui transportent du pétrole brut et des produits pétroliers ayant un point d'éclair, déterminé à l'aide d'un appareil agréé, n'excédant pas 60°C (140°F) (essai en creuset fermé) et une tension de vapeur Reid inférieure à la pression atmosphérique, ainsi que d'autre produits liquides présentant des risques d'incendie analogues; et

ii) en outre, tous les navires visés par la présente partie doivent satisfaire aux dispositions des règles 52, 53 et 54 du chapitre II-2 de la Convention. Toutefois, les installations fixes d'extinction par le gaz pour les espaces à cargaison ne doivent être utilisées ni dans le cas des navires-citernes neufs ni dans le cas des navires-citernes existants qui satisfont aux dispositions de la règle 60 de ce chapitre. Dans le cas des navires-citernes existants qui n'ont pas à satisfaire aux dispositions de la règle 60, l'Administration peut, lors de l'application des dispositions du paragraphe *f)* de la règle 52, accepter un dispositif d'extinction à mousse capable de projeter de la mousse à l'intérieur ou à l'extérieur des citernes. Les détails de ces installations doivent être jugés satisfaisants par l'Administration.

b) Lorsque l'on envisage de transporter des cargaison différentes de celles qui sont mentionnées à l'alinéa *i)* du paragraphe *a)* de la présente règle et présentant des risques d'incendie supplémentaires, des mesures de sécurité complémentaires jugées satisfaisantes par l'Administration sont exigées.

c) Les transporteurs mixtes ne doivent pas transporter de marchandises solides à moins que toutes leurs citernes à cargaison aient été vidées de leurs hydrocarbures et dégazées où que, dans chaque cas, l'Administration soit satisfaite des dispositions prises.

RÈGLE 60

(Protection des citernes à cargaison)

Remplacer le texte existant de la présente règle par le suivant

a) Pour les navires-citernes neufs dont le port en lourd est égal ou supérieur à 20 000 tonnes métriques, la protection de la zone du pont des citernes à cargaison et des citernes à cargaison doit être assurée par la mise en place, conformément aux dispositions des règles 61 et 62 du chapitre II-2 de la Convention, d'un dispositif fixe d'extinction à mousse sur pont et d'un dispositif fixe à gaz inerte. Toutefois, après avoir soigneusement examiné la disposition et l'équipement du navire, l'Administration peut renoncer à exiger les dispositifs susmentionnés et accepter d'autres ensembles de dispositifs fixes à condition qu'ils offrent un degré équivalent de protection, conformément aux dispositions de la règle 5 du chapitre I de la Convention.

b) Pour être considéré comme équivalent, le dispositif proposé à la place du dispositif d'extinction à mousse sur pont doit:

i) permettre d'éteindre les feux qui se déclarent dans les matières répandues sur le pont et empêcher ainsi l'incendie de s'étendre aux combustibles répandus sur le pont qui n'ont pas encore pris feu; et

ii) permettre de lutter contre les incendies dans les citernes endommagées.

c) Pour être considéré comme équivalent, le dispositif proposé à la place du dispositif fixe à gaz inerte doit:

i) permettre d'empêcher les accumulations dangereuses de mélanges explosifs dans les citernes à cargaison intactes en service normal, pendant toute la durée du voyage sur lest et des opérations nécessaires à l'intérieur des citernes; et

ii) être conçu de manière à réduire au minimum le risque d'une inflammation due à la production d'électricité statique par le dispositif lui-même.

d) Tout navire-citerne existant dont le port en lourd est égal ou supérieur à 20 000 tonnes métriques qui transporte du pétrole brut doit être équipé d'un dispositif à gaz inerte satisfaisant aux dispositions du paragraphe *a)* de la présente règle au plus tard:

i) deux ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole pour les navires-citernes dont le port en lourd est égal ou supérieur à 70 000 tonnes métriques; et

ii) quatre ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole pour les navires-citernes dont le port en lourd est inférieur à 70 000 tonnes métriques; toutefois, l'Administration peut exempter les navires-citernes existants dont le port en lourd est inférieur à 40 000 tonnes et qui ne sont pas munis d'appareils de lavage des citernes ayant chacun un débit supérieur à 60 mètres cubes par heure des prescriptions énoncées dans le présent paragraphe, si leur application s'avère déraisonnable et difficile, eu égard à la conception du navire.

e) Tout navire-citerne existant dont le port en lourd est égal ou supérieur à 40 000 tonnes métriques qui transporte des hydrocarbures autres que du pétrole brut et tout navire-citerne dont le port en lourd est égal ou supérieur à 20 000 tonnes métriques qui transporte des hydrocarbures autres que du pétrole brut et qui est muni d'appareils de lavage des citernes ayant chacun un débit supérieur à 60 mètres cubes par heure doit être équipé d'un dispositif à gaz inerte satisfaisant aux dispositions du paragraphe *a)* de la présente règle au plus tard:

i) deux ans après l'entré en viguer du présente Protocole pour les navires-citernes dont le port en lourd est égal ou supérieur à 70 000 tonnes métriques; et

ii) quatre ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole pour les navires-citernes dont le port en lourd est inférieur à 70 000 tonnes métriques

f) Tout navire-citerne pour l'exploitation duquel on utilise une procédure de lavage des citernes au pétrole brut doit être équipé d'un dispositif à gaz inerte satisfaisant aux dispositions de la règle 62 du chapitre II-2 de la Convention et d'appareils de lavage fixes.

g) Tous les navires-citernes équipés d'un dispositif fixe à gaz inerte doivent être munis d'un système de mesure du niveau ne nécessitant pas l'ouverture des citernes.

h) Tout navire-citerne neuf d'une jauge brute égale ou supérieure à 2000 tonneaux ne relevant pas des dispositions du paragraphe *a)* de la présente règle doit être muni d'un dispositif d'extinction à mousse capable de projeter de la mousse à l'intérieur ou à l'extérieur des citernes. Les détails de l'installation doivent être jugés satisfaisants par l'Administration

CHAPITRE V

SECURITE DE LA NAVIGATION

RÈGLE 12

(Matériel de navigation de bord)

Remplacer le paragraphe a) *actuel par le suivant*

a) Tous les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 1 600 tonneaux, mais inférieure à 10 000 tonneaux, doivent être équipés d'un radar au moins. Tous les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 10 000 tonneaux doivent être équipés de deux radars au moins capables de fonctionner indépendamment l'un de l'autre. Tous les radars installés conformément à la présente règle doivent être d'un type approuvé par l'Administration et répondre à des normes opérationnelles de fonctionnement qui ne soient pas inférieures à celles adoptées par l'Organisation. Des moyens permettant de faire le pointage des échos radar doivent être prévus sur la passerelle de ces navires.

RÈGLE 19

(Utilisation du pilote automatique)

Ajouter le paragraphe suivant au texte actuel

d) La commande manuelle du gouvernail doit être essayée après toute utilisation prolongée du pilote automatique et avant d'entrer dans les zones où la navigation demande une attention particulière.

Ajouter les nouvelles règles suivantes au présent chapitre

RÈGLE 19 1

(Fonctionnement de l'appareil à gouverner)

Dans les zones où la navigation demande une attention particulière, il doit y avoir plus d'un groupe moteur de l'appareil à

gouverner en marche lorsque ces groupes moteurs peuvent fonctionner *simultanément*.

Règle 19-2

(Appareil à gouverner — Essais et exercices)

a) Dans les 12 heures qui précèdent le départ, l'appareil à gouverner du navire doit être vérifié et essayé par l'équipage. La procédure d'essai doit comprendre, selon les cas, le contrôle du fonctionnement de

i) l'appareil à gouverner principal;

ii) l'appareil à gouverner auxiliaire;

iii) les systèmes de commande à distance de l'appareil à gouverner;

iv) les postes de conduite situés sur la passerelle de navigation;

v) l'alimentation en énergie de secours;

vi) les indicateurs d'angle de barre par rapport à la position réelle du gouvernail;

vii) les avertisseurs de défaillance de l'alimentation en énergie des systèmes de commande à distance de l'appareil à gouverner; et

viii) les avertisseurs de défaillance des groupes moteurs de l'appareil à gouverner.

b) Les vérifications et essais doivent porter sur

i) le déplacement intégral du gouvernail correspondant aux performances requises de l'appareil à gouverner;

ii) l'appareil à gouverner et les liaisons associées, qui doivent être inspectés visuellement; et

iii) le bon fonctionnement du moyen de communication entre la passerelle de navigation et le local de l'appareil à gouverner.

c) *i*) Des instructions simples de fonctionnement accompagnées d'un diagramme décrivant les opérations de commutation pour les systèmes de commande à distance de l'appareil à gouverner et les groupes moteurs de l'appareil à gouverner doivent être affichées en permanence sur la passerelle de navigation et dans le local de l'appareil à gouverner

ii) Tous les officiers chargés de l'exploitation et/ou de l'entretien de l'appareil à gouverner doivent connaître le fonctionnement des systèmes d'appareils à gouverner installés à bord du navire et les procédures à suivre pour passer d'un système à un autre.

d) En plus des vérifications et essais habituels prescrits par les paragraphes *a*) et *b*) de la présente règle, des exercices portant sur les manoeuvres à effectuer en cas d'urgence doivent avoir lieu au moins tous les trois mois afin de s'entraîner aux procédures de manoeuvrabilité en cas d'urgence. Ces exercices doivent porter notamment sur la commande directe depuis l'intérieur du local de l'appareil à gouverner, les procédures de communication avec la passerelle de navigation et, le cas échéant, la mise en marche des autres sources d'énergie.

e) L'Administration peut renoncer à exiger que soient faits les vérifications et les essais prescrits par les paragraphes *a*) et *b*) de la présente règle dans le cas des navires qui assurent régulièrement des voyages de courte durée. Ces navires doivent cependant procéder aux vérifications et aux essais au moins une fois par semaine.

f) Les dates auxquelles ont lieu les vérifications et les essais prescrits par les paragraphes *a*) et *b*) de la présente règle et les dates et les détails des exercices portant sur les manoeuvres à effectuer en cas d'urgence auxquels il est procédé conformément au paragraphe *d*) de la présente règle doivent être consignés dans le journal de bord selon les prescriptions de l'Administration.

APPENDICE

MODELE DE CERTIFICAT DE SECURITE DE CONSTRUCTION POUR NAVIRES DE CHARGE

Ajouter le modèle de supplément suivant au modèle existant

SUPPLÉMENT AU CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DE CONSTRUCTION POUR NAVIRE DE CHARGE.

(Cachet officiel) (Nationalité)

Délivré en vertu des dispositions du

Protocole de 1978 relatif a la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer

Nom du navire	Numéro ou lettres distinctifs	Port d'immatriculation	Port en lourd du navire (tonnes métriques)	Année de construction

Type de navire

Navire-citerne transporteur de pétrole brut (1)

Navire-citerne transporteur d'hydrocarbures autres que du pétrole brut (1)

Navire-citerne transporteur de pétrole brut/d'autres hydrocarbures (1)

Navire de charge autre qu'un navire-citerne transporteur d'hydrocarbures (1).

(1) Rayer les mentions inutiles

Le présent supplément doit être joint en permanence au Certificat de sécurité de construction pour navire de charge.

Date du contrat de construction ou date à laquelle un contrat a été passé en vue d'un changement ou d'une modification de caractère important

Date de la pose de la quille, date à laquelle le navire se trouvait dans un état d'avancement équivalent ou date à laquelle un changement ou une modification de caractère important a commence

Date de livraison ou date à laquelle un changement ou une modification de caractère important a été terminé

IL EST CERTIFIÉ

Que le navire a été visité conformément aux dispositions de la règle 10 du chapitre I du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer; et

qu'à la suite de cette visite il a été constaté que l'état de la coque, des machines et de l'armement tels qu'ils sont définis dans la règle mentionnée ci-dessus est satisfaisant sous tous les rapports et que le navire est conforme aux prescriptions dudit protocole

Le présent Certificat est valable jusqu'au ... ... sous réserve de la (des) visite(s) intermédiaire(s) prévue(s) à intervalles de

Délivré à ... ...
(Lieu de délivrance du certificat)

le 19 ... ...
(Signature du fonctionnaire dûment autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité chargée de délivrer le certificat)

Visite intermédiaire

Il est certifié que, lors d'une visite intermédiaire prescrite par la règle 10 du chapitre I du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, il a été constaté que le navire satisfaisait aux dispositions pertinentes dudit protocole.

Signé ....
(Signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

Prochaine visite intermédiaire prévue

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé ....
(Signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

Prochaine visite intermédiaire prévue

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé ....
(Signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

Prochaine visite intermédiaire prévue

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé ....
(Signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

MODELE DE CERTIFICAT DE SECURITE DU MATERIEL D'ARMEMENT POUR NAVIRES DE CHARGE

Ajouter le modèle de supplément suivant au modèle existant

Supplément au certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge

(Cachet officiel) (Nationalité)

Délivré en vertu des dispositions du

Protocole de 1978 relatif a la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Nom du navire	Numéro ou lettres distinctifs	Port d'immatriculation	Port en lourd du navire (tonnes métriques)	Année de construction

Type de navire

Navire-citerne transporteur de pétrole brut (2)

Navire-citerne transporteur d'hydrocarbures autres que du pétrole brut (2)

Navire-citerne transporteur de pétrole brut/d'autres hydrocarbures (2)

Navire de charge autre qu'un navire-citerne transporteur d'hydrocarbures (2).

---

(2) Rayer les mentions inutiles

Le présent supplément doit être joint en permanence au Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge.

Date du contrat de construction ou date à laquelle un contrat a été passé en vue d'un changement ou d'une modification de caractère important

Date de la pose de la quille, date à laquelle le navire se trouvait dans un état d'avancement équivalent ou date à laquelle un changement ou une modification de caractère important a commencé .

Date de livraison ou date à laquelle un changement ou une modification de caractère important a été terminé

IL EST CERTIFIÉ

Que le navire a été visité conformément aux dispositions de la règle 8 du chapitre I du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer; et

qu'à la suite de cette visite il a été constaté que l'état du matériel de sécurité tel qu'il est défini dans la règle mentionnée ci-dessus est satisfaisant sous tous les rapports et que le navire satisfait aux prescriptions dudit protocole.

Le présent Certificat est valable jusqu'au ....
sous réserve de la (des) visite(s) intermédiaire(s) prévue(s) à intervalles de

Délivré à ....
(Lieu de délivrance du certificat)

le 19 ....
(Signature du fonctionnaire dûment autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité chargée de délivrer le certificat)

VISITE INTERMÉDIAIRE

Il est certifié que, lors d'une visite intermédiaire prescrite par la règle 8 du chapitre I du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, il a été constaté que le navire satisfaisait aux dispositions pertinentes dudit protocole.

Signé ....
(Signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

Prochaine visite intermédiaire prévue

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé ....
(Signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Aux termes des dispositions de la règle 14 du chapitre I du Protocole, la validité du présent Certificat est prorogée jusqu'au

Signé ....
(Signature du fonctionnaire dûment autorisé)

Lieu

Date

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B - I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo.

PROTOCOLLO

del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare

LE PARTI CONTRAENTI DEL PRESENTE PROTOCOLLO,

ESSENDO PARTI contraenti della Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare, stipulata a Londra il 1° novembre 1974,

RICONOSCENDO il significativo contributo che può essere dato, dalla suddetta Convenzione, alla sicurezza delle navi e delle proprietà in mare ed alla salvaguardia delle vite umane a bordo,

RICONOSCENDO ALTRESÌ la necessità di migliorare ulteriormente la sicurezza delle navi e in particolare delle navi petroliere,

CONSIDERANDO che l'obbiettivo può ottimamente essere raggiunto con la stipula di un Protocollo relativo alla Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO I

(Obblighi generali)

Le Parti contraenti del presente Protocollo si impegnano a dar effetto alle disposizioni del presente Protocollo e del suo Annesso che ne costituisce parte integrante.

Qualsiasi riferimento al presente Protocollo deve considerarsi riferimento anche al suo Annesso

ARTICOLO II

(Applicazione)

1. — Le disposizioni degli articoli II, III, eccetto il comma (*a*), IV, VI (*b*), (*c*) e (*d*), VII ed VIII della Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare (da qui in avanti indicata come « la Convenzione ») sono incorporate nel presente Protocollo, con la intesa che i riferimenti, che si trovano nei suddetti articoli, alla Convenzione ed ai Governi contraenti siano considerati riferimenti al presente Protocollo ed alle Parti contraenti del presente Protocollo, rispettivamente.

2. — Ogni nave cui si applica il presente Protocollo deve soddisfare alle disposizioni della Convenzione, con le modifiche e aggiunte stabilite nel presente Protocollo

3. — Circa le navi di Stati che non sono Parti contraenti della Convenzione e del presente Protocollo, le Parti contraenti del presente Protocollo applicheranno le norme della Convenzione e del presente Protocollo come può essere necessario per assicurarsi che tali navi non godono di un trattamento più favorevole.

ARTICOLO III

(Comunicazione di informazioni)

Le Parti contraenti del presente Protocollo si impegnano a comunicare alla Segreteria generale dell'I M.C.O (da qui in avanti indicata come « l'Organizzazione »), ed a depositare presso di essa, un elenco di ispettori nominati, o di organizzazioni riconosciute, autorizzati ad agire per loro conto nel far applicare le misure per la salvaguardia

della vita umana in mare, da distribuire alle Parti per informazione dei loro funzionari. L'Amministrazione deve perciò notificare all'Organizzazione le specifiche responsabilità e condizioni dell'autorizzazione delegata agli ispettori nominati od alle organizzazioni riconosciute.

ARTICOLO IV

(Firma, ratifica, accettazione, approvazione ed adesione)

1 — Il presente Protocollo sarà aperto presso la sede della Organizzazione, per la firma, dal 1° giugno 1978 al 1° marzo 1979 e rimarrà indi aperto per l'adesione

Secondo le disposizioni del punto 3 del presente Articolo, gli Stati possono divenire Parti contraenti del presente Protocollo mediante:

(*a*) firma senza riserve per ratifica, accettazione o approvazione; oppure

(*b*) firma soggetta a ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; oppure

(*c*) adesione

2 — Ratifica, accettazione, approvazione o adesione saranno effettuate mediante deposito di uno strumento a tale effetto presso la Segreteria generale dell'Organizzazione.

3 — Il presente Protocollo può essere firmato senza riserve, ratificato, accettato, approvato, o vi si può ad esso aderire, solo dagli Stati che hanno firmato senza riserve, ratificato, accettato. approvato la Convenzione o che hanno ad essa aderito.

ARTICOLO V

(Entrata in vigore)

1. — Il presente Protocollo entrerà in vigore 6 mesi dopo la data alla quale almeno 15 Stati, la cui flotta mercantile complessiva costituisca almeno il 50 per cento del tonnellaggio di stazza lorda della flotta mercantile mondiale, ne siano divenuti Parti contraenti secondo l'articolo IV di esso, purché però il presente Protocollo non entri in vigore prima dell'entrata in vigore della Convenzione.

2 — Qualsiasi strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione depositato dopo la data di entrata in vigore del presente Protocollo avrà effetto 3 mesi dopo la data del suo deposito.

3. — Dopo la data in cui una modifica al presente Protocollo sarà considerata accettata in base all'articolo VIII della Convenzione, qualsiasi strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione depositato si riferirà al presente Protocollo quale modificato.

ARTICOLO VI

(Denuncia)

1 — Il presente Protocollo può essere denunciato da qualsiasi Parte in qualsiasi data dopo trascorsi 5 anni dalla data in cui il presente Protocollo è entrato in vigore per quella Parte.

2 — La denuncia deve avvenire mediante deposito di uno strumento di denuncia presso la Segreteria generale dell'Organizzazione.

3. — Una denuncia avrà effetto dopo 1 anno, o dopo un periodo di tempo più lungo quale può essere specificato nello strumento di denuncia, dalla data in cui essa è stata ricevuta dalla Segreteria generale dell'Organizzazione.

4 — Una denuncia della Convenzione da una Parte sarà considerata essere denuncia dalla Parte stessa anche del presente Protocollo

ARTICOLO VII

(Depositario)

1 — Il presente Protocollo sarà depositato presso la Segreteria generale dell'Organizzazione (da qui in avanti indicata come « il Depositario »)

2 — Il Depositario deve

(*a*) informare tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o che vi hanno aderito su:

(*i*) ogni nuova firma o nuovo deposito di uno strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, insieme con la relativa data;

(*ii*) data di entrata in vigore del presente Protocollo;

(*iii*) deposito di ogni strumento di denuncia del presente Protocollo insieme con la data in cui esso è stato ricevuto e la data alla quale la denuncia ha effetto;

(*b*) trasmettere copie autentiche legalizzate del presente Protocollo a tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo od hanno ad esso aderito

3. — Appena il presente Protocollo entrerà in vigore, una copia autentica legalizzata di esso sarà trasmessa dal Depositario al Segretariato delle Nazioni Unite per registrazione e pubblicazione secondo l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo VIII

(Lingue)

Il presente Protocollo viene redatto in originale unico nelle lingue cinese, inglese, francese e spagnola, ogni testo essendo ugualmente autentico. Saranno preparate, e depositate con l'originale firmato, traduzioni ufficiali nelle lingua araba, tedesca e italiana

In fede di quanto sopra i sottoscritti, debitamente
a ciò autorizzati dai rispettivi Governi, hanno
firmato il presente Protocollo

Fatto a Londra il 17 febbraio 1978

(firme omesse)

ANNESSO

MODIFICHE E AGGIUNTE ALLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1974 PER LA SALVAGUARDIA DELLA VITA UMANA IN MARE

Capitolo I

DISPOSIZIONI GENERALI

Parte A — APPLICAZIONE, DEFINIZIONI, ECC

Regola 2

(Definizioni)

Al testo esistente viene aggiunto il seguente comma:

(*n*) « Età di una nave » significa il periodo di tempo trascorso dall'anno di costruzione quale indicato nei fogli di immatricolazione della nave.

Parte B — VISITE E CERTIFICATI

Regola 6

(Ispezioni e visite)

Il testo esistente della Regola 6 viene sostituito dal seguente

(*a*) Le ispezioni e le visite delle navi, per quanto riguarda l'applicazione dei dispositivi delle presenti Regole e la concessione di esenzioni da esse, devono essere effettuate da funzionari dell'Amministrazione L'Amministrazione può però affidare le ispezioni e le visite a ispettori all'uopo nominati o ad organizzazioni da essa riconosciute.

(*b*) L'Amministrazione deve istituire disposizioni per le ispezioni non programmate da effettuare durante il periodo di validità del certificato

Tali ispezioni devono assicurare che la nave e il suo equipaggiamento rimangono, sotto ogni punto di vista, soddisfacenti per il servizio cui la nave è adibita.

Queste ispezioni possono essere effettuate dai servizi di ispezione dell'Amministrazione stessa, oppure da ispettori nominati, oppure da organizzazioni riconosciute, oppure da altre Parti su richiesta dell'Amministrazione. Se l'Amministrazione, in base alle disposizioni delle Regole 8 e 10 del presente Capitolo, stabilisce visite annuali obbligatorie, le suddette ispezioni non programmate non sono obbligatorie.

(*c*) Un'Amministrazione che nomina ispettori o riconosce organizzazioni per effettuare ispezioni e visite ai sensi dei commi (*a*) e (*b*) della presente Regola, deve almeno autorizzare ogni ispettore nominato od ogni organizzazione riconosciuta a:

(*i*) richiedere riparazioni a una nave, e

(*ii*) effettuare ispezioni e visite se richieste dalle competenti Autorità dello Stato del porto

L'Amministrazione deve notificare all'Organizzazione le responsabilità e le condizioni specifiche delle autorizzazioni conferite agli ispettori nominati o alle organizzazioni riconosciute.

(*d*) Quando un ispettore nominato od una organizzazione riconosciuta trova che le condizioni della nave o del suo equipaggiamento non corrispondono sostanzialmente ai dati del certificato o sono tali che la nave non è atta a prendere il mare senza pericoli per se stessa o per le persone imbarcate, tale ispettore o organizzazione deve immediatamente assicurarsi che sia stato preso un provvedimento correttivo e deve in tempo debito informarne l'Amministrazione. Se tale provvedimento correttivo non viene preso, il certificato relativo deve essere ritirato e l'Amministrazione ne deve essere informata immediatamente; e, se la nave si trova in un porto di un'altra Parte, anche le competenti autorità dello Stato del porto devono esserne informate immediatamente. Quando un funzionario dell'Amministrazione o un ispettore nominato o un'organizzazione riconosciuta hanno informato le competenti autorità dello Stato del porto, il Governo dello Stato del porto interessato deve fornire a tale funzionario o ispettore o organizzazione ogni assistenza necessaria per soddisfare i loro obblighi secondo la presente Regola. Quando possibile, il Governo dello Stato del porto interessato deve assicurarsi che la nave non parta fino a che possa prendere il mare, o lasciare il porto per recarsi in un appropriato cantiere di riparazione, senza pericolo per la nave stessa o per le persone imbarcate

(*e*) In ogni caso, l'Amministrazione deve garantire pienamente la compiutezza e l'efficienza dell'ispezione e della visita, e deve provvedere a quanto necessario per soddisfare a tale obbligo.

Regola 7

(Visite delle navi da passeggeri)

Il testo esistente del comma (b) (iii) *viene sostituito dal seguente*

(*iii*) Una visita, generale o parziale secondo le circostanze, deve essere effettuata dopo una riparazione conseguente alle indagini prescritte alla Regola 11 del presente Capitolo, od ogniqualvolta vengano eseguite importanti riparazioni o sostituzioni

La visita deve essere tale da assicurare che le necessarie riparazioni o sostituzioni siano state effettivamente eseguite, che il materiale e la lavorazione di tali riparazioni o sostituzioni siano soddisfacenti sotto ogni punto di vista e che la nave soddisfa sotto ogni punto di vista alle disposizioni della Convenzione e del presente Protocollo e delle vigenti Norme internazionali per prevenire gli abbordi in mare, e delle leggi, decreti, ordinamenti e norme promulgati in merito dall'Amministrazione.

Regola 8

(Visita dei mezzi di salvataggio e di altre dotazioni delle navi da carico)

Il testo esistente della Regola 8 viene sostituito dal seguente

(*a*) I mezzi di salvataggio, eccetto l'impianto radiotelegrafico nel motoscafo di salvataggio o l'apparecchio radio portatile per mezzi di salvataggio, l'ecosonda, la girobussola, i mezzi di estinzione incendi e l'impianto a gas inerte delle navi da carico cui si applicano i Capitoli II-1, II-2, III e V della Convenzione e del presente Protocollo, sono soggetti a visite iniziale e susseguenti come prescritto per le navi da passeggeri nella Regola 7 del Capitolo I della Convenzione e nel presente Protocollo, sostituendo 24 mesi in luogo di 12 mesi nel comma (*a*) (*ii*) di tale Regola. I piani per la difesa contro il fuoco nelle navi nuove e le scalette per piloti comprese quelle a motore, i fanali, i segnali ed i mezzi per emettere segnali sonori, imbarcati su navi nuove od esistenti, devono essere inclusi nelle visite, per garantire che essi rispondano pienamente alle disposizioni della Convenzione e del presente Protocollo e, ove applicabile, alle vigenti Norme internazionali per prevenire gli abbordi in mare.

(*b*) Per le navi petroliere aventi 10 o più anni di età, devono essere effettuate visite intermedie, entro 3 mesi prima o dopo la data di scadenza dei Certificati di sicurezza delle dotazioni di nave da carico, per assicurarsi che le dotazioni di cui al comma (*a*) della presente Regola si sono mantenute come indicato alla Regola 11 del presente Capitolo e si trovano in buone condizioni di funziona-

mento. Tali visite intermedie devono essere indicate sul Certificato di sicurezza delle dotazioni di nave da carico rilasciato a norma della Regola 12 (*a*) (*iii*) del Capitolo I della Convenzione.

REGOLA 10

(Visite di scafo, macchine ed equipaggiamento delle navi da carico)

Il testo esistente della Regola 10 viene sostituito dal seguente

(*a*) Scafo, macchine ed equipaggiamento (esclusi quegli elementi per i quali vengono rilasciati i Certificati di sicurezza per le dotazioni di nave da carico, i Certificati di sicurezza radiotelegrafica per navi da carico o i Certificati di sicurezza radiotelefonica per navi da carico) di una nave da carico devono essere visitati al loro completamento, e poi come l'Amministrazione potrà considerare necessario, per assicurarsi che le loro condizioni sono soddisfacenti sotto ogni punto di vista, ed ai seguenti intervalli:

(*i*) agli intervalli specificati dall'Amministrazione ma non eccedenti 5 anni (visite periodiche);

(*ii*) oltre a tali visite periodiche, una nave petroliera avente età di 10 anni o più deve sottoporsi ad almeno una visita intermedia durante il periodo di validità del suo Certificato di sicurezza di costruzione per nave da carico. Nei casi in cui soltanto una di tali visite intermedie sia effettuata in uno dei periodi di validità del certificato, essa deve essere eseguita non prima di 6 mesi dalla data a metà del periodo di validità del certificato, né 6 mesi dopo tale data.

(*b*) Le visite iniziale e periodiche devono essere tali da assicurare che le sistemazioni, i materiali e i dimensionamenti della struttura, le caldaie e gli altri recipienti in pressione, i loro accessori, il macchinario principale e ausiliario compresi gli organi di governo e i relativi impianti di comando, l'impianto elettrico e gli altri equipaggiamenti sono soddisfacenti sotto ogni punto di vista per il servizio cui la nave è destinata. Tali visite, nel caso di navi petroliere, devono includere anche l'ispezione della parte esterna del fondo della nave, i locali pompe, gli impianti delle tubature del carico e del combustibile, le tubature di sfogo, le valvole di pressione/vuoto e i parafiamme

(*c*) Una visita intermedia a una nave petroliera avente età di 10 anni o più deve comprendere l'ispezione degli organi di governo e dei relativi impianti di comando, dei locali pompe, degli impianti delle tubature del carico e del combustibile sul ponte e nei locali pompe, le tubature di sfogo, le valvole di pressione/vuoto e i parafiamme, le sistemazioni elettriche nelle zone pericolose e la parte esterna del fondo della nave.

Oltre all'esame visivo dell'impianto elettrico, deve essere misurata la resistenza di isolamento dell'impianto elettrico nelle zone pericolose. Se, dopo gli esami, vi fosse qualche dubbio sulle condizioni delle tubature, devono essere prese misure addizionali, quali prove idrostatiche e determinazione di spessore, come necessario. Le suddette visite intermedie devono essere indicate sul Certificato di sicurezza di costruzione per nave da carico rilasciato in base alla Regola 12 (*a*) (*ii*) del Capitolo I della Convenzione.

(*d*) Una visita, generale o parziale secondo le circostanze, deve essere effettuata, quando sia richiesta dopo un'indagine prescritta nella Regola 11 del presente Capitolo, od ogniqualvolta vengano eseguite importanti riparazioni o sostituzioni. La visita deve essere tale da assicurare che le necessarie riparazioni o sostituzioni siano state effettivamente eseguite, che i materiali e la lavorazione di tali riparazioni o sostituzioni sono soddisfacenti sotto ogni punto di vista e che la nave è atta a prendere il mare senza pericoli per se stessa o per le persone imbarcate.

REGOLA 11

(Mantenimento delle condizioni dopo le visite)

Il testo esistente della Regola 11 viene sostituito dal seguente

(*a*) Le condizioni della nave e del suo equipaggiamento devono essere mantenute in modo da soddisfare alle disposizioni della Convenzione e del presente Protocollo per garantire che la nave rimarrà, sotto ogni punto di vista, atta a prendere il mare senza pericoli per se stessa e per le persone imbarcate.

(*b*) Dopo che sia stata completata una visita secondo le Regole 6, 7, 8, 9 e 10 del Capitolo I della Convenzione e del presente Protocollo, nessun cambiamento può essere apportato alla struttura, al macchinario, all'equipaggiamento e ad altre parti che siano state oggetto della visita, senza benestare dell'Amministrazione

(*c*) Qualora la nave subisca un'avaria o venga scoperto un difetto interessante la sicurezza della nave o l'efficienza o la completezza dei suoi mezzi di salvataggio o altro equipaggiamento, il comandante o l'armatore della nave deve riferirne all'Amministrazione, o all'ispettore nominato, o all'organizzazione riconosciuta, che deve rilasciare il relativo certificato, che provvederà a che siano iniziate indagini per stabilire se sia necessaria una visita come richiesto dalle Regole 6, 7, 8, 9 e 10 del Capitolo I della Convenzione e dal presente Protocollo. Se la nave si trova in un porto di un'altra Parte, il comandante o l'armatore deve informare immediatamente anche le competenti autorità dello Stato del porto, e l'ispettore nominato o l'organizzazione riconosciuta deve accertarsi che tale informazione sia stata data.

REGOLA 14

(Durata e validità dei certificati)

Il testo esistente della Regola 14 viene sostituito dal seguente

(*a*) I certificati, eccetto il Certificato di sicurezza di costruzione per nave da carico, il Certificato di sicurezza delle dotazioni di nave da carico ed ogni Certificato di esenzione, devono essere rilasciati per un periodo non superiore a 12 mesi.

Il Certificato di sicurezza di costruzione per nave da carico deve essere rilasciato per un periodo non superiore a 5 anni. Il Certificato di sicurezza delle dotazioni di nave da carico deve essere rilasciato per un periodo non superiore a 24 mesi. I Certificati di esenzione non potranno avere validità superiore a quella dei certificati cui essi si riferiscono.

(*b*) Non può essere permessa alcuna estensione del periodo quinquennale di validità del Certificato di sicurezza di costruzione per nave da carico.

(*c*) Se una visita ha luogo entro i 2 mesi che precedono il termine del periodo per il quale è stato originariamente rilasciato un Certificato di sicurezza radiotelegrafica per nave da carico o un Certificato di sicurezza radiotelefonica per nave da carico, per navi da carico aventi stazza lorda di 300 tons o più ma inferiore a 500 tons, detto Certificato può essere ritirato e può essere rilasciato un nuovo Certificato con scadenza 12 mesi dopo il termine del suddetto periodo.

(*d*) Se la nave, quando viene a scadere un certificato che non sia quello di cui al comma (*b*) della presente Regola, non si trova in un porto della nazione in cui è immatricolata o in cui deve essere sottoposta a visita, l'Amministrazione può estendere la validità del certificato, ma tale estensione può essere accordata solo al fine di permettere alla nave di completare il suo viaggio fino alla nazione nella quale essa è immatricolata o deve essere sottoposta a visita, e solo nei casi in cui appaia che sia appropriato e ragionevole fare così.

(*e*) Nessun certificato può essere esteso in base alle disposizioni del comma (*d*) della presente Regola per un periodo di tempo superiore a 5 mesi, ed una nave cui sia stata accordata un'estensione non deve essere autorizzata, in virtù di tale estensione, al suo arrivo nella nazione nella quale è immatricolata o nel porto in cui deve essere visitata, a lasciare quel porto o quella nazione senza aver ottenuto un nuovo certificato

(*f*) Un certificato, che non sia quello di cui al comma (*b*) della presente Regola, che non sia stato esteso in base alle suddette disposizioni della presente Regola, può essere esteso dall'Amministrazione per un periodo di grazia fino ad 1 mese dalla data di scadenza su di esso indicata.

(*g*) Un certificato cessa di avere validità

(*i*) se le ispezioni e le visite non vengono effettuate entro i periodi specificati nelle Regole 7 (*a*), 8, 9 e 10 (*a*) del Capitolo I della Convenzione e nel presente Protocollo o entro gli eventuali periodi di estensione accordati in base ai commi (*d*), (*e*) od (*f*) della presente Regola, o

(*ii*) dopo trasferimento della nave alla bandiera di un altro Governo.

Un nuovo certificato può essere rilasciato solo quando il Governo che lo deve rilasciare sia pienamente soddisfatto che la nave risponde alle disposizioni della Regola 11 (*a*) e (*b*) del presente Capitolo. Nel caso di trasferimento tra due Parti, se richiesto entro 3 mesi dalla data del trasferimento, il Governo della Parte la cui bandiera era prima battuta dalla nave deve trasmettere al più presto all'Amministrazione copie dei certificati che la nave aveva prima del trasferimento e, se disponibili, copie dei relativi rapporti di visita.

REGOLA 19.

(Controlli)

Il testo esistente della Regola 19 viene sostituito dal seguente

(*a*) Ogni nave, quando si trova in un porto di un'altra Parte, è soggetta a controlli, da parte di funzionari debitamente autorizzati dal Governo di tale Parte, intesi a verificare la validità dei certificati rilasciati in base alla Regola 12 o alla Regola 13 del Capitolo I della Convenzione.

(*b*) Tali certificati, se validi, devono essere accettati a meno che non vi siano chiari elementi che facciano ritenere che le condizioni della nave o del suo equipaggiamento non corrispondono sostanzialmente ai dati di qualche certificato o che la nave e il suo equipaggiamento non soddisfano alle disposizioni della Regola 11 (*a*) e (*b*) del presente Capitolo

(*c*) Nella circostanza di cui al comma (*b*) della presente Regola o se un certificato è spirato o ha perduto la sua validità, il funzionario che esegue il controllo deve fare passi per assicurarsi che la nave non parta fino a che non possa prendere il mare o lasciare il porto per arrivare ad un appropriato cantiere di riparazione senza pericoli per se stessa o per le persone imbarcate

(*d*) Nel caso che questo controllo dia origine ad un intervento di qualsiasi genere, il funzionario che effettua il controllo deve immediatamente informare, per iscritto, il Console o, in sua assenza, la più vicina rappresentanza diplomatica dello Stato di cui la nave batte la bandiera, di tutte le circostanze per cui l'intervento è stato ritenuto necessario. Inoltre devono essere di ciò informati anche gli ispettori nominati o le organizzazioni riconosciute responsabili del rilascio dei certificati. I fatti riguardanti l'intervento devono essere notificati all'Organizzazione.

(*e*) L'Autorità interessata dello Stato del porto deve notificare tutte le informazioni riguardanti la nave alle autorità del più vicino porto di scalo, oltreché alle parti di cui al comma (*d*) della presente Regola, se non è in grado di fare quanto detto nei commi (*c*) e (*d*) della presente Regola o se la nave è stata autorizzata a procedere fino al più vicino porto di scalo

(*f*) Nell'effettuazione dei controlli secondo la presente Regola, deve essere compiuto ogni sforzo per evitare che una nave venga indebitamente fermata o ritardata.

Se una nave viene per ciò indebitamente fermata o ritardata, essa ha diritto a compenso per perdite o danni patiti.

Capitolo II-1

COSTRUZIONE — COMPARTIMENTAZIONE E STABILITÀ MACCHINE ED IMPIANTI ELETTRICI

Parte A — GENERALITÀ

Regola 1

(Applicazione)

Al testo esistente del comma (b) *della Regola I viene aggiunto quanto segue:*

(*iii*) Nonostante le disposizioni del punto (*ii*) del presente comma (*b*) e del punto (*a*) (*iii*) della presente Regola, ai fini del comma (*d*) della Regola 29 del presente Capitolo, nave petroliera « nuova » significa una nave petroliera:

1 — per la quale il contratto di costruzione abbia data posteriore al 1° giugno 1979; o

2. — in mancanza di contratto di costruzione, la chiglia della quale venga impostata, o la quale si trovi ad un corrispondente stadio di costruzione, dopo il 1° gennaio 1980; o

3 — la consegna della quale avvenga dopo il 1° giugno 1982; o

4 — che abbia subito una trasformazione o una modifica di grande importanza:

(*a*) per le quali il contratto abbia data posteriore al 1° giugno 1979; o

(*b*) in mancanza di un contratto, il lavoro di costruzione delle quali venga iniziato dopo il 1° gennaio 1980; o

(*c*) siano completate dopo il 1° giugno 1982

(*iv*) Ai fini del comma (*d*) della Regola 29 del presente Capitolo, nave petroliera « esistente » è una nave petroliera che non sia una nave petroliera « nuova » quale definita al punto (*iii*) del presente comma (*b*).

(*v*) Ai fini del punto (*iii*) del presente comma (*b*), la trasformazione di una nave petroliera esistente avente portata lorda di 20 000 t o più per farla rispondere alle disposizioni del presente Protocollo o del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione inter-

nazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi, non può essere considerata costituire trasformazione o modifica di grande importanza

REGOLA 2.

(Definizioni).

Al testo esistente della Regola 2 vanno aggiunti i seguenti commi:

(*k*) L'impianto di comando a distanza degli organi di governo è il mezzo col quale i dovuti movimenti del timone vengono trasmessi dal ponte di comando ai comandi dei gruppi che azionano i detti organi.

1. — L'organo di governo principale è il macchinario, gli eventuali gruppi che azionano l'organo stesso e i suoi ausiliari, ed i mezzi di applicazione del momento torcente all'asta del timone (per esempio barra o settore) necessari per far muovere il timone al fine di governare la nave nelle condizioni di servizio normale.

(*m*) Gruppo azionante un organo di governo è:

(*i*) nel caso di organo di governo elettrico, un motore elettrico col relativo equipaggiamento elettrico;

(*ii*) nel caso di organo di governo elettro-idraulico, un motore elettrico col relativo equipaggiamento elettrico e la pompa connessa;

(*iii*) nel caso di altro organo di governo idraulico, la macchina che lo aziona e la pompa connessa.

(*n*) L'organo di governo ausiliario è il sistema che è provveduto per far muovere il timone al fine di governare la nave nel caso che venga a mancare l'organo di governo principale.

PARTE C — MACCHINE E IMPIANTI ELETTRICI.

REGOLA 29.

(Organi di governo).

Al testo esistente viene aggiunto il seguente comma:

(*d*) Solo per le navi petroliere:

(*i*) Quanto segue si applica ad ogni nave petroliera nuova avente stazza lorda di 10.000 tons o più e, non dopo 2 anni dalla data di entrata in vigore del presente Protocollo, ad ogni nave petroliera esistente avente stazza lorda di 10.000 tons o più:

1 — devono essere provveduti due impianti di comando a distanza degli organi di governo, ognuno dei quali deve poter essere comandato separatamente dal ponte di comando.

Ciò non richiede che la ruota o la leva di governo siano in doppio.

Nel caso di mancanza dell'impianto di comando a distanza degli organi di governo in funzione, l'altro impianto deve poter essere messo in funzione immediata da un posto sul ponte di comando. Ogni impianto di comando a distanza degli organi di governo, se elettrici, deve essere servito da un proprio circuito separato, alimentato dal circuito che aziona gli organi di governo, da un posto situato dentro al compartimento degli organi di governo. In caso di mancanza di alimentazione di energia elettrica ad un impianto di comando a distanza degli organi di governo deve essere dato allarme al ponte di comando. Gli allarmi richiesti nel presente punto 1. devono essere tanto acustici quanto ottici e devono essere situati in un posto sul ponte di comando ove possano essere prontamente osservati;

2. — un comando dell'organo di governo principale deve essere previsto anche nel compartimento degli organi di governo;

3. — nel compartimento degli organi di governo devono essere previsti mezzi per sconnettere gli impianti di comando a distanza degli organi di governo dal circuito che li aziona;

5. — tra il ponte di comando e il compartimento degli organi di governo deve essere previsto un mezzo di comunicazione;

5 — sul ponte di comando deve essere indicata la posizione angolare esatta del timone. L'indicazione dell'angolo del timone deve essere indipendente dagli impianti di comando a distanza degli organi di governo; e

6. — la posizione angolare del timone deve essere riconoscibile nel compartimento degli organi di governo.

(*ii*) Ad ogni nave petroliera nuova avente stazza lorda di 10 000 tons o più, in aggiunta alle richieste di cui in (*a*) ed in (*d*) (*i*) della presente Regola, si applica quanto segue:

1. — l'organo di governo principale deve comprendere due o più gruppi di energia identici e deve essere capace di azionare il timone come richiesto in (*d*) (*ii*) (2) della presente Regola mentre sono in funzione uno o più gruppi.

Per quanto ragionevole e pratico, l'organo di governo principale deve essere sistemato in modo che una singola mancanza nella sua tubatura o in uno dei gruppi non menomi l'integrità delle altre parti dell'organo di governo.

Tutti gli accoppiatoi meccanici che fanno parte dell'organo di governo e la connessione meccanica con eventuali impianti di comando a distanza dell'organo di governo, devono essere di sana e fidata costruzione a soddisfazione dell'Amministrazione;

2. — l'organo di governo principale deve essere capace, con la nave alla sua massima immersione in mare, di portare il timone da 35° da un lato a 35° dall'altro, quando la nave procede in marcia avanti alla sua massima velocità di esercizio. Il timone deve poter essere portato da 35° dall'uno o dall'altro lato a 30° dall'altro in non più di 28 s, nelle stesse condizioni;

3 — l'organo di governo principale deve essere azionato meccanicamente se necessario per adempiere alle richieste di cui in (*d*) (*ii*) (2) della presente Regola;

4 — i gruppi che azionano l'organo di governo principale devono essere sistemati in modo da partire automaticamente quando l'energia viene ristabilita dopo una sua mancanza;

5. — nel caso di mancanza di uno qualunque dei gruppi che azionano gli organi di governo, deve esserne dato un allarme al ponte di comando. Ogni gruppo deve poter essere messo in funzione automaticamente o manualmente da una posizione sul ponte di comando, e

6. — deve essere prevista automaticamente un'alimentazione alternativa di energia, sufficiente almeno per alimentare un gruppo degli organi di governo in modo da azionare il timone come precisato qui di seguito ed anche per alimentare l'impianto di comando a distanza associato e l'indicatore dell'angolo del timone entro 45 s, dalla sorgente di energia elettrica di emergenza o da un'altra sorgente di energia indipendente posta nel compartimento degli organi di governo. La sorgente di energia indipendente deve essere usata solo a questo scopo e deve avere una capacità sufficiente per mezz'ora di funzionamento continuo. Il gruppo che aziona l'organo di governo, quando viene alimentato dalla sorgente di energia indipendente, deve essere capace almeno di portare il timone da 15° da un lato a 15° dall'altro in non più di 60 s con la nave alla sua massima immersione in mare quando procede in marcia avanti a metà della sua velocità massima di esercizio, oppure a 7 nodi, assumendo il maggiore tra questi due valori di velocità.

CAPITOLO II-2.

COSTRUZIONE — PROTEZIONE ANTINCENDIO, RIVELAZIONE DEGLI INCENDI ED ESTINZIONE DEGLI INCENDI

PARTE A — GENERALITÀ

REGOLA 1.

(Applicazione).

Al testo esistente del comma (a) *viene aggiunto quanto segue:*

(*iv*) Nonostante le disposizioni dei punti (*ii*) e (*iii*) del presente comma (*a*), ai fini del punto (*a*) (*ii*) della Regola 55 e della Regola 60 del presente Capitolo, nave petroliera « nuova » significa una nave petroliera:

1. — per la quale il contratto di costruzione abbia data posteriore al 1° giugno 1979; o

2. — in mancanza di contratto di costruzione, la chiglia della quale venga impostata, o la quale si trovi ad un corrispondente stato di costruzione, dopo il 1° gennaio 1980; o

3. — la consegna della quale avvenga dopo il 1° giugno 1982; o

4. — che abbia subito una trasformazione o una modifica di grande importanza:

(*a*) per le quali il contratto abbia data posteriore al 1° giugno 1979; o

(*b*) in mancanza di un contratto, il lavoro di costruzione delle quali venga iniziato dopo il 1° gennaio 1980; o

(*c*) siano completate dopo il 1° giugno 1982.

(*v*) Ai fini del punto (*a*) (*ii*) della Regola 55 e della Regola 60 del presente Capitolo, nave petroliera « esistente » è una nave petroliera che non sia una nave petroliera « nuova » quale definita al punto (*iv*) del presente comma (*a*).

(*vi*) Ai fini del punto (*iv*) del presente comma (*a*), la trasformazione di una nave petroliera esistente avente portata lorda di 20.000 t o più per farla rispondere alle disposizioni del presente Protocollo o del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione inter-

nazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento da parte delle navi, non può essere considerata costituire trasformazione o modifica di grande importanza.

REGOLA 3.

(Definizioni).

Il testo esistente del punto (v) viene sostituito dal seguente:

(*v*) « Dislocamento leggero » (Lightweight) significa il dislocamento di una nave (in t) senza carico, combustibile, olio lubrificante, acqua di zavorra, acqua dolce ed acqua di alimento in cisterne, provviste di consumo e passeggeri ed equipaggio coi loro effetti personali.

Al testo esistente viene aggiunto il seguente comma:

(*x*) « Petrolio greggio » (Crude oil) significa qualsiasi petrolio che si trova allo stato naturale nella terra, trattato o no per renderlo atto al trasporto, e comprende:

(*i*) petrolio greggio da cui possono essere state estratte certe frazioni distillate

(*ii*) petrolio greggio a cui possono essere state aggiunte certe frazioni distillate.

PARTE E — MISURE DI SICUREZZA CONTRO GLI INCENDI PER LE NAVI PETROLIERE.

REGOLA 55.

(Applicazione).

Il testo esistente di questa Regola viene sostituito dal seguente:

(*a*) Se non disposto altrimenti espressamente:

(*i*) La presente Parte E si applica a tutte le navi petroliere nuove che trasportano petrolio greggio e prodotti petroliferi con p.i. non superiore a 60°C (140°F) (prova in vaso chiuso) come determinato per mezzo di un apparato approvato di misura del p.i. e con pressione di vapore Reid inferiore alla pressione atmosferica e a quella di altri prodotti liquidi aventi rischio di incendio similare; e

(*ii*) inoltre, tutte le navi cui si applica la presente Parte E devono soddisfare alle norme delle Regole 52, 53 e 54 del Capitolo II-2 della Convenzione, con la differenza che gli impianti fissi di estinzione incendi a gas per i locali da carico non devono essere usati per navi petroliere nuove e per quelle navi petroliere esistenti che soddisfano alla Regola 60 del presente Capitolo. Per le navi petroliere esistenti per le quali non è richiesto che soddisfino alla Regola 60, l'Amministrazione, applicando le disposizioni del comma (*f*) della Regola 52, può accettare un impianto a schiuma atto a scaricare schiuma internamente o esternamente alle cisterne. I dettagli della sistemazione devono essere a soddisfazione dell'Amministrazione.

(*b*) Ove si intendano trasportare carichi, diversi da quelli di cui in (*a*) (*i*) della presente Regola, introducenti rischi di incendio addizionali, saranno richieste misure di sicurezza addizionali a soddisfazione dell'Amministrazione.

(*c*) Le navi che trasportano carichi combinati non devono trasportare carichi solidi, a meno che tutte le cisterne del carico siano vuote di petrolio e libere da gas o a meno che, in ogni caso, l'Amministrazione sia soddisfatta delle sistemazioni provvedute.

REGOLA 60.

(Protezione delle cisterne del carico).

Il testo esistente di questa Regola viene sostituito dal seguente:

(*a*) Per le navi petroliere nuove aventi portata lorda di 20.000 t o più, la protezione della zona di ponte delle cisterne del carico e delle cisterne stesse deve essere ottenuta per mezzo di un impianto fisso a schiuma per ponte e di un impianto fisso a gas inerte secondo le disposizioni delle Regole 61 e 62 del Capitolo II-2 della Convenzione, a meno che, in luogo delle suddette installazioni, l'Amministrazione, dopo aver considerato le sistemazioni e l'equipaggiamento della nave, possa accettare altre combinazioni di installazioni fisse se esse offrono protezione equivalente alle suddette, secondo la Regola 5 del Capitolo I della Convenzione.

(*b*) Per essere considerato equivalente, l'impianto proposto in luogo di quello a schiuma per ponte deve:

(*i*) essere capace di estinguere incendi di versamenti di petrolio ed anche di impedire l'accensione di petrolio versato non ancora acceso; e

(*ii*) essere capace di combattere incendi in cisterne rotte.

(*c*) Per essere considerato equivalente, l'impianto proposto in luogo di quello a gas inerte deve:

(*i*) essere capace di prevenire pericolosi accumuli di miscele esplosive in cisterne del carico intatte durante il servizio normale

per tutto il viaggio in zavorra ed il servizio necessario per le operazioni delle cisterne; e

(*ii*) essere progettato in modo da ridurre al minimo il rischio di incendio per generazione di elettricità statica da parte dello stesso impianto.

(*d*) Ogni nave petroliera esistente avente portata lorda di 20 mila t o più impiegata per servizio di trasporto di petrolio greggio deve essere provvista di un impianto a gas inerte rispondente alle disposizioni del comma (*a*) della presente Regola, non dopo le seguenti date:

(*i*) 2 anni dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo per una nave petroliera avente portata lorda di 70.000 t o più; e

(*ii*) 4 anni dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo per una nave petroliera avente portata lorda inferiore a 70.000 t, a meno che, per navi petroliere aventi portata lorda inferiore a 40.000 t non provviste di macchine per lavaggio delle cisterne con capacità singola superiore a 60 m³/h, l'Amministrazione possa esentare navi petroliere esistenti dalle richieste del presente *comma* (*d*), se non fosse ragionevole e praticabile applicare tali richieste, tenendo conto delle caratteristiche di progetto della nave.

(*e*) Ogni nave petroliera esistente avente portata lorda di 40 mila t o più impiegata per servizio di trasporto di petrolio greggio ed ogni nave petroliera esistente avente portata lorda di 20.000 t o più impiegata per servizio di trasporto di petroli diversi dal petrolio greggio provvista di macchine per lavaggio delle cisterne con capacità singola superiore a 60 m³/h, deve essere provvista di un impianto a gas inerte rispondente alle richieste del comma (*a*) della presente Regola, non dopo le seguenti date:

(*i*) 2 anni dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo per una nave petroliera avente portata lorda di 70.000 t o più; e

(*ii*) 4 anni dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo per una nave petroliera avente portata lorda inferiore a 70.000 t.

(*f*) Ogni nave petroliera che opera con un procedimento di pulizia delle cisterne del carico mediante lavaggio con petrolio greggio deve essere provvista di un impianto a gas inerte rispondente alle richieste della Regola 62 del Capitolo II-2 della Convenzione e di macchine fisse per lavaggio delle cisterne.

(*g*) Tutte le navi petroliere provviste di un impianto fisso a gas inerte devono avere un impianto di vuoto chiuso.

(*h*) Ogni nave petroliera nuova avente stazza lorda di 2.000 tons o più non coperta dal *comma* (*a*) della presente Regola deve essere provvista di un impianto a schiuma atto a scaricare schiuma internamente o esternamente alle cisterne.

I dettagli di tale installazione devono essere a soddisfazione dell'Amministrazione.

CAPITOLO V.

SICUREZZA DELLA NAVIGAZIONE

REGOLA 12.

(Equipaggiamento di navigazione delle navi).

Il testo esistente del comma (a) *viene sostituito dal seguente:*

(*a*) Tutte le navi aventi stazza lorda di 1.600 tons o più, ma inferiore a 10.000 tons, devono essere provviste di almeno 1 radar. Tutte le navi aventi stazza lorda di 10.000 tons o più devono essere provviste di almeno 2 radar, ciascuno atto a funzionare indipendentemente dall'altro. Tutti i radar previsti secondo la presente Regola devono essere di tipo approvato dall'Amministrazione e devono rispondere a norme operative non inferiori a quelle adottate dall'Organizzazione. Sul ponte di comando delle suddette navi devono esservi dispostivi per il rilievo delle letture dei radar.

REGOLA 19.

(Uso del pilota automatico).

Al testo esistente viene aggiunto il seguente comma:

(*d*) Il governo manuale deve essere provato dopo un uso prolungato del pilota automatico, e prima di entrare in zone in cui la navigazione richiede cautela speciale.

Al presente Capitolo vanno aggiunte le seguenti nuove Regole:

REGOLA 19-1.

(Funzionamento degli organi di governo).

Nelle zone in cui la navigazione richiede cautela speciale, le navi devono avere più di un gruppo di energia per gli organi di governo in funzione quando tali gruppi sono capaci di funzionamento simultaneo.

REGOLA 19 2

(Organi di governo — Prove ed esercitazioni)

(*a*) Entro 12 ore dopo la partenza gli organi di governo della nave devono essere controllati e provati dall'equipaggio della nave La procedura di prova deve includere, ove applicabile, il funzionamento di quanto segue:

(*i*) organo di governo principale;

(*ii*) organo di governo ausiliario;

(*iii*) impianti di comando a distanza degli organi di governo;

(*iv*) posti di governo situati sul ponte di comando;

(*v*) alimentazione di energia di emergenza;

(*vi*) indicatori dell'angolo del timone rispetto alla posizione reale del timone;

(*vii*) allarmi di mancanza di energia all'impianto di comando a distanza degli organi di governo; e

(*viii*) allarmi di mancanza dei gruppi azionanti gli organi di governo

(*b*) I controlli e le prove devono includere

(*i*) il completo movimento del timone secondo le possibilità degli organi di governo che sono richieste;

(*ii*) un'ispezione visiva degli organi di governo e dei loro elementi di connessioni; e

(*iii*) il funzionamento dei mezzi di comunicazione tra il ponte di comando e il compartimento degli organi di governo.

(*c*) (*i*) Sul ponte di comando e nel compartimento degli organi di governo devono essere permanentemente esposte istruzioni operative semplici, con un diagramma schematico mostrante le procedure di scambio per gli impianti di comando a distanza degli organi di governo e i gruppi che azionano gli organi di governo.

(*ii*) Tutti gli ufficiali interessati al funzionamento e/o alla manutenzione degli organi di governo devono avere familiarità con il funzionamento dei relativi impianti sistemati sulla nave e con i sistemi di scambio da un impianto ad un altro.

(*d*) Oltre ai controlli ed alle prove di « routine » prescritti ai commi (*a*) e (*b*) della presente Regola, devono venir effettuate esercitazioni di governo di emergenza almeno ogni 3 mesi, al fine di prendere pratica sulle procedure di governo di emergenza

Queste esercitazioni devono includere un comando diretto da dentro il compartimento degli organi di governo, il sistema di comunicazione col ponte di comando e, ove applicabile, il funzionamento delle alimentazioni di energia alternative.

(*e*) L'Amministrazione può rinunciare alla richiesta di eseguire i controlli e le prove prescritti ai commi (*a*) e (*b*) della presente Regola per le navi che effettuano regolarmente viaggi di breve durata. Per tali navi i suddetti controlli e prove devono essere eseguiti almeno una volta alla settimana.

(*f*) Le date in cui vengono effettuati i controlli e le prove prescritti in (*a*) e (*b*) della presente Regola, e le date e i dettagli delle esercitazioni di governo di emergenza eseguite secondo il comma (*d*) della presente Regola, devono essere indicati nel giornale nautico come può essere prescritto dall'Amministrazione.

APPENDICE

MODULO DEL CERTIFICATO DI SICUREZZA DI COSTRUZIONE PER NAVE DA CARICO

Al modulo esistente viene aggiunto il seguente modulo di supplemento:

SUPPLEMENTO AL CERTIFICATO DI SICUREZZA DI COSTRUZIONE PER NAVE DA CARICO (1).

(Timbro ufficiale) *(Paese)*

rilasciato in base alle disposizioni del

Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare

Nome della nave	Numero o lettere distintivi	Porto di immatricolazione	Portata lorda della nave (t)	Anno di costruzione

Tipo della nave

Nave petroliera adibita al servizio di trasporto di petrolio greggio (2)

Nave petroliera adibita al servizio di trasporto di petroli diversi dal petrolio greggio (2)

Nave petroliera adibita al servizio di trasporto tanto di petrolio greggio quanto di altri petroli (2)

Nave da carico che non sia una nave petroliera adibita al servizio di trasporto di petroli (2)

(1) Questo Supplemento deve essere attaccato permanentemente al Certificato di sicurezza di costruzione per nave da carico.

(2) Cancellare nel modo pertinente.

Data del contratto di costruzione o di trasformazione o modificazione di grande importanza

Data in cui è stata impostata la chiglia o la nave si trovava in uno stadio di costruzione corrispondente o in cui è stata iniziata una trasformazione o una modificazione di grande importanza

Data di consegna o di completamento di una trasformazione o modificazione di grande importanza

SI CERTIFICA CHE

La nave è stata visitata secondo la Regola 10 del Capitolo I del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare; e

la visita ha mostrato che le condizioni di scafo, macchine ed equipaggiamento quali definite nella suddetta Regola erano soddisfacenti sotto ogni punto di vista e che la nave rispondeva alle richieste del suddetto Protocollo.

Il presente Certificato è valido fino al .... subordinatamente a visita o visite intermedie ad intervalli di

Rilasciato a ....
(Luogo di rilascio del Certificato)

19 ....
(Firma del funzionario debitamente autorizzato che rilascia il Certificato)

(Sigillo o timbro dell'Autorità rilasciante, come appropriato)

VISITA INTERMEDIA

Si certifica che, in una visita intermedia richiesta dalla Regola 10 del Capitolo I del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare, questa nave è stata riscontrata rispondente alle pertinenti disposizioni del detto Protocollo

Firmato . . . .
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

Firmato . . . .
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

Firmato . . . .
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

Firmato . . . .
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

MODULO DEL CERTIFICATO DI SICUREZZA DELLE DOTAZIONI DI NAVE DA CARICO

Al modulo esistente viene aggiunto il seguente modulo di supplemento:

SUPPLEMENTO AL CERTIFICATO DI SICUREZZA DELLE DOTAZIONI DI NAVE DA CARICO (3).

(Timbro ufficiale) *(Paese)*

rilasciato in base alle disposizioni del

Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare

Nome della nave	Numero o lettere distintivi	Porto di immatricolazione	Portata lorda della nave (t)	Anno di costruzione

Tipo della nave:

Nave petroliera adibita al servizio di trasporto di petrolio greggio (4)

Nave petroliera adibita al servizio di trasporto di petroli diversi dal petrolio greggio (4)

Nave petroliera adibita al servizio di trasporto tanto di petrolio greggio quanto di altri petroli (4)

Nave da carico che non sia una nave petroliera adibita al servizio di trasporto di petroli (4)

(3) Questo Supplemento deve essere attaccato permanentemente al Certificato di sicurezza delle dotazioni di nave da carico.

(4) Cancellare nel modo pertinente

Data del contratto di costruzione o di trasformazione o modificazione di grande importanza . .

Data in cui è stata impostata la chiglia o la nave si trovava in uno stadio di costruzione corrispondente o in cui è stata iniziata una trasformazione o una modificazione di grande importanza

.. ..

Data di consegna o di completamento di una trasformazione o modificazione di grande importanza

SI CERTIFICA CHE:

La nave è stata visitata secondo la Regola 8 del Capitolo I del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare; e

la visita ha mostrato che le condizioni delle dotazioni di sicurezza quali definite nella Regola suddetta erano sotto ogni punto di vista soddisfacenti e la nave rispondeva alle richieste del detto Protocollo.

Il presente Certificato è valido fino al . . ..
subordinatamente a visita o visite intermedie ad intervalli di

Rilasciato a ....
(Luogo di rilascio del Certificato)

19 .. ..
(Firma del funzionario debitamente autorizzato che rilascia il Certificato)

(Sigillo o timbro dell'Autorità rilasciante, come appropriato)

VISITA INTERMEDIA

Si certifica che, in una visita intermedia richiesta dalla Regola 8 del Capitolo 1 del Protocollo del 1978 relativo alla Convenzione internazionale del 1974 per la salvaguardia della vita umana in mare, la nave è stata riscontrata rispondente alle pertinenti disposizioni del detto Protocollo.

Firmato . ...
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

Firmato .. ..
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

Prossima visita intermedia dovuta il

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

Secondo le disposizioni della Regola 14 del Capitolo I del Protocollo, la validità del presente Certificato viene estesa fino al

Firmato .. ..
(Firma del funzionario debitamente autorizzato)

Luogo

Data

(Sigillo o timbro dell'Autorità, come appropriato)

LEGGE 4 giugno 1982, n. **439.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra Italia e Svezia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Roma il 6 marzo 1980.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra l'Italia e la Svezia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Roma il 6 marzo 1980.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione e al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 30 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 giugno 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO —
FORMICA — BALZAMO —
CAPRIA

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENZIONE

tra l'Italia e la Svezia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali.

Il Governo della Repubblica italiana e il Governo del Regno di Svezia, desiderosi di concludere una Convenzione per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

ARTICOLO 1.

(Soggetti).

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

ARTICOLO 2.

(Imposte considerate)

1. La presente Convenzione si applica alle imposte sul reddito e sul patrimonio prelevate per conto di ciascuno degli Stati contraenti, delle sue suddivisioni politiche o amministrative e dei suoi enti locali, qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Sono considerate imposte sul reddito e sul patrimonio le imposte prelevate sul reddito complessivo, sul patrimonio complessivo, o su elementi del reddito o del patrimonio, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, le imposte sull'ammontare complessivo dei salari corrisposti dalle imprese, nonché le imposte sui plusvalori.

3. Le imposte attuali cui si applica la Convenzione sono:

a) per quanto concerne l'Italia

1) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

2) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

3) l'imposta locale sui redditi;
ancorché riscosse mediante ritenuta alla fonte (qui di seguito indicate quali « imposta italiana »);

b) per quanto concerne la Svezia:

1) l'imposta di Stato sul reddito (den statliga inkomstskatten), comprese l'imposta sui salari della gente di mare (sjömansskatten) e l'imposta sui dividendi di azioni (kupongskatten);

2) l'imposta sugli utili non distribuiti (ersättningsskatten);

3) l'imposta sulle distribuzioni (utskiftningsskatten);

4) la tassa sugli artisti e sportivi (bevillningsavgiften for vissa offentliga föreställningar);

5) l'imposta comunale sul reddito (kommunalskatten);

6) l'imposta di Stato sul patrimonio (den statliga förmögenhetsskatten),
(qui di seguito indicate quali « imposta svedese »).

4. La Convenzione si applicherà anche alle imposte di natura identica o analoga che entreranno in vigore dopo la firma della presente Convenzione e che si aggiungeranno alle imposte attuali o le sostituiranno. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche importanti apportate alle loro rispettive legislazioni fiscali.

5. La Convenzione non si applica alle imposte (anche se riscosse mediante ritenuta alla fonte) dovute sulle vincite alle lotterie, sui premi diversi da quelli su titoli, e sulle vincite derivanti dalla sorte, da giochi di abilità, da concorsi a premi, da pronostici e da scommesse.

ARTICOLO 3.

(Definizioni generali).

1 Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) le espressioni « uno Stato contraente » e « l'altro Stato contraente » designano, come il contesto richiede, la Svezia o l'Italia;

b) il termine « Italia » designa la Repubblica italiana e comprende le zone al di fuori del mare territoriale dell'Italia ed in particolare il letto ed il sottosuolo del mare adiacente il territorio della penisola e delle isole italiane e situate al di fuori del mare territoriale fino al limite indicato dalle leggi italiane per permettere l'esplorazione e lo sfruttamento delle risorse naturali di tali zone;

c) il termine « Svezia » designa il Regno di Svezia e comprende le zone al di fuori del mare territoriale della Svezia sulle quali, secondo le leggi della Svezia e conformemente al diritto internazionale, la Svezia può esercitare i diritti di esplorazione e di sfruttamento sul letto del mare o nel suo sottosuolo;

d) il termine « persona » comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;

e) il termine « società » designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che e considerato persona giuridica ai fini della imposizione;

f) le espressioni « impresa di uno Stato contraente » e « impresa dell'altro Stato contraente » designano rispettivamente un'impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e un'impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

g) per « traffico internazionale » s'intende qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da parte di un'impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile sia utilizzato esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

h) il termine « nazionali » designa

1) le persone fisiche che hanno la nazionalità di uno Stato contraente;

2) le persone giuridiche, società di persone ed associazioni costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato contraente;

i) l'espressione « autorità competente » designa

1) in Italia il Ministero delle finanze;

2) in Svezia: il Ministro del bilancio o il suo rappresentante debitamente autorizzato.

2 Per l'applicazione della Convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato relativa alle imposte oggetto della Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

Articolo 4
(*Domicilio fiscale*)

1 Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « residente di uno Stato contraente » designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono imponibili in questo Stato soltanto per il reddito che esse ricavano da fonti situate in detto Stato o per il patrimonio che esse posseggono in detto Stato.

2 Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato contraente nel quale ha una abitazione permanente Quando essa dispone di una abitazione permanente in ciascuno degli Stati contraenti, è considerata residente dello Stato contraente nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato contraente nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha una abitazione permanente in alcuno degli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati contraenti ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato contraente del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati contraenti, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo.

3 Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, si ritiene che essa è residente dello Stato contraente in cui si trova la sede della sua direzione effettiva. La stessa disposizione si applica alle società di persone e a quelle ad esse equiparate, costituite ed organizzate in conformità della legislazione di uno Stato contraente.

Articolo 5
(*Stabile organizzazione*)

1 Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « stabile organizzazione » designa una sede fissa di affari in cui l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività

2 L'espressione « stabile organizzazione » comprende in particolare

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) una officina;

e) un laboratorio;

f) una miniera, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;

g) un cantiere di costruzione o di montaggio la cui durata oltrepassa i dodici mesi.

3. Non si considera che vi sia una « stabile organizzazione » se:

a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche o di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliario.

4. Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente – diversa da un agente che goda di uno *status* indipendente, di cui al paragrafo 5 – è considerata « stabile organizzazione » nel primo Stato se dispone nello Stato stesso di poteri che esercita abitualmente e che le permettano di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui l'attività di detta persona sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa.

5. Non si considera che un'impresa di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno *status* indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

6. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sé motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

ARTICOLO 6.

(*Redditi immobiliari*).

1. I redditi derivanti da beni immobili, compresi i redditi delle attività agricole o forestali, sono imponibili nello Stato contraente in cui detti beni sono situati.

2. L'espressione « beni immobili » è definita in conformità al diritto dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali, nonché i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì « beni immobili » l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a canoni variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre ricchezze del suolo. Le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti da beni immobili di una impresa nonché ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una libera professione.

ARTICOLO 7.

(*Utili delle imprese*).

1. Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di una impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Qualora uno degli Stati contraenti segua la prassi di determinare gli utili da attribuire ad una stabile organizzazione in

base al riparto degli utili complessivi dell'impresa fra le diverse parti di essa, la disposizione del paragrafo 2 del presente articolo non impedisce a detto Stato contraente di determinare gli utili imponibili secondo la ripartizione in uso; tuttavia, il metodo di riparto adottato dovrà essere tale che il risultato sia conforme ai princìpi contenuti nel presente articolo.

5 Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

6. Ai fini dei paragrafi precedenti gli utili da attribuire alla stabile organizzazione sono determinati annualmente con lo stesso metodo, a meno che non esistano validi e sufficienti motivi per procedere diversamente

7 Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

ARTICOLO 8

(*Navigazione marittima ed aerea*)

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa

2 Se la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto d'immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto d'immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente della nave.

3. Per quanto riguarda gli utili realizzati dal gruppo di navigazione aerea norvegese, danese e svedese « Scandinavian Airlines System » (SAS), si applicano le disposizioni del paragrafo 1 ma unicamente alla quota parte di utili corrispondente alla partecipazione al gruppo detenuta dalla « AB Aerotransport » (ABA) partecipante svedese allo « Scandinavian Airlines System » (SAS)

4 Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano parimenti agli utili di un'impresa di uno Stato contraente che partecipa a un fondo comune (*pool*), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

ARTICOLO 9

(*Imprese associate*)

Allorché

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di una impresa dell'altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di una impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente, e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che, in mancanza di tali condizioni, sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

ARTICOLO 10.

(*Dividendi*)

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi possono essere tassati nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i dividendi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere:

a) il 10 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi se il beneficiario dei dividendi è una società (escluse le società di persone) che dispone direttamente del 51 per cento del capitale della società che paga i dividendi;

b) il 15 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi, in tutti gli altri casi.

Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione

Questo paragrafo non riguarda l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3. Ai fini del presente articolo il termine « dividendi » designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi

delle azioni secondo la legislazione fiscale dello Stato di cui è residente la società distributrice

4 Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui l'effettivo beneficiario dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente, di cui è residente la società che paga i dividendi, sia una attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione

5. Qualora una società residente di uno Stato contraente ricavi utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società a meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente a una stabile organizzazione o a una base fissa situata in detto altro Stato, né prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

ARTICOLO 11

(*Interessi*)

1 Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato

2. Tuttavia, tali interessi possono essere tassati nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce gli interessi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 15 per cento dell'ammontare degli interessi. Le autorità competenti degli Stati contraenti regoleranno di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

3 Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, gli interessi provenienti da uno degli Stati contraenti sono esenti da imposta in detto Stato se:

a) il debitore degli interessi è il Governo di detto Stato contraente o un suo ente locale; o

b) gli interessi sono pagati al Governo dell'altro Stato contraente o ad un suo ente locale o ad un ente od organismo (compresi gli istituti finanziari) interamente di proprietà di questo Stato contraente o di un suo ente locale; o

c) gli interessi sono pagati ad altri enti od organismi (compresi gli istituti finanziari) in dipendenza di finanziamenti da essi concessi nel quadro di accordi conclusi tra i Governi degli Stati contraenti.

4. Ai fini del presente articolo il termine « interessi » designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti di qualsiasi natura, nonché ogni altro provento assimilabile ai redditi di somme date in prestito in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono.

5 Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui l'effettivo beneficiario degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli interessi sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata ed il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

6 Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione.

7 Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi pagati, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 12

(*Canoni*)

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2 Tuttavia, tali canoni possono essere tassati nello Stato contraente dal quale essi provengono e in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i canoni ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 5 per cento dell'ammontare lordo dei canoni. Le autorità competenti degli Stati contraenti regoleranno di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

3 Ai fini del presente articolo il termine « canoni » designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto d'autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche, ivi comprese le pellicole cinematografiche e le registrazioni per trasmissioni radiofoniche e televisive, di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonché per l'uso o la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche e per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui l'effettivo beneficiario dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti ed i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5 I canoni si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia quando il debitore dei canoni, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione per le cui necessità è stato concluso il contratto che ha dato luogo al pagamento dei canoni e che come tale ne sopporta l'onere, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione.

6 Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni pagati, tenuto conto della prestazione per la quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a questo ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 13

(Utili di capitale)

1 Gli utili provenienti dalla alienazione di beni immobili secondo la definizione di cui al paragrafo 2 dell'articolo 6, sono imponibili nello Stato contraente dove detti beni sono situati.

2 Gli utili provenienti dalla alienazione di beni mobili appartenenti ad una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una libera professione, compresi gli utili provenienti dalla alienazione totale di detta stabile organizzazione (da sola od in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato.

3 Gli utili provenienti dalla alienazione dei beni mobili di cui al paragrafo 3 dell'articolo 23 sono imponibili soltanto nello Stato contraente dove i beni stessi sono imponibili secondo le disposizioni di detto articolo. Tali disposizioni si applicano anche agli utili realizzati dal gruppo di navigazione aerea « Scandinavian Airlines System » (SAS), ma unicamente alla quota parte di utili corrispondente alla partecipazione al gruppo detenuta dalla « AB Aerotransports » (ABA), partecipante svedese alla « Scandinavian Airlines System » (SAS).

4. Gli utili provenienti dalla alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati ai paragrafi 1, 2 e 3 sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

5. Le disposizioni del paragrafo 4 non pregiudicano il diritto di uno Stato contraente di imporre secondo la propria legislazione gli utili provenienti dalla alienazione di azioni di una società, i cui beni sono costituiti principalmente da beni immobili situati in detto Stato contraente, se il cedente è una persona fisica residente dell'altro Stato contraente che:

a) ha la nazionalità del primo Stato contraente;

b) è stato per qualche tempo residente di tale Stato contraente nel corso di un periodo di cinque anni immediatamente precedente l'alienazione; e

c) all'atto dell'alienazione esercitava solo o con una persona di famiglia una influenza dominante sulla società.

ARTICOLO 14

(Professioni indipendenti)

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività indipendenti di carattere analogo sono imponibili soltanto in detto Stato,

a meno che tale residente non disponga abitualmente, nell'altro Stato contraente, di una base fissa per l'esercizio delle sue attività. Se egli dispone di tale base, i redditi sono imponibili nell'altro Stato ma unicamente nella misura in cui sono imputabili a detta base fissa.

2 L'espressione « libera professione » comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonché le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili

ARTICOLO 15.

(*Lavoro subordinato*).

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18, 19, 20 e 21, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente, svolta nell'altro Stato contraente, sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato; e

b) le remunerazioni sono pagate da o a nome di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato; e

c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni relative a lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili in traffico internazionale sono imponibili nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

ARTICOLO 16.

(*Compensi e gettoni di presenza*)

Le partecipazioni agli utili, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del Consiglio di amministrazione o del collegio sindacale di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

ARTICOLO 17.

(*Artisti e sportivi*)

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che gli artisti dello spettacolo, quali gli artisti di teatro, del cinema, della radio o della televisione ed i musicisti, nonché gli sportivi, ritraggono dalle loro prestazioni personali in tale qualità, sono imponibili nello Stato contraente in cui dette attività sono svolte.

2. Quando il reddito proveniente da prestazioni personali di un artista dello spettacolo o di uno sportivo, in tale qualità, è attribuito ad un'altra persona che non sia l'artista o lo sportivo medesimo, detto reddito può essere tassato nello Stato contraente dove dette prestazioni sono svolte, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15.

ARTICOLO 18.

(*Pensioni e altri pagamenti analoghi*)

1. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19 le pensioni ed altri pagamenti analoghi pagati ad un residente di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in questo Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le pensioni ed altri pagamenti analoghi, corrisposti in virtù della legislazione di assicurazione sociale di uno Stato contraente, nonché le somme corrisposte in dipendenza di una assicurazione di pensione conclusa in uno Stato contraente, sono imponibili in questo Stato. Tali disposizioni si applicano soltanto ai nazionali dello Stato contraente dal quale provengono i pagamenti.

ARTICOLO 19.

(*Funzioni pubbliche*).

1. *a*) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale a una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato ed il beneficiario della remunerazione sia un residente di quest'ultimo Stato che:

i) abbia la nazionalità di detto Stato, o

ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

2. *a)* Le pensioni corrisposte da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica od amministrativa o da un suo ente locale, sia direttamente sia mediante prelevamento da fondi da essi costituiti, a una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora il beneficiario sia un residente di detto Stato e ne abbia la nazionalità.

3 Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni o pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di una attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

ARTICOLO 20.

(*Professori*).

Le remunerazioni dei professori e degli altri membri del personale insegnante, residenti di uno Stato contraente, i quali soggiornano temporaneamente nell'altro Stato contraente per insegnarvi o effettuare ricerche scientifiche, per un periodo inferiore ad un anno, in una università o in un altro istituto di insegnamento o di ricerca scientifica senza fini di lucro, sono imponibili soltanto nel primo Stato.

ARTICOLO 21

(*Studenti*)

1 Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era prima, residente di uno Stato contraente e che soggiorna nell'altro Stato contraente al solo scopo di compiervi i suoi studi o di completarvi la propria formazione professionale, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, d'istruzione o di formazione professionale, non sono imponibili in questo altro Stato a condizione che tali somme provengano da fonti situate fuori di detto altro Stato.

2 Gli studenti di una università o di un altro istituto di istruzione o gli apprendisti di uno Stato contraente che, durante un soggiorno temporaneo nell'altro Stato contraente, svolgono attività dipendente in questo altro Stato per un periodo non superiore a 100 giorni nel corso di un anno fiscale, in vista di ottenere una esperienza pratica relativa ai loro studi o formazione professionale, sono imponibili in detto altro Stato unicamente per la quota parte di reddito di lavoro dipendente che supera 1.500 corone svedesi per mese solare o un ammontare equivalente in valuta italiana. Tuttavia, l'esenzione accordata ai sensi del presente paragrafo non può eccedere l'ammontare totale di 4.500 corone svedesi o un ammontare equivalente in valuta italiana.

Le somme esentate in virtù del presente paragrafo sono comprensive delle deduzioni personali concesse per l'anno fiscale considerato.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti regoleranno di comune accordo le modalità d'applicazione delle disposizioni del paragrafo 2. Le autorità competenti possono altresì convenire di modificare adeguatamente gli ammontari stabiliti nel predetto paragrafo in relazione ai cambiamenti del valore della moneta, alle modifiche apportate alla legislazione di uno Stato contraente o ad altre circostanze analoghe

ARTICOLO 22

(*Altri redditi*)

1. Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, qualsiasi ne sia la provenienza, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente Convenzione sono imponibili soltanto in questo Stato

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario del reddito, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata e il diritto od il bene produttivo del reddito si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, gli elementi di reddito sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

ARTICOLO 23.

(*Patrimonio*).

1 Il patrimonio costituito da beni immobili, definiti al paragrafo 2 dell'articolo 6, è imponibile nello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati.

2. Il patrimonio costituito da beni mobili appartenenti ad una stabile organizzazione di un'impresa, o da beni mobili appartenenti ad una base fissa utilizzata per l'esercizio di una libera professione, è imponibile nello Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

3. Le navi e gli aeromobili utilizzati nel traffico internazionale, nonché i beni mobili relativi al loro esercizio, sono imponibili soltanto nello Stato contraente dove è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Ogni altro elemento del patrimonio di un residente di uno Stato contraente è imponibile soltanto in detto Stato

ARTICOLO 24.

(Disposizioni per evitare la doppia imposizione).

1. Si conviene che la doppia imposizione sarà eliminata in conformità ai seguenti paragrafi del presente articolo.

2 Fatta salva l'applicazione del paragrafo 3, se un residente della Svezia riceve un reddito o possiede un patrimonio che, in conformità alle disposizioni della presente Convenzione, sono imponibili in Italia, la Svezia dedurrà:

a) dall'imposta svedese sui redditi di tale residente, un ammontare pari all'imposta sul reddito pagata in Italia;

b) dall'imposta svedese sul patrimonio di tale residente, un ammontare pari all'imposta sul patrimonio pagata in Italia.

Tuttavia, la somma dedotta nell'uno o nell'altro caso, non può superare la quota dell'imposta svedese sul reddito o sul patrimonio, calcolata prima della deduzione corrispondente, a seconda dei casi, ai redditi o al patrimonio imponibile in Italia.

3. I dividendi attribuiti da una società che è residente dell'Italia a una società che è residente della Svezia sono esentati dall'imposta svedese nella misura in cui i detti dividendi sarebbero esentati, secondo la legislazione svedese, qualora le due società fossero residenti della Svezia. Tale esenzione si applicherà soltanto se gli utili da cui derivano i dividendi sono assoggettati all'imposta italiana sul reddito in vigore alla data della firma della presente Convenzione o ad ogni altra imposta sul reddito ad essa assimilata o che ad essa si sia sostituita, o se una parte rilevante degli utili della società che attribuisce i dividendi deriva, direttamente o indirettamente, da un'attività diversa da quella di gestione di titoli e di altri analoghi beni, qualora tale attività sia esercitata in Italia dalla società che attribuisce i dividendi o da una società in cui essa partecipa con almeno il 25 per cento del capitale.

4. Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili in Svezia, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non stabiliscano diversamente.

In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata in Svezia, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota di imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

Tuttavia, nessuna deduzione sarà accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo di imposta su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

5. Se un residente di uno Stato contraente riceve redditi o possiede un patrimonio che, conformemente alle disposizioni della presente Convenzione, sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente, il primo Stato può includere nella base imponibile detti redditi o detto patrimonio, ma deve dedurre dall'imposta sul reddito o sul patrimonio un ammontare pari alla quota dell'imposta sul reddito o sul patrimonio attribuibile, a seconda del caso, ai redditi provenienti dall'altro Stato contraente o al patrimonio posseduto in detto Stato contraente.

6. Se un residente di uno Stato contraente riceve utili, di cui al paragrafo 5 dell'articolo 13, o riceve pagamenti, di cui al paragrafo 2 dell'articolo 18, che sono imponibili nell'altro Stato contraente, questo altro Stato dedurrà dall'imposta sul reddito di detto residente un'ammontare pari all'imposta pagata nel primo Stato contraente su tali utili o pagamenti. Tuttavia, tale deduzione, nell'uno o nell'altro caso, non potrà eccedere la quota dell'imposta sugli utili o sui pagamenti dell'altro Stato contraente, calcolata prima di effettuare la deduzione, attribuibile a seconda dei casi agli utili od ai pagamenti imponibili in detto altro Stato.

7. Se, in virtù della legislazione di uno degli Stati contraenti, le imposte cui si applica la presente Convenzione sono prelevate in tutto o in parte per un periodo limitato di tempo, dette imposte si considerano interamente pagate ai fini dell'applicazione dei paragrafi precedenti del presente articolo.

ARTICOLO 25.

(Non discriminazione).

1. I nazionali di uno Stato contraente, siano essi residenti o non di uno degli Stati contraenti, non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione.

In particolare, i nazionali di uno Stato contraente che sono imponibili nell'altro Stato contraente fruiscono delle esenzioni, degli abbattimenti alla base, delle deduzioni e riduzioni d'imposte o tasse concessi in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

2 L'imposizione di una stabile organizzazione che una impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non può essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività.

Tale disposizione non può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno Stato contraente di accordare ai residenti

dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, gli abbattimenti alla base e le deduzioni d'imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

3 Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo 7 dell'articolo 11 o del paragrafo 6 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese pagati da un'impresa di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pagati ad un residente del primo Stato. Parimenti, i debiti di una impresa di uno Stato contraente nei confronti dei residenti dell'altro Stato contraente sono deducibili, ai fini della determinazione del patrimonio imponibile di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero stati contratti nei confronti di un residente del primo Stato.

4 Le imprese di uno Stato contraente, il cui capitale è, in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate nel primo Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura del primo Stato.

5 Ai fini del presente articolo il termine « imposizione » designa le imposte di ogni genere o denominazione.

ARTICOLO 26

(Procedura amichevole).

1. Quando un residente di uno Stato contraente ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per lui un'imposizione non conforme alle disposizioni della presente Convenzione, egli può, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale di detti Stati, sottoporre il caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente o, se il suo caso ricade nell'ambito di applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 25, a quella dello Stato contraente di cui possiede la nazionalità. Il caso dovrà essere sottoposto entro i tre anni che seguono la prima notificazione della misura che comporta un'imposizione non conforme alla Convenzione.

2. L'autorità competente, se il ricorso le appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla Convenzione. L'accordo sarà applicato quali che siano i termini previsti dalle legislazioni nazionali degli Stati contraenti.

3 Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere per via di amichevole composizione le difficoltà o i dubbi inerenti all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione. Esse potranno altresì consultarsi al fine di eliminare la doppia imposizione nei casi non previsti dalla Convenzione.

4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo come indicato nei paragrafi precedenti Qualora venga ritenuto che degli scambi verbali di opinioni possano facilitare il raggiungimento di tale accordo, essi potranno aver luogo in seno ad una Commissione formata da rappresentanti delle autorità competenti degli Stati contraenti.

ARTICOLO 27.

(Scambio di informazioni).

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione e quelle delle leggi interne degli Stati contraenti relative alle imposte previste dalla Convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria alla Convenzione, nonché per evitare le evasioni fiscali. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi i tribunali e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla presente Convenzione, delle procedure concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Le persone od autorità sopracitate utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini. Le predette persone od autorità potranno servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche o nei giudizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in alcun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quella dell'altro Stato contraente;

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quella dell'altro Stato contraente;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

ARTICOLO 28

(Funzionari diplomatici e consolari)

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i funzionari diplomatici o consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

ARTICOLO 29

(Modalità di applicazione delle riduzioni delle imposte prelevate alla fonte).

1. Le imposte riscosse in uno dei due Stati contraenti mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta dell'interessato o dello Stato di cui esso è residente qualora il diritto alla percezione di dette imposte sia limitato dalle disposizioni della presente Convenzione.

Tuttavia, l'imposta svedese sui dividendi azionari è prelevata, al momento del pagamento dei dividendi, con le aliquote ridotte previste dall'articolo 10 della presente Convenzione. Se, a causa di circostanze particolari, l'imposta svedese sui dividendi è stata prelevata con l'aliquota prevista dalla legislazione fiscale svedese, l'imposta eccedente è rimborsata a richiesta dell'interessato. La procedura e le condizioni per beneficiare delle limitazioni delle aliquote previste dall'articolo 10 della presente Convenzione, saranno stabilite dalle autorità svedesi.

2 Le istanze di rimborso, da prodursi in osservanza dei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato contraente tenuto ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate di un attestato ufficiale dello Stato contraente, di cui il contribuente è residente, certificante che sussistono le condizioni richieste per aver diritto all'applicazione delle esenzioni o delle riduzioni previste dalla presente Convenzione

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 26 della presente Convenzione, le modalità di applicazione del presente articolo. Esse possono, inoltre, stabilire, di comune accordo, procedure diverse per l'applicazione delle limitazioni di imposta previste dalla presente Convenzione.

ARTICOLO 30

(Entrata in vigore).

1 La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Stoccolma appena possibile.

2 La presente Convenzione entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni si applicheranno:

a) in Svezia:

i) ai redditi realizzati a decorrere dal 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica; e

ii) all'imposta sul patrimonio determinata a decorrere dal secondo anno solare successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica;

b) in Italia:

ai redditi realizzati nei periodi d'imposta che iniziano a decorrere dal 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica.

3. La Convenzione del 20 dicembre 1956 tra la Svezia e l'Italia per evitare le doppie imposizioni e per regolare certe altre questioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio, così come modificata dall'Accordo aggiuntivo del 7 dicembre 1965, è abrogata. Le sue disposizioni cesseranno d'avere effetto, relativamente alle imposte alle quali si applica la presente Convenzione, in conformità al paragrafo 2.

ARTICOLO 31.

(Denuncia)

La presente Convenzione rimarrà in vigore indefinitamente, ma ciascuno Stato contraente può notificarne la cessazione all'altro Stato contraente, per iscritto e per via diplomatica, entro il 30 giugno incluso di ogni anno solare, a decorrere dal quinto anno successivo a quello della sua ratifica. In tal caso la Convenzione cesserà d'essere applicabile:

a) in Svezia:

i) ai redditi realizzati a decorrere dal 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello della denuncia; e

ii) all'imposta sul patrimonio determinata a decorrere dal secondo anno solare successivo a quello della denuncia;

b) in Italia:

ai redditi realizzati nei periodi d'imposta che iniziano a decorrere dal 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello della denuncia.

In fede di che i plenipotenziari dei due Stati hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

FATTA a Roma il 6 marzo 1980 in due esemplari in lingua italiana, svedese e francese, quest'ultima prevalendo in caso di contestazione.

Per il Governo della Repubblica Italiana
BUCCI

Per il Governo del Regno di Svezia
LEWENHAUPT

PROTOCOLLO

alla Convenzione tra l'Italia e la Svezia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali

All'atto della firma della Convenzione conclusa in data odierna tra l'Italia e la Svezia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire le evasioni fiscali, i sottoscritti plenipotenziari hanno concordato le seguenti disposizioni supplementari che formano parte integrante della Convenzione.

Resta inteso che

a) per quanto concerne l'articolo 2 se una imposta sul patrimonio dovesse in avvenire essere istituita in Italia, la Convenzione si applicherà a detta imposta;

b) nonostante le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 4, quando, secondo le disposizioni del paragrafo 1 dello stesso articolo, una persona fisica è considerata residente dell'Italia ed anche residente della Svezia in virtù della disposizione detta « regola dei tre anni », prevista dalla legislazione fiscale svedese, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono, di comune accordo, la questione della sua residenza

Le disposizioni del primo comma del presente paragrafo si applicano soltanto ai nazionali svedesi e la loro applicazione è limitata ai primi tre anni a decorrere dal giorno di emigrazione dalla Svezia.

Tali disposizioni si basano sulla normativa del paragrafo 53 della legge svedese sull'imposta comunale sul reddito, che è stata inserita nella legislazione fiscale svedese al fine di evitare le evasioni fiscali;

c) per quanto riguarda l'articolo 7, paragrafo 3, per « spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stabile organizzazione » si intendono le spese connesse con l'attività della stabile organizzazione;

d) le disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo 13 sono state inserite nella Convenzione al fine di evitare le evasioni fiscali. L'applicazione di tali disposizioni presuppone che siano soddisfatte tutte le condizioni contenute nei punti da *a*) a *c*) del paragrafo;

e) ai sensi del paragrafo 3 dell'articolo 15 la sede della direzione effettiva del gruppo di navigazione aerea « Scandinavian Airlines System » (SAS) si considera situata in Svezia;

f) nel caso in cui un'imposta sul patrimonio dovesse in avvenire essere istituita in Italia, l'imposta svedese sul patrimonio prelevata in conformità alle disposizioni della Convenzione, sarà dedotta da detta imposta italiana sul patrimonio alle condizioni previste nel paragrafo 4 dell'articolo 24;

g) le disposizioni del primo comma del paragrafo 2 dell'articolo 25 non comportano in uno Stato contraente l'esenzione dei dividendi o di altri pagamenti versati ad una società residente dell'altro Stato contraente. Le stesse disposizioni, inoltre, non impediscono ad uno Stato contraente di imporre, secondo la legislazione interna di detto Stato, i redditi realizzati da una stabile organizzazione, che faccia parte di una società dell'altro Stato contraente In quest'ultimo caso, tuttavia, l'imposta non può eccedere quella applicabile alle società residenti del primo Stato contraente, in relazione ai loro utili non distribuiti;

h) con riferimento al paragrafo 1 dell'articolo 26, all'espressione « indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale » si attribuisce il significato secondo cui l'attivazione della procedura amichevole non è in alternativa con la procedura contenziosa nazionale che va, in ogni caso, preventivamente instaurata, laddove la controversia concerna un'applicazione non conforme alla Convenzione delle imposte italiane.

FATTO a Roma il 6 marzo 1980 in due esemplari in lingua italiana, svedese e francese, quest'ultima prevalendo in caso di contestazione.

Per il Governo della Repubblica Italiana	Per il Governo del Regno di Svezia
BUCCI	LEWENHAUPT

CONVENTION

entre l'Italie et la Suède en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir les évasions fiscales

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement du Royaume de Suède, désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir les évasions fiscales sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1er

(*Personnes visées*)

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou de chacun des deux Etats.

ARTICLE 2

(*Impôts visés*)

1 La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte de chacun des Etats contractants, de ses subdivisions politiques ou administratives et de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant total des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3 Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont

a) en ce qui concerne l'Italie

1) l'impôt sur le revenu des personnes physiques (imposta sul reddito delle persone fisiche);

2) l'impôt sur le revenu des personnes morales (imposta sul reddito delle persone giuridiche);

3) l'impôt local sur les revenus (imposta locale sui redditi);

même si perçus par des retenues à la source

(ci-dessous dénommés « impôt italien »);

b) en ce qui concerne la Suède

1) l'impôt d'Etat sur le revenu (den statliga inkomstskatten), y compris l'impôt sur les salaires de gens de mer (sjömansskatten) et l'impôt sur les dividendes d'actions (kupongskatten);

2) l'impôt sur les revenus non distribués (ersättningsskatten);

3) l'impôt sur les répartitions (utskiftningsskatten);

4) la taxe sur les artistes et sportifs (bevillningsavgiften för vissa offentliga föreställningar);

5) l'impôt communal sur le revenu (kommunalskatten);

6) l'impôt d'Etat sur la fortune (den statliga förmögenhetsskatten);

(ci-dessous dénommés « impôt suédois »)

4 La Convention s'appliquera aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient entrés en vigueur après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

5 La Convention ne s'applique pas aux impôts (même si perçus par voie de retenue à la source) dûs sur les gains de loteries, sur les primes autres que ceux qui sont attachés à des titres et sur les gains provenant du sort, de jeux d'habileté, de concours à primes, de pronostics et de paris

ARTICLE 3

(*Définitions générales*)

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, suivant le contexte, la Suède ou l'Italie;

b) le terme « Italie » désigne la République Italienne et comprend les zones au dehors de la mer territoriale de l'Italie et notamment le lit et le sous-sol de la mer adjacent au territoire de la péninsule et des îles Italiennes et situés au dehors de la mer territoriale jusqu'à la limite indiquée par les lois italiennes pour permettre l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles de telles zones;

c) le terme « Suède » désigne le Royaume de la Suède et comprend les zones au dehors de la mer territoriale de la Suède sur lesquelles, selon les lois de la Suède et conformément au droit international, la Suede peut exercer des droits d'exploration et d'exploitation sur le lit de la mer ou dans son sous-sol;

d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;

e) le terme « société » désigne toute personne morale, ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;

f) les expressions « entreprises d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;

g) on entend par « trafic international » tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de la direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;

h) le terme « nationaux » désigne

1) toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant;

2) toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant;

i) l'expression « autorité compétente » désigne

1) en Italie le Ministère des Finances;

2) en Suède le Ministre du Budget ou son représentant dûment autorisé

2 Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens qui lui est attribué par la législation dudit Etat régissant les impôts faisant l'objet de la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

ARTICLE 4

(*Domicile fiscal*)

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation dudit Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression n'inclut pas les personnes qui ne sont imposables dans cet Etat que pour le revenu qu'elles tirent des sources situées dans ledit Etat ou pour la fortune qu'elles possèdent dans cet Etat.

2 Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est considérée comme résident de chacun des Etats contractants sa situation est réglée de la manière suivante :

a) cette personne est considérée comme résident de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent Lorsqu'elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des Etats contractant, elle est considérée comme résidént de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou qu'elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des Etats contractants ou qu'elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité;

d) si cette personne possède la nationalité de chacun des Etats contractants ou qu'elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats' contractants tranchent la question d'un commun accord.

3 Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est considérée comme résident de chacun des Etats contractants elle est réputée résident de l'Etat contractant où se trouve son siège de direction effective. Cette disposition est appliquée aux sociétés de personnes, ainsi qu'aux sociétés considérées comme des sociétés de personnes, fondées et organisées au sens de la législation d'un Etat contractant.

ARTICLE 5

(*Etablissement stable*).

1 Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce toute ou partie de son activité.

2 L'expression « établissement stable » comprend notamment

a) un siège de direction;

b) une succursale;

c) un bureau;

d) une usine;

e) un atelier;

f) une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles;

g) un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois

3 On ne considère pas qu'il y a un « établissement stable » si :

a) il est fait usage d'installation aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise, aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé au paragraphe 5 — est considérée comme « établissement stable » dans le premier Etat si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise.

5 On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

6 Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE 6

(Revenus immobiliers)

1. Les revenus provenant de biens immobiliers, y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières, sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2 L'expression « biens immobiliers » est définie conformément au droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression englobe en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, ainsi que les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière. On considère en outre comme « biens immobiliers » l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des redevances variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol. Les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers

3. Les dispositions du paragraphe 1er s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4 Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

ARTICLE 7.

(Bénéfices des entreprises)

1 Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables audit établissement stable.

2 Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable

3 Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un etablissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes énoncés dans le présent article.

5 Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait que cet établissement stable a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont calculés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

(*Navigation maritime et aérienne*)

1 Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de la direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est réputé situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident

3 En ce qui concerne les bénéfices tirés par le groupement de navigation aérienne norvégien, danois et suédois Scandinavian Airlines System (SAS) les dispositions du paragraphe 1 sont applicables, mais uniquement à la quotité des bénéfices qui correspond à la participation du groupement détenue par AB Aerotransport (ABA), le participant suédois du Scandinavian Airlines System (SAS).

4 Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, à une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation

Article 9

(*Entreprises associées*)

Lorsque

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant, et que, dans l'un et l autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient conclues entre les entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été obtenues par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10

(*Dividendes*)

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes peuvent être imposé dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais, si la personne qui perçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 10 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire des dividendes est une société (à l'exclusion des sociétés de personnes) qui dispose directement d'au moins 51 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation

Ce paragraphe ne concerne pas d'impositions de la société pour les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3 Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne des revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales assujettis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société payant les dividendes est résidente, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dividendes sont imposables dans ledit autre Etat contractant selon sa propre législation interne

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

ARTICLE 11.

(*Intérêts*).

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2 Toutefois, ces intérêts peuvent être imposé dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui perçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant des intérêts. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.

3 Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un des Etats contractants sont exonérés d'impôt dans ledit Etat si :

a) le débiteur des intérêts est le Gouvernement dudit Etat contractant ou une de ses collectivités locales; ou

b) les intérêts sont payés au Gouvernement de l'autre Etat contractant ou à une de ses collectivités locales ou à une institution ou organisme (y compris les institutions financières) appartenant entièrement à cet Etat contractant ou à une de ses collectivités locales; ou

c) les intérêts sont payés à d'autres institutions ou organismes (y compris les institutions financières) à raison des financements accordés par eux dans le cadre d'accords conclus entre les Gouvernements des Etats contractants.

4 Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des fonds publics, des obligations d'emprunts, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices, et de créances de toute nature, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce, dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe qui y est située et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas les intérêts sont imposables dans ledit autre Etat contractant selon sa propre législation interne.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique ou administrative, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel l'emprunt générateur des intérêts a été contracté et qui supporte la charge de ces intérêts, lesdits intérêts sont réputés provenir de l'Etat contractant ou l'établissement stable est situé.

7 Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payés, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont versés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12

(*Redevances*)

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat

2. Toutefois, ces redevances peuvent être imposées dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui perçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5% du montant brut des redevances.

Les autorités competentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.

3 Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les enrégistrements pour transmissions radiophoniques et télévisées, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secret, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe qui y est située et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les redevances sont imposables dans ledit autre Etat contractant selon sa propre législation interne.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique ou administrative, une collectivité locale où un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel le contract donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte comme telle la charge de celles-ci, ces redevances sont réputées provenir de l'Etat contractant où est situé l'établissement stable.

6 Si, par suite de relations speciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont versées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13

(Gains en capital)

1. Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2 Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers constitutif d'une base fixe dont dispose un résident d'un Etat contractant dans l'autre Etat contractant pour l'exercise d'une profession libérale, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3 Les gains provenant de l'aliénation des biens mobiliers visés au paragraphe 3 de l'article 23 ne sont imposables que dans l'Etat contractant où les biens en question eux-mêmes sont imposables en vertu dudit article. Ces dispositions s'appliquent aussi aux gains tirés par le groupement de navigation aérienne Scandinavian Airlines System (SAS), mais uniquement à la quotité des gains qui correspond à la participation du groupement détenue par AB Aerotransport (ABA), le participant suédois du Scandinavian Airlines System (SAS).

4 Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont mentionnés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

5. Les dispositions du paragraphe 4 n'agissent pas sur le droit d'un Etat contractant d'imposer, selon sa propre législation, les gains provenant de l'aliénation d'actions d'une société dont les biens sont constitués principalement par des biens immobiliers situés dans cet Etat contractant, si le cédant est une personne physique résident de l'autre Etat contractant qui:

a) est un national du premier Etat contractant;

b) a été un résident de cet Etat contractant pendant quelque partie d'une période de cinq ans immédiatement précédent l'aliénation; et

c) au moment de l'aliénation avait, seule ou avec une personne de la famille, une influence dominante sur la société.

ARTICLE 14.

(Professions indépendantes).

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce

résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercise de ses activités. S'il dispose d'une telle base, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à la dite base fixe.

2. L'expression « profession libérale » comprend en particulier les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE 15

(*Professions dépendantes*).

1 Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21 les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractan reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titres sont imposables dans cet autre Etat.

2 Nonobstant les dispositions du paraghaphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat, pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée; et

b) les rémunérations sont paysée par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre Etat; et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

ARTICLE 16.

(*Tantièmes*)

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

ARTICLE 17.

(*Artistes et sportifs*).

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus que les artistes du spectacle, tels que les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision et les musiciens, ainsi que les sportifs, retirent de leurs activités personnelles en cette qualité, sont imposables dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

2. Lorsque le revenu d'activités exercées personnellement, et en cette qualité, par un artiste du spectacle ou un sportif est attribué à une autre personne que l'artiste ou le sportif lui-même, il peut, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, être imposé dans l'Etat contractant où sont exercées les activités de l'artiste ou du sportif.

ARTICLE 18.

(*Pensions et autres paiements similaires*).

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres paiements similaires versés à un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres paiements similaires versés en exécution de la législation d'assurance sociale d'un Etat contractant ainsi que les montants versés en vertu d'une assurance de retraite conclue dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat. Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux nationaux de l'Etat contractant duquel les paiements sont versés.

ARTICLE 19.

(*Fonctions publiques*).

1. *a*) Les rémunérations, autres que les pensions, versées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat

et si le bénéficiaire de la rémunération est un résident de cet Etat qui:

i) possède la nationalité dudit Etat, ou

ii) n'est pas devenu un résident dudit Etat à seules fins de rendre les services.

2 *a)* Les pensions versées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si le bénéficiaire est un résident de cet Etat et s'il en possède la nationalité.

3 Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations ou pensions versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par l'un des Etats contractants ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales

ARTICLE 20

(*Professeurs*)

Les rémunérations des professeurs et des autres membres du corps enseignant, résident d'un Etat contractant, qui séjournent temporairement dans l'autre Etat contractant pour y enseigner ou s'y livrer à des recherches scientifiques, pendant une période qui est inférieure à un an, dans une université ou dans une autre institution d'enseignement ou de recherche scientifique sans but lucratif, ne sont imposables que dans le premier Etat.

ARTICLE 21

(*Etudiants*)

1 Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était auparavant, un résident d'un Etat contractant et qui séjourne dans l'autre Etat contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation professionnelle, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation professionnelle, ne sont pas imposables dans cet autre Etat à condition que ces sommes proviennent de sources situées en dehors de cet autre Etat.

2 Les étudiants d'une université ou d'un autre établissement d'enseignement ou les stagiaires d'un Etat contractant qui, pendant un séjour temporaire dans l'autre Etat contractant, occupent un emploi dans cet autre Etat pour une période qui ne dépasse pas 100 jours au cours d'une année fiscale en vue d'obtenir une experience pratique relative à leurs études ou formation professionnelle sont imposable dans cet autre Etat uniquement pour la part du revenu de l'emploi qui dépasse 1.500 kronor suédoises par mois solaire ou un montant équivalent en devise italienne. Toutefois, l'exonération accordée selon ce paragraphe ne peut pas excéder un montant total de 4.500 kronor suédoises ou un montant équivalent en devise italienne. Les montants exonérés selon ce paragraphe comprennent les déductions personnelles pour l'année fiscale en question.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application des dispositions du paragraphe 2. Les autorités compétentes peuvent aussi convenir de telles modifications des montants mentionnés dans le même paragraphe qu'elles estiment raisonnables ayant égard aux changements de la valeur monétaire, modifications de la législation d'un Etat contractant ou d'autres circonstances similaires.

ARTICLE 22.

(*Autres revenus*)

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, dont il n'est pas traité dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2 Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire du revenu, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession libérale au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur du revenu s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les éléments du revenu sont imposables dans cet Etat contractant selon sa propre législation interne.

ARTICLE 23.

(*Fortune*).

1. La fortune constituée par des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, est imposable dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable d'une entreprise ou par des biens mobiliers constitutifs d'une base fixe servant à l'exercise d'une profession libérale est imposable dans l'Etat contractant où est situé l'établissement stable ou la base fixe.

3 Les navires et les aéronefs exploités en trafic international ainsi que les biens mobiliers affectés à leur exploitation ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

4 Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

ARTICLE 24

(*Dispositions pour évitér la double imposition*)

1 Il est entendu que la double imposition sera évitée en conformité des paragraphes suivants du présent article.

2 Sans préjudice de l'application du paragraphe 3, lorsqu'un résident de la Suède reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'Italie, la Suède déduit:

a) de l'impôt suédois sur les revenus de ce résident, un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans l'Italie;

b) de l'impôt suédois sur la fortune de ce résident, un montant égal à l'impôt sur la fortune paye dans l'Italie

Toutefois, la somme déduite dans l'un ou l'autre cas ne peut excéder la fraction de l'impôt suédois sur le revenu ou sur la fortune, calculé avant la déduction correspondant, selon le cas, aux revenus ou à la fortune imposables dans l'Italie.

3 Les dividendes attribués par une société qui est un résident de l'Italie à une société qui est un résident de la Suède seront exemptés d'impôt suédois dans la mesure où lesdits dividendes seraient exemptés selon la législation suédoise si les deux sociétés étaient résidentes de la Suède Cette exemption ne s'appliquera que si les bénéfices générateurs des dividendes sont imposables à l'impôt italien sur le revenu en viguer à la date de la signature de la présente Convention ou tout autre impôt sur le revenu y assimilé ou y substitué, ou si une partie substantielle des bénéfices de la société qui attribue les dividendes découle, directement ou indirectement, d'une activité autre que la gestion de titres et toute autre propriété similaire, lorsque lesdites activités sont exercées en Italie par la société qui attribue les dividendes ou par une société dont elle participe au moins en 25 pour cent du capital.

4. Lorsqu'un résident de l'Italie reçoit des éléments de revenu qui sont imposables en Suède, l'Italie, en établissant ses impôts sur le revenu visés à l'article 2 de la présente Convention, peut comprendre dans la base imposable desdits impôts ces éléments de revenu à moins que des dispositions déterminées de la présente Convention ne prévoient pas autrement.

Dans ce cas, l'Italie doit déduire des impôts ainsi établis l'impôt sur les revenus payé en Suède, mais le montant de la déduction ne peut pas dépasser la quote-part d'impôt italien imputable auxdits éléments de revenu dans la proportion où ces éléments participent à la formation du revenu total.

Toutefois, aucune déduction sera accordée dans le cas où l'élément de revenu soit assujetti en Italie à l'imposition par voie de revenu à titre d'impôt sur demande du bénéficiaire de revenu en conformité de la législation italienne.

5 Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant, le premier Etat peut inclure ces revenus ou cette fortune dans la base imposable mais déduit de l'impôt sur le revenu ou sur la fortune un montant égal à la fraction de l'impôt sur le revenu ou sur la fortune correspondant, selon le cas, aux revenus reçus de l'autre Etat contractant ou à la fortune possédée dans cet Etat contractant.

6 Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des gains visés au paragraphe 5 de l'article 13 ou touche des paiements visés au paragraphe 2 de l'article 18 qui sont imposables dans l'autre Etat contractant, cet autre Etat déduit de l'impôt sur le revenu de ce résident un montant égal à l'impôt sur ces gains ou ces paiements payé dans le premier Etat contractant. Toutefois, la somme déduite dans l'un ou l'autre cas ne peut excéder la fraction de l'impôt de l'autre Etat contractant sur les gains ou les paiements, calculé avant la déduction, correspondant selon le cas, aux gains ou aux paiements imposables dans cet autre Etat

7 Lorsque, en vertu de la législation d'un des Etats contractants les impôts auxquels la présente Convention s appliquent ne sont pas entièrement ou partiellement prélevés pour une période limitée de temps, on considère lesdits impôts comme entièrement payés en vue de l'application des paragraphes précédents de cet article

ARTICLE 25

(*Non-discrimination*)

1 Les nationaux d'un Etat contractant, qu'ils soient ou non résidents de l'un des Etats contractants, ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet Etat se trouvant dans la même situation.

En particulier, les nationaux d'un Etat contractant qui sont imposables dans l'autre Etat contractant jouissent des exemptions, abattements à la base, déductions et réductions des impôts ou des taxes accordés en fonctions de leur situation ou de leurs charges de famille.

2 L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.

Cette disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou de charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

3 Sauf en cas d'application des dispositions de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12, les intérêts, redevances et autres frais payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers les résidents de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

4 Les entreprises d'un Etat contractant dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujetties les autres entreprises de même nature de ce premier Etat.

5 Le terme « imposition » désigne dans le présent article les impôts de toute nature ou dénomination

Article 26

(Procedure amiable)

1 Lorsqu'un résident d'un Etat contractant estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par chacun des deux Etats entraînent ou entraîneront pour lui une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, il peut, indépendamment des recours prévus par la législation nationale de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont il est résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 25, à celle de l'Etat contractant dont il possède la nationalité. Le cas devra être soumis dans les trois ans qui suivront la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme à la Convention.

2 Cette autorité compétente s'efforcera, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'apporter une solution satisfaisante, de régler la question par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue de éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord sera appliqué quels que soient les délais prévus par les législations nationales des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éviter la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4 Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des exchanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une Commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

Article 27

(Echange de renseignements)

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangeront les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention et celles des lois internes des Etats contractants relatives aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient n'est pas contraire à la Convention, ainsi qu'à prévenir les evasions fiscales. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant seront tenus secrets, de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne seront communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et les organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la présente Convention, par les poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Les personnes ou autorités sus-mentionnées n'utiliseront ces renseignements qu'à ces fins. Ces personnes ou autorités pourront faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à l'un des Etats contractants la obligation:

a) de prendre des dispositions administratives dérogeant à sa propre législation et à sa pratique administrative ou à celle de l'autre Etat contractant;

b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;

c) de transmettre des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

ARTICLE 28

(Fonctionnaires diplomatiques et consulaires)

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

ARTICLE 29

(Modalités d'application des limitations des impôts retenus à la source).

1. Les impôts prélevés dans un des Etat contractants par voie de retenue à la source seront remboursés sur demande de l'intéressé ou de l'Etat dont il est résident lorsque le droit de percevoir ces impôts soit limité par les dispositions de ladite Convention.

Toutefois l'impôt suédois sur les dividendes d'actions est prélevé, au temps du paiement des dividendes, aux taux limités prévus à l'article 10 de la présente Convention. Lorsque, en raison des circonstances spéciales, l'impôt suédois sur les dividendes a été prélevé au taux prévu par la législation fiscale suédoise, l'impôt excédant est remboursé sur demande de l'intéressé. La procedure et les conditions pour bénéficier des limitations des taux prévus par l'article 10 de la présente Convention seront établis par les autorités suédoises.

2. Les demandes de remboursement, à présenter dans les délais établis par la législation de l'Etat contractant obligé à effectuer ledit remboursement, doivent être accompagnées par une attestation officielle de l'Etat contractant dont le contribuable est un résident dans laquelle doit être certifiée l'existence des conditions demandées pour bénéficier des exonérations ou des réductions prévues dans cette Convention.

3. Les autorités competentes des Etats contractants régleront d'un accord amiable, en conformité des dispositions de l'article 26 de la présente Convention, les modalités du présent article. Ils peuvent aussi, d'un accord amiable, établir d'autres procédures pour l'application des limitations d'impôt prévues par la présente Convention.

ARTICLE 30

(Entrée en vigueur)

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Stockholm.

2 La présente Convention entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables:

a) en Suède

i) à l'égard des revenus réalisés à partir du 1er janvier de l'année civile suivant celle de l'échange des instruments de ratification; et

ii) à l'égard de l'impôt sur la fortune établi à partir de la deuxième année civile suivant celle de l'échange des instruments de ratification.

b) en Italie

à l'égard des revenus réalisés pendant les périodes imposables commençant à partir du 1er janvier de l'année civile suivant celle de l'échange des instruments de ratification.

3 La Convention du 20 décembre 1956 entre la Suède et l'Italie tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, tel que modifié par la Convention supplémentaire du 7 décembre 1965, est abrogée. Ses dispositions cesseront d'avoir effet à l'égard des impôts auxquels la présente Convention s'applique conformément au paragraphe 2.

ARTICLE 31

(Dénonciation)

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur mais chacun des Etats contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile à partir de la cinquième année à dater de celle

de sa ratification, la dénoncer, par écrit et par la voie diplomatique, à l'autre Etat contractant. En cas d'une telle dénonciation la Convention cessera d'être applicable:

a) en Suède:

i) à l'égard des revenus réalisés à partir du 1er janvier de l'année civile suivant celle où l'avis est donné; et

ii) à l'égard de l'impôt sur la fortune établi à partir de la deuxième année civile suivant celle où l'avis est donné.

b) en Italie:

à l'égard des revenus réalisés pendant les périodes imposables commençant à partir du 1er janvier de l'année civile suivant celle où l'avis de la dénonciation est donné.

En fois de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

FAIT à Rome le 6 mars 1980, en deux exemplaires en langue italienne, suèdoise et française, cette dernière prévalente en cas de contestation.

Pour le Gouvernement de la République Italienne	*Pour le Gouvernement du Royaume de Suède*
BUCCI	LEWENHAUPT

PROTOCOLE

à la Convention entre l'Italie et la Suède en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et à prévenir les évasions fiscales.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue ce jour entre la Suède et l'Italie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et à prévenir les évasions fiscales, les soussignés plénipotentiaires sont convenus des dispositions supplémentaires suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

C'est entendu que

a) pour ce qui concerne l'article 2, si un impôt sur la fortune devait dans le futur être introduit en Italie, la Convention s'appliquera à cet impôt;

b) nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 4, lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1 du même article, une personne physique est considérée comme un résident de l'Italie et aussi comme un résident de la Suède en vertu de la disposition dite « règle de trois ans », contenue dans la législation fiscale suèdoise, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question de sa résidence d'un commun accord.

Les dispositions du premier alinéa de ce paragraphe ne s'appliquent qu'aux nationaux suèdois et leur application est limitée aux premiers trois ans à compter du jour d'émigration de la Suède.

Ces dispositions sont basées sur les règles du paragraphe 53 de la loi suédoise sur l'impôt communal sur le revenu qui sont introduites dans la législation fiscale suèdoise en vue d'éviter les évasions fiscales;

c) pour ce qui concerne l'article 7, paragraphe 3, pour « dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable » on entend les dépenses afférentes à l'activité de l'établissement stable;

d) les dispositions du paragraphe 5 de l'article 13 sont introduites dans la Convention en vue d'éviter les évasions fiscales L'application de ces dispositions présupposent que toutes les conditions contenues dans les alinéas *a*) - *c*) du paragraphe sont satisfaites;

e) au sens du paragraphe 3 de l'article 15 le siège de la direction effective du groupement de navigation aérienne Scandinavian Airlines System (SAS) est considéré comme situé en Suède;

f) dans le cas où un impôt sur la fortune devrait être introduit en Italie, l'impôt suédois sur la fortune, prélevé en conformité des dispositions de la Convention, sera porté en déduction dudit impôt italien sur la fortune aux conditions prévues au paragraphe 4 de l'article 24;

g) les dispositions du premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 25 n'impliquent pas dans un Etat contractant une exonération concernant des dividendes ou d'autres paiements, versés à une société qui est un résident de l'autre Etat contractant. Les mêmes dispositions n'empêchent pas non plus un Etat contractant d'imposer, selon la législation interne de cet Etat, les revenus touchés par un établissement stable, qui fait partie d'une société de l'autre Etat contractant. Cependant, dans ce dernier cas l'imposition ne peut pas exceder l'imposition applicable aux sociétés, qui sont des résidents du premier Etat contractant, concernant leurs bénéfices non-distribués;

h) par rapport au paragraphe 1 de l'article 26 l'expression « indépendamment des recours prévus par la législation nationale » signifie que le commencement de la procédure amiable n'est pas alternatif au regard de la procédue contentieuse nationale à laquelle, dans tout cas, on doit avoir recours au préalable, lorsque le conflit se réfère à une application des impôts italiens qui n'est pas conforme à la Convention.

FAIT à Rome le 6 mars 1980 en deux exemplaires en langue italienne, suédoise et française, cette dernière prévalente en cas de contestation.

Pour le Gouvernement de la République Italienne

BUCCI

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède

LEWENHAUPT

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

LEGGE 4 giugno 1982, n. 440.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra Italia e Spagna in materia di sicurezza sociale e accordo amministrativo per l'applicazione della convenzione, firmati a Madrid il 30 ottobre 1979.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra Italia e Spagna in materia di sicurezza sociale e l'accordo amministrativo per l'applicazione della convenzione, firmati a Madrid il 30 ottobre 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione e all'accordo amministrativo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 53 della convenzione e all'articolo 41 dell'accordo amministrativo.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 giugno 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO —
DARIDA — DI GIESI

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENZIONE

fra l'Italia e la Spagna in materia di sicurezza sociale

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA,

E IL RE DI SPAGNA,

animati dal desiderio di migliorare i rapporti tra i due Stati nel campo della sicurezza sociale, hanno convenuto di concludere una nuova convenzione in materia di sicurezza sociale ed hanno a tal fine nominato come loro plenipotenziari:

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA,

l'Onorevole Giorgio Santuz, Sottosegretario di Stato per gli Affari esteri,

IL RE DI SPAGNA,

S.E. Carlos Robles Piquer, Segretario di Stato per gli Affari esteri,

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno concordato le disposizioni che seguono:

TITOLO I

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 1.

1) Ai fini della presente convenzione i termini sottoindicati hanno il seguente significato:

a) « Parti contraenti »: la Repubblica italiana e lo Stato spagnolo;

b) « Legislazione »: le leggi, i regolamenti, le disposizioni statutarie concernenti i regimi ed i settori di sicurezza sociale vigenti in ciascuna Parte contraente elencati nell'articolo 2 della presente convenzione;

c) « Autorità competente » il Ministro, i Ministri o le Autorità superiori dalle quali dipenda la regolamentazione dei regimi di sicurezza sociale;

d) « Istituzione »: l'organismo o l'Autorità incaricata di applicare l'insieme o parte della legislazione vigente in una Parte contraente;

e) « Istituzione competente »: l'Istituzione alla quale l'interessato è iscritto al momento della domanda di prestazioni o l'Istituzione nei cui confronti l'interessato ha diritto a prestazioni o ne avrebbe diritto se egli o i suoi familiari risiedessero sul territorio della parte contraente nella quale tale Istituzione si trova;

f) « Lavoratori »: le persone che possono far valere periodi di assicurazione ai sensi delle legislazioni di cui all'articolo 2 della presente Convenzione;

g) « Residenza »: dimora abituale;

h) « Soggiorno »: dimora temporanea;

i) « Periodi di assicurazione » periodi in cui in base alla legislazione di una Parte contraente sono stati effettivamente versati i contributi o gli stessi si sarebbero dovuti versare oppure si considerano come versati nonché tutti i periodi assimilati nella misura in cui tale legislazione li consideri come periodi di assicurazione;

k) « Prestazioni economiche, pensioni, rendite, sussidi, indennità »: le prestazioni economiche così denominate dalla legislazione applicabile ivi compresi gli elementi a carico di fondi pubblici e tutti i supplementi e gli aumenti previsti da detta legislazione nonché le prestazioni in capitale sostitutive delle pensioni o rendite;

l) « Prestazioni familiari »: tutte le prestazioni in natura od in denaro destinate a compensare i carichi familiari.

2) Qualsiasi altra espressione o termine utilizzato nella presente Convenzione ha il significato che ai termini stessi viene attribuito dalla legislazione che risulti applicabile.

ARTICOLO 2.

1) La presente convenzione si applica

A) nella Repubblica italiane alle legislazioni concernenti:

a) l'assicurazione obbligatoria per l'invalidità, la vecchiaia e i superstiti per i lavoratori dipendenti e le relative gestioni speciali per i lavoratori autonomi;

b) l'assicurazione obbligatoria contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali;

c) l'assicurazione contro le malattie e per la maternità;

d) l'assicurazione contro la tubercolosi;

e) l'assicurazione contro la disoccupazione involontaria;

f) gli assegni familiari;

g) le gestioni ed i regimi speciali di assicurazione per determinate categorie di lavoratori in quanto concernono i rischi e le prestazioni coperti dalle legislazioni indicate alle lettere precedenti;

B) nello Stato spagnolo

1 alla legislazione relativa al regime generale di sicurezza sociale concernente i seguenti eventi e prestazioni:

a) maternità, malattia comune o professionale, incapacità al lavoro temporanea e infortuni, professionali o extraprofessionali;

b) invalidità temporanea o permanente;

c) vecchiaia;

d) morte e superstiti;

e) disoccupazione;

f) protezione della famiglia;

g) servizi sociali e assistenza sociale.

2 alla legislazione relativa agli eventi e prestazioni indicati alla lettera *B*) del precedente numero 1. concernenti i seguenti regimi speciali di sicurezza sociale:

a) settore agricolo;

b) marittimi;

c) minatori del carbone;

d) ferrovieri;

e) addetti ai servizi domestici;

f) lavoratori indipendenti ed autonomi;

g) rappresentanti del commercio;

h) artisti;

i) scrittori di libri;

j) toreri.

2) La presente Convenzione si applicherà, ugualmente, alle legislazioni che completeranno o modificheranno le legislazioni di cui al precedente paragrafo.

3) La presente Convenzione si applicherà altresì, alle legislazioni di una Parte contraente che estendano i regimi esistenti a nuove categorie di lavoratori o che istituiscano nuovi regimi di sicurezza sociale, sempreché, il Governo dell'altra Parte cotraente non notifichi l'opposizione al Governo della prima Parte entro tre mesi dalla data di comunicazione ufficiale di detti provvedimenti.

Articolo 3

La presente Convenzione si applica alle persone che sono o sono state soggette alla legislazione di una o di entrambe le Parti contraenti, nonché ai loro familiari e superstiti.

Articolo 4

Le persone alle quali si applicano le disposizioni della presente Convenzione godono della parità di trattamento per quanto concerne i diritti e gli obblighi derivanti dalle disposizioni delle legislazioni elencate al precedente articolo 2.

Articolo 5.

Salvo quanto diversamente disposto dalla presente Convenzione, le persone che hanno diritto a prestazioni in base alle legislazioni di sicurezza sociale elencate al precedente articolo 2, le ricevono integralmente e senza limitazioni o restrizioni ovunque esse risiedano.

Articolo 6.

1) Ai fini dell'ammissione all'assicurazione volontaria prevista dalla legislazione vigente in una Parte contraente, i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione di tale Parte, si cumulano, in quanto necessario, con i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione dell'altra Parte contraente.

2) La disposizione di cui al paragrafo 1 non autorizza la coesistenza dell'iscrizione all'assicurazione obbligatoria in virtù della legislazione di una Parte contraente ed all'assicurazione volontaria in virtù della legislazione dell'altra Parte contraente, se tale coesistenza non è ammessa dalla legislazione di quest'ultima Parte.

TITOLO II

DISPOSIZIONI RELATIVE ALLA LEGISLAZIONE APPLICABILE

ARTICOLO 7

1) Il lavoratore cui si applica la presente Convenzione è soggetto alla legislazione di una sola Parte contraente. Tale legislazione è determinata in conformità alle disposizioni del presente Titolo.

2) Salvo quanto disposto agli articoli 8, 9 e 10 della presente Convenzione:

a) il lavoratore occupato nel territorio di una Parte contraente è soggetto alla legislazione di tale Parte anche se risiede nel territorio dell'altra Parte contraente o se l'impresa o il datore di lavoro da cui dipende ha la propria sede o il proprio domicilio nel territorio dell'altra Parte contraente;

b) il lavoratore normalmente occupato in qualità di lavoratore subordinato sul territorio di una Parte contraente che eserciti una attività indipendente sul territorio dell'altra Parte contraente resta soggetto alla legislazione della prima Parte;

c) il lavoratore occupato a bordo di una nave che batte bandiera di una Parte contraente è soggetto alla legislazione di tale Parte;

d) gli impiegati pubblici e il personale assimilato sono soggetti alla legislazione della Parte contraente alla quale appartiene l'amministrazione da cui essi dipendono;

e) il lavoratore chiamato o richiamato alle armi da una Parte conserva la qualità di lavoratore ed è soggetto alla legislazione di tale Parte; se il beneficio di tale legislazione è subordinato al compimento di periodi di assicurazione prima della chiamata alle armi o dopo il congedo dal servizio militare, i periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione dell'altra Parte sono computati, nella misura necessaria, come se si trattasse di periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione della prima Parte.

ARTICOLO 8.

La norma di cui al precedente articolo 7, paragrafo 2, lettera *a*), è applicata tenuto conto delle seguenti eccezioni:

a) il lavoratore dipendente da un'impresa avente la propria sede in una delle due Parti contraenti, che sia inviato nel territorio dell'altra Parte per un limitato periodo di tempo, continua ad essere sottoposto alla legislazione della Parte in cui l'impresa ha la propria sede, purché la sua permanenza nell'altra Parte non superi il periodo di ventiquattro mesi. Nel caso in cui tale occupazione si dovesse prolungare per motivi imprevedibili al di là della durata originariamente prevista ed eccedesse i ventiquattro mesi, l'applicazione della legislazione in vigore nella Parte del luogo di lavoro abituale potrà eccezionalmente essere mantenuta col consenso della Autorità competente della Parte ove ha luogo detto lavoro temporaneo.

Le stesse norme sono applicabili anche alle persone che esercitano un'attività autonoma abitualmente nel territorio di una delle due Parti contraenti e che si recano ad esercitare tale attività nel territorio dell'altra Parte per un limitato periodo di tempo;

b) il personale viaggiante delle imprese di trasporto aereo, su strada o per ferrovia resta soggetto esclusivamente alla legislazione della Parte sul cui territorio ha sede l'impresa;

c) i lavoratori dipendenti da imprese di interesse nazionale esercenti servizi di telecomunicazione nonché da imprese esercenti trasporto di passeggeri o merci per ferrovia, su strada, per via aerea o marittima e da ogni altra impresa da stabilirsi successivamente mediante scambio di note, rimangono soggetti alla legislazione in vigore nella Parte in cui dette imprese hanno la sede principale.

Detti lavoratori possono tuttavia optare per l'applicazione della legislazione della Parte in cui sono occupati entro tre mesi dall'inizio dell'occupazione o dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

ARTICOLO 9.

1) Il principio di cui all'articolo 7 paragrafo 2 lettera *a*) si applica anche ai lavoratori occupati nelle Rappresentanze diplomatiche o consolari italiane e spagnole o che sono al servizio personale di capi, membri e impiegati di tali Rappresentanze.

2) I lavoratori di cui al paragrafo 1, che sono cittadini del Paese al quale appartiene la Rappresentanza diplomatica o consolare, possono optare una sola volta, entro il termine previsto dall'accordo amministrativo di cui all'articolo 46 della presente Convenzione, per l'applicazione della legislazione della Parte di cui sono cittadini o di quella della Parte ove sono occupati.

3) I paragrafi 1) e 2) non sono applicabili agli agenti diplomatici e agenti consolari di carriera come pure ai membri del personale amministrativo e tecnico delle Rappresentanze diplomatiche e consolari.

ARTICOLO 10.

Le Autorità competenti delle due Parti contraenti possono prevedere di comune accordo, nell'interesse di alcuni lavoratori o di alcune categorie di lavoratori, eccezioni alle disposizioni degli articoli 7, 8, e 9 della presente Convenzione.

TITOLO III

DISPOSIZIONI PARTICOLARI ALLE VARIE CATEGORIE DI PRESTAZIONI

CAPITOLO I

MALATTIA E MATERNITÀ.

ARTICOLO 11.

Se la legislazione di una Parte contraente subordina l'acquisizione, il mantenimento o il recupero del diritto alle prestazioni al compimento di periodi di assicurazione, l'istituzione competente tiene conto, a tale effetto nella misura necessaria, dei periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione dell'altra Parte contraente come se fossero periodi compiuti sotto la legislazione della prima Parte

ARTICOLO 12.

1) I lavoratori che soddisfano alle condizioni richieste dalla legislazione applicata dall'Istituzione competente per aver diritto alle prestazioni, tenendo conto eventualmente di quanto disposto dall'articolo 11 e

a) il cui stato di salute necessita di prestazioni immediate durante il soggiorno sul territorio dell'altra parte contraente, oppure

b) che sono autorizzati dalla istituzione competente a recarsi sul territorio dell'altra parte contraente per ricevere le cure adatte al loro stato,

beneficiano:

i) delle prestazioni in natura corrisposte, per conto della istituzione competente, da parte della istituzione del luogo di soggiorno secondo quanto dispone la legislazione applicata da quest'ultima istituzione, come se fossero ad essa iscritti, nei limiti della durata eventualmente stabilita dalla legislazione applicata dall'istituzione competente;

ii) delle prestazioni in denaro corrisposte dalla istituzione competente secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, come se si trovassero sul territorio di tale parte.

2) Le disposizioni del paragrafo 1) del presente articolo sono altresì applicabili, per quanto riguarda il beneficio delle prestazioni in natura, ai familiari del lavoratore.

ARTICOLO 13

1) I lavoratori di cui agli articoli da 7 a 10 della presente Convenzione che soddisfano alle condizioni richieste dalla legislazione applicata dalla istituzione competente, tenendo conto eventualmente delle disposizioni dell'articolo 11, beneficiano sul territorio della Parte in cui risiedono o soggiornano:

a) delle prestazioni in natura corrisposte, per conto dell'istituzione competente da parte dell'istituzione del luogo di residenza o di soggiorno secondo le disposizioni della legislazione che essa applica come se fossero ad essa iscritti;

b) delle prestazioni in denaro erogate dall'istituzione competente secondo le disposizioni della legislazione che essa applica come se essi risiedessero sul territorio in cui ha sede l'istituzione competente.

2) Le disposizioni di cui al precedente paragrafo 1), lettere *a)* e *b)* si applicano per analogia ai familiari residenti nella Parte contraente diversa da quella in cui ha sede l'istituzione competente, a condizione che essi non abbiano diritto a dette prestazioni in virtù della legislazione della Parte nel cui territorio risiedono.

ARTICOLO 14

I disoccupati di cui all'articolo 23 della presente Convenzione beneficiano, unitamente ai propri familiari, nella Parte in cui si sono recati, delle prestazioni in natura erogate, per conto dell'istituzione della Parte cui spetta l'onere dell'indennità di disoccupazione, dalla istituzione della Parte in cui si sono recati, secondo la legislazione che quest'ultima istituzione applica come se vi fossero iscritti e per l'intero periodo di godimento di detta indennità.

ARTICOLO 15.

1) Il titolare di una pensione o di una rendita dovuta in virtù della legislazione di entrambe le parti contraenti ha diritto a ricevere le prestazioni in natura per sé e per i propri familiari dalla Istituzione del luogo di residenza e a carico di quest'ultima;

2) Il titolare di una pensione o di una rendita dovuta in virtù della legislazione di una sola Parte contraente nonché i suoi familiari, che risiedono nel territorio dell'altra Parte contraente, hanno diritto a ricevere dall'istituzione di questa Parte le prestazioni in natura secondo la legislazione da esso applicata;

3) Le prestazioni concesse al titolare di una pensione o di una rendita, come pure ai suoi familiari, ai sensi delle disposizioni del paragrafo 2, saranno rimborsate alla istituzione che le ha corrisposte.

4) Le disposizioni di cui all'articolo 12, paragrafo 1 della presente Convenzione si applicano per quanto concerne il beneficio delle prestazioni in natura anche ai titolari di pensioni o di rendita e loro familiari.

ARTICOLO 16

La concessione da parte dell'istituzione del luogo di residenza o di soggiorno, di protesi, grandi apparecchi e di altre prestazioni in natura di grande importanza, il cui elenco sarà stabilito nello accordo amministrativo previsto dall'articolo 46 della presente Convenzione, è subordinata, salvo casi di urgenza, all'autorizzazione dell'istituzione competente. Tale autorizzazione non è tuttavia necessaria qualora il costo annuo delle prestazioni sia disciplinato in base a *forfait*.

ARTICOLO 17.

Le prestazioni in natura corrisposte dalla istituzione di una Parte contraente per conto della istituzione dell'altra Parte in virtù delle disposizioni della presente Convenzione danno luogo a rimborsi che saranno effettuati secondo le modalità e nella misura stabilite nell'accordo amministrativo di cui all'articolo 46.

CAPITOLO II.

INVALIDITÀ, VECCHIAIA E SUPERSTITI.

ARTICOLO 18.

1) *a*) Ai fini dell'acquisto, del mantenimento o del recupero del diritto alle prestazioni, quando un lavoratore è stato sottoposto successivamente o alternativamente alla legislazione di entrambe le parti contraenti, i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione di ciascuna delle due parti contraenti sono totalizzati, in quanto non si sovrappongono.

b) Se la legislazione di una Parte contraente subordina la concessione di alcune prestazioni alla condizione che i periodi di assicurazione siano stati compiuti in una professione soggetta ad un regime speciale, sono totalizzati, in quanto non si sovrappongono, o, per l'ammissione al beneficio di tali prestazioni, soltanto i periodi compiuti sotto un regime corrispondente o, in mancanza, nella stessa professione anche se nell'altra Parte non esiste un regime speciale di assicurazione per detta professione. Se, nonostante la totalizzazione di tali periodi, l'assicurato non soddisfa alle condizioni che gli consentono di beneficiare di dette prestazioni, i periodi in questione sono allora totalizzati per l'ammissione al beneficio delle prestazioni del regime generale.

c) Qualora un lavoratore non raggiunga il diritto alle prestazioni in base a quanto disposto alla precedente lettera *a*) sono presi in considerazione anche i periodi di assicurazione compiuti in Stati terzi legati ad ambedue le Parti contraenti da distinte convenzioni di sicurezza sociale che prevedano la totalizzazione dei periodi di assicurazione.

2) Qualora un lavoratore soddisfi le condizioni stabilite dalla legislazione di una delle parti contraenti per il conseguimento del diritto alle prestazioni senza che sia necessario ricorrere alla totalizzazione dei periodi di assicurazione di cui al precedente paragrafo 1 lettera *a*), l'istituzione competente di tale parte è tenuta a concedere l'importo della prestazione calcolata unicamente sulla base dei periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione che essa applica. Tale disposizione si applica anche nel caso in cui l'assicurato abbia diritto, da parte dell'altra parte contraente, ad una prestazione calcolata ai sensi del successivo paragrafo 3.

3) Qualora un lavoratore non possa far valere il diritto alle prestazioni a carico di una parte contraente sulla base dei soli periodi di assicurazione compiuti in tale parte, l'istituzione competente di detta parte accerta l'esistenza del diritto alle prestazioni totalizzando i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione di ciascuna delle parti contraenti e ne determina l'importo secondo le seguenti regole:

a) determina l'importo teorico della prestazione cui l'interessato avrebbe diritto se tutti i periodi di assicurazione totalizzati fossero stati compiuti sotto la legislazione che essa applica;

b) stabilisce, quindi, l'importo effettivo della prestazione spettante all'interessato riducendo l'importo teorico di cui alla lettera *a*) in base al rapporto tra i periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione che essa applica ed il totale dei periodi di assicurazione compiuti in entrambe le parti.

4) *a*) l'Istituzione competente italiana determina la prestazione a proprio carico, ai sensi del precedente paragrafo 3, prendendo in considerazione i salari o i contributi relativi ai periodi di assicurazione compiuti in base alla legislazione spagnola o a quella degli Stati terzi di cui al precedente paragrafo 1, lettera *c*), sulla base della media dei salari o dei contributi accertati per i periodi di assicurazione compiuti dal lavoratore interessato ai sensi della legislazione italiana.

b) Quando tutto o parte del periodo di contribuzione scelto dal richiedente per la determinazione della sua base di calcolo sia stato compiuto in Italia o in un terzo Stato ove si applichi il paragrafo 1 lettera *c*) del presente articolo, l'istituzione competente spa-

gnola determinerà detta base di calcolo sulle basi minime di con tribuzione vigenti in Spagna, durante tale periodo o frazione di esso per i lavoratori della stessa professione esercitata dall'interessato in Spagna o sulle basi che nel caso avrebbe scelto il lavoratore per contribuire.

In nessun caso la base di calcolo della prestazione potrà essere inferiore alla media del salario minimo interprofessionale in vigore nel periodo scelto

5) *a)* Nonostante quanto disposto dal paragrafo 1 lettera *a)*, se la durata totale dei periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione di una parte contraente non raggiunge un anno e se, tenuto conto di questi soli periodi, nessun diritto alle prestazioni è acquisito in virtù di tale legislazione, l'istituzione di questa parte non è tenuta ad erogare prestazioni per tali periodi

b) La disposizione del precedente paragrafo 5 *a)* non è tuttavia applicabile qualora per effetto della totalizzazione di periodi assicurativi inferiori ad un anno possa essere acquisito un diritto a prestazioni per superstiti in base alla legislazione spagnola oppure a pensione privilegiata di invalidità e per superstiti in base alla legislazione italiana

L'istituzione competente dell'altra parte contraente tiene invece conto di tali periodi sia ai fini dell'acquisizione del diritto alle prestazioni sia ai fini dell'acqusizione del diritto alle prestazioni sia ai fini del calcolo delle stesse.

6) Qualora debba essere applicato il paragrafo 1) lettera *c)* del presente articolo, sia l'importo teorico che il rapporto tra i periodi assicurativi di cui al paragrafo 3 lettere *a)* e *b)* del presente articolo vengono determinati tenendo conto anche dei periodi compiuti in Stati terzi.

La presente disposizione non potrà comportare che per uno stesso periodo di assicurazione una delle due parti contraenti sia tenuta ad erogare più di una prestazione della stessa natura, autonoma o in pro-rata.

Articolo 19

Qualora un lavoratore, tenuto conto della totalizzazione dei periodi di assicurazione di cui al paragrafo 1 del precedente articolo 18, non possa far valere nello stesso momento le condizioni richieste dalla legislazione delle due parti contraenti, il suo diritto a pensione è determinato nei riguardi di ogni legislazione a mano a mano che egli possa far valere tali condizioni

Articolo 20

Qualora la somma delle prestazioni pensionistiche dovute dalle istituzioni competenti delle parti contraenti ai sensi del precedente articolo 18 non raggiunga il trattamento minimo fissato dalla legislazione della parte contraente in cui il beneficiario risiede, l'istituzione competente di detta parte integra la suddetta somma fino al raggiungimento di tale trattamento minimo.

Articolo 21

Le variazioni dell'importo delle prestazioni intervenute in una parte contraente in relazione all'aumento del costo della vita, alle variazioni del livello delle retribuzioni o ad altre cause di adeguamento comportano che l'altra parte ricalcoli l'integrazione attribuita ai sensi dell'articolo 20 della presente Convenzione.

Capitolo III

Disoccupazione

Articolo 22

1) Se la legislazione di una parte contraente subordina l'acquisizione, il mantenimento o il recupero del diritto alle prestazioni al compimento di periodi di assicurazione, l'istituzione che applica detta legislazione tiene conto a tale effetto, nella misura necessaria, dei periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione dell'altra parte contraente.

2) L'applicazione delle disposizioni contenute nel paragrafo precedente è subordinata alla condizione che l'interessato sia stato soggetto da ultimo alla legislazione in virtù della quale le prestazioni sono richieste.

Articolo 23

Il lavoratore che soddisfa alle condizioni previste dalla legislazione di una parte contraente per il diritto alle prestazioni di disoccupazione, comprese quelle per i familiari a carico, e che si reca nell'altra parte contraente, conserva il diritto a tali prestazioni alle condizioni fissate nell'accordo amministrativo di cui al successivo articolo 46

Le prestazioni che vengono erogate dall'istituzione della parte contraente in cui il disoccupato si è recato saranno rimborsate dall'istituzione dell'altra parte secondo le modalità fissate nell'accordo amministrativo.

CAPITOLO IV

PRESTAZIONI FAMILIARI

ARTICOLO 24

Qualora la legislazione di una delle due parti contraenti subordini l'acquisizione del diritto alle prestazioni familiari al compimento di periodi di assicurazione o equivalenti, si tiene conto, ove necessario, dei periodi di assicurazione o equivalenti compiuti nell'altra parte.

ARTICOLO 25

Un lavoratore soggetto alla legislazione di una delle due parti contraenti, ha diritto per i familiari che soggiornano o risiedono sul territorio dell'altra parte alle prestazioni familiari previste dalla legislazione della prima come se risiedessero sul territorio di quest'ultima parte.

ARTICOLO 26

Un disoccupato che beneficia delle prestazioni di disoccupazione in virtù della legislazione di una parte contraente ha diritto, per i familiari che soggiornano o risiedono sul territorio dell'altra parte, alle prestazioni familiari previste dalla legislazione della parte che corrisponde le prestazioni di disoccupazione come se risiedessero sul territorio di quest'ultima.

ARTICOLO 27.

1) Un titolare di pensione o rendita dovuta in virtù della legislazione di una sola parte contraente ha diritto, per i familiari che soggiornano o risiedano sul territorio dell'altra parte contraente, alle prestazioni familiari previste dalla legislazione della parte debitrice della pensione o della rendita come se risiedessero sul territorio di quest'ultima. L'onere delle prestazioni è a carico della parte debitrice della pensione o rendita.

2) Un titolare di pensioni o rendite dovute in virtù della legislazione di entrambe le parti contraenti ha diritto alle prestazioni familiari previste dalla legislazione della parte contraente in cui detto titolare risiede, anche se i familiari risiedono o soggiornano sul territorio dell'altra parte contraente.

L'onere delle prestazioni è a carico della parte in cui risiede il titolare della pensione o rendita.

ARTICOLO 28

Il diritto alle prestazioni familiari spettanti ai sensi dei precedenti articoli 25, 26, 27 è sospeso se, per l'esercizio di un'attività professionale, dette prestazioni sono dovute anche in virtù della legislazione della parte contraente sul cui territorio risiedono o soggiornano i familiari.

CAPITOLO V

INFORTUNI SUL LAVORO E MALATTIE PROFESSIONALI

ARTICOLO 29.

1) I lavoratori vittime di un infortunio sul lavoro o di una malattia professionale:

a) che soggiornano o risiedono sul territorio della parte contraente diverso da quello in cui ha sede l'Istituzione competente, o

b) che dopo essere stati ammessi al beneficio delle prestazioni a carico dell'istituzione competente, sono autorizzati da questa Istituzione a ritornare sul territorio dell'altra parte contraente nella quale risiedono oppure a trasferire la loro residenza sul territorio dell'altra parte, oppure

c) che sono autorizzati dall'Istituzione competente a recarsi sul territorio dell'altra parte contraente per ricevervi delle cure appropriate al loro stato,

beneficiano:

i) delle prestazioni in natura relative all'infortunio o malattia professionale corrisposte per conto della Istituzione competente, da parte dell'Istituzione del luogo di soggiorno o di residenza, secondo le disposizioni della legislazione che quest'ultima Istituzione applica, come se fossero soggetti alla medesima, nel limite della durata stabilita eventualmente dalla legislazione applicata dalla Istituzione competente;

ii) delle prestazioni in denaro corrisposte dalla Istituzione competente secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, come se si trovassero sul territorio in cui ha sede detta Istituzione

2) L'autorizzazione di cui al paragrafo 1, lettera *b*), non può essere rifiutata se non quando è accertato che lo spostamento dell'interessato è tale da compromettere le sue condizioni di salute o l'applicazione delle cure mediche.

L'autorizzazione di cui al paragrafo 1, lettera *c*), non può essere rifiutata quando le cure di cui trattasi non possono essere prestate all'interessato nel territorio della parte contraente in cui risiede.

Articolo 30

L'infortunio subìto da un lavoratore in una parte contraente, mentre egli si reca ad assumere lavoro, con regolare contratto nell'altra parte, è assimilato ad infortunio sul lavoro sopravvenuto in quest'ultima parte. Lo stesso vale per l'infortunio subìto dal lavoratore quando questi ritorna nella parte ove risiede o soggiorna subito dopo la fine del contratto di lavoro per effetto del quale si è trasferito nell'altra parte.

Articolo 31

La concessione da parte dell'Istituzione del luogo di soggiorno o di residenza delle protesi o delle altre prestazioni in natura di grande importanza previste nell'accordo amministrativo di cui all'articolo 46 della presente Convenzione, è subordinata, salvo casi di urgenza assoluta, all'autorizzazione dell'Istituzione competente.

Articolo 32.

L'Istituzione competente è tenuta a rimborsare l'importo delle prestazioni in natura corrisposte per suo conto in virtù degli articoli 29 e 31.

Le modalità per il rimborso sono stabilite nell'accordo amministrativo, previsto all'articolo 46.

Articolo 33

Qualora l'assicurato abbia contratto una malattia professionale dopo essere stato adibito esclusivamente sul territorio di una parte contraente ad una attività suscettibile di provocare la malattia secondo quanto previsto dalla legislazione di detta parte, si applica nei suoi confronti la legislazione di tale parte, anche se la malattia si sia manifestata nell'altra.

Lo stesso princìpio si applica in caso di aggravamento della malattia, sempre che l'assicurato non sia stato nel frattempo ulteriormente esposto al rischio specifico nel territorio dell'altra parte.

Articolo 34.

1) Qualora un assicurato abbia contratto una malattia professionale dopo essere stato adibito nel territorio di entrambe le parti contraenti ad attività suscettibili di provocare la malattia secondo quanto previsto dalle legislazioni delle parti stesse, si applica nei suoi confronti la legislazione di quella parte nel cui territorio l'assicurato ha, da ultimo, svolta tale attività rischiosa.

2) Nel caso di pneumoconiosi sclerogena gli oneri delle prestazioni in denaro derivanti dall'applicazione del presente articolo sono ripartiti fra le Istituzioni competenti delle parti contraenti proporzionalmente alla durata dei periodi di assicurazione vecchiaia compiuti sotto la legislazione di ciascuna delle due parti.

Articolo 35

Qualora si accerti che l'assicurato abbia subìto un aggravamento della malattia professionale, indennizzata ai sensi dell'articolo 34, si applicano nei suoi confronti le seguenti disposizioni:

se l'assicurato non ha esercitato ulteriormente lavorazioni suscettibili di aggravare la malattia oppure le ha esercitate nel territorio della parte in base alla cui legislazione è stato indennizzato, anche per la maggiorazione di indennizzo si applica detta legislazione;

se l'assicurato ha esercitato sul territorio dell'altra parte lavorazioni suscettibili di aggravare la malattia egli avrà diritto ad essere indennizzato secondo la legislazione di questa parte con un supplemento il cui ammontare è pari alla differenza tra l'importo delle prestazioni dovute dopo l'aggravamento e quello delle prestazioni che sarebbero state dovute prima dell'aggravamento se la malattia si fosse verificata in questa parte.

Articolo 36.

In caso di aggravamento di una pneumoconiosi sclerogena che ha dato luogo alla ripartizione prevista dall'articolo 34, paragrafo 2, sono applicabili le seguenti disposizioni:

a) l'istituzione competente che ha concesso le prestazioni ai sensi dell'articolo 34 è tenuta ad erogare le prestazioni tenendo conto dell'aggravamento secondo la legislazione che essa applica;

b) l'onere delle prestazioni in danaro rimane ripartito tra le istituzioni che partecipano all'onere delle prestazioni precedenti nella stessa proporzione stabilita ai sensi dell'articolo 34, paragrafo 2 Tuttavia se la vittima ha svolto ulteriormente un'attività che può aggravare la malattia professionale considerata, sotto la legislazione di una delle parti contraenti in cui essa aveva già svolto un'attività della stessa natura, l'istituzione di questa parte sostiene l'intero onere delle prestazioni in denaro corrisposte per l'aggravamento.

Articolo 37.

Nel caso in cui si verifichi in una delle due parti contraenti un infortunio sul lavoro o una malattia professionale a carico di un assicurato portatore di postumi per un precedente infortunio sul lavoro o per una precedente malattia professionale verificata nel-

l'altra parte, l'Istituzione competente per il nuovo evento terrà conto della precedente lesione come se si fosse verificata sotto la propria legislazione ai fini della valutazione del grado di inabilità al lavoro

Articolo 38

Le spese per accertamenti sanitari nonché quelle ad essi connesse sostenute in relazione alla concessione di prestazioni per infortuni sul lavoro e malattie professionali sono rimborsate dall'Istituzione richiedente alla Istituzione che ha eseguito gli accertamenti sulla base dell'importo effettivo, quale risulta dalla contabilità di quest'ultima Istituzione.

Articolo 39

Ogni infortunio sul lavoro di cui sia rimasto vittima un cittadino di una delle due parti occupato nel territorio dell'altra parte, e che abbia causato o che potrebbe causare sia la morte, sia una incapacità permanente, totale o parziale, deve essere notificato, senza indugio, dall'Istituto competente alla Rappresentanza diplomatica o consolare della parte di cui l'infortunato sia cittadino

TITOLO IV

DISPOSIZIONI DIVERSE, TRANSITORIE E FINALI

Articolo 40.

Le Autorità e le Istituzioni competenti delle due parti contraenti si prestano reciproca assistenza e collaborazione per l'applicazione della presente Convenzione come se applicassero le rispettive legislazioni; tale assistenza è gratuita. Esse possono anche avvalersi, quando siano necessari mezzi istruttori nell'altra parte, del tramite delle autorità diplomatiche e consolari di tale parte.

Articolo 41.

Le Autorità diplomatiche e consolari di ciascuna parte contraente possono rivolgersi direttamente alle autorità od istituzioni competenti dell'altra parte per ottenere informazioni utili alla tutela degli aventi diritto, cittadini della propria parte, e possono rappresentarli senza speciale mandato.

Articolo 42

1) Le esenzioni da imposte, tasse e diritti previste dalla legislazione di una delle due parti, valgono anche per l'applicazione della presente Convenzione, indipendentemente dalla cittadinanza degli interessati.

2) Tutti gli atti, documenti ed altre scritture, che devono essere prodotti per l'applicazione della presente Convenzione, sono esenti dall'obbligo del visto e della legalizzazione

3) L'attestazione relativa all'autenticità di un certificato o di un documento, oppure di una copia, da parte delle Autorità o delle Istituzioni competenti di una parte sarà ritenuta valida dalle Autorità o dalle Istituzioni competenti dell'altra parte.

Articolo 43

Le Autorità e le Istituzioni competenti delle due parti contraenti possono corrispondere direttamente tra loro e con ogni altra persona dovunque questa risieda, tutte le volte che tale corrispondenza sia necessaria per l'applicazione della presente Convenzione.

Esse possono redigere la corrispondenza nella rispettiva lingua ufficiale.

Articolo 44

Le istanze che gli interessati indirizzano alle autorità o alle Istituzioni competenti dell'una o dell'altra parte contraente per l'applicazione della presente Convenzione non possono essere respinte per il fatto di essere redatte nella lingua ufficiale dell'altra parte.

Articolo 45.

1) Le istanze e gli altri documenti presentati alle autorità competenti o alle Istituzioni di una parte contraente hanno lo stesso effetto come se fossero presentate alle corrispondenti Autorità od Istituzioni dell'altra parte.

2) La domanda di prestazione presentata all'Istituzione di una parte contraente vale come domanda di prestazione presentata all'Istituzione dell'altra parte purché l'interessato chieda espressamente di conseguire le prestazioni cui ha diritto anche in base alla legislazione dell'altra parte.

3) I ricorsi che debbono essere presentati entro un termine prescritto, ad una autorità o ad un'istituzione competente di una delle due parti, sono considerati come presentati entro tale termine se essi sono stati presentati entro lo stesso termine ad una delle corrispondenti autorità od istituzioni dell'altra parte. In tal caso

l'Autorità o l'Istituzione cui i ricorsi sono stati presentati li trasmette senza indugio all'Autorità o all'Istituzione competente dell'altra parte, accusandone ricevuta all'interessato.

ARTICOLO 46

Le Autorità competenti delle due parti contraenti stabiliranno in un accordo amministrativo le disposizioni necessarie per l'applicazione della presente Convenzione.

ARTICOLO 47.

Le Autorità competenti delle due parti si comunicano tutte le disposizioni che modifichino o completino le legislazioni indicate all'articolo 2, nonché le disposizioni prese unilateralmente per l'applicazione della presente Convenzione

ARTICOLO 48

1) L'Istituzione competente di una parte contraente è tenuta, su richiesta dell'Istituzione dell'altra parte, ad effettuare gli esami medico-legali concernenti i beneficiari che si trovano sul proprio territorio.

2) Le spese per gli accertamenti sanitari nonché quelle ad essi connesse, sostenute in relazione alla concessione di prestazioni richieste dagli assicurati nei confronti di entrambe le parti contraenti, rimangono a carico della parte che ha effettuato i predetti accertamenti.

3) Le spese per gli accertamenti sanitari, nonché quelle ad essi connesse, sostenute dalla Istituzione di una parte contraente su richiesta dell'Istituzione dell'altra parte, sono a carico dell'Istituzione della parte che ha richiesto gli accertamenti.

Il rimborso sarà effettuato in conformità alle disposizioni previste nell'accordo amministrativo di cui all'articolo 46 della presente Convenzione

ARTICOLO 48-*bis*

1) Le persone indicate nell'articolo 3 della presente Convenzione non possono beneficiare durante lo stesso periodo di tempo di più prestazioni della stessa natura riferentisi ad uno stesso periodo di assicurazione obbligatoria. Ove tale ipotesi si verifichi, l'interessato ha diritto a beneficiare esclusivamente delle prestazioni previste dalla legislazione della parte in cui risiede. Tuttavia tale disposizione non si applica alle prestazioni per invalidità, vecchiaia, morte o per malattia professionale liquidate ai sensi della presente Convenzione.

2) Le disposizioni in materia di riduzione, sospensione o soppressione previste dalla legislazione di una parte contraente in caso di cumulo di una prestazione di sicurezza sociale con altra prestazione di sicurezza sociale o con altri redditi sono opponibili al beneficiario anche se si tratta di prestazioni acquisite in base alla legislazione dell'altra parte contraente o di redditi ottenuti nel territorio di quest'ultima parte.

3) Ai fini dell'attuazione del presente articolo, le Istituzioni competenti delle parti contraenti sono tenute a scambiarsi le necessarie informazioni.

ARTICOLO 49

1) Qualora l'Istituzione di una parte contraente abbia erogato una pensione per un importo eccedente quello cui il beneficiario avrebbe avuto diritto, detta Istituzione può chiedere all'Istituzione dell'altra parte di trattenere l'importo pagato in eccedenza sugli arretrati dei ratei di pensione da essa eventualmente dovuti al beneficiario. L'importo così trattenuto viene trasferito all'Istituzione creditrice. Nella misura in cui l'importo pagato in eccedenza non può essere trattenuto sugli arretrati dei ratei di pensione, si applicano le disposizioni del paragrafo seguente.

2) Qualora l'Istituzione di una parte contraente abbia erogato una prestazione eccedente quella cui il beneficiario avrebbe avuto diritto, detta Istituzione può, alle condizioni e nei limiti previsti dalla legislazione che essa applica, chiedere all'Istituzione dell'altra parte contraente di trattenere l'importo pagato in eccedenza sulle somme che eroga a detto beneficiario. Quest'ultima Istituzione effettua la trattenuta alle condizioni e nei limiti previsti dalla legislazione che essa applica, e trasferisce l'importo trattenuto all'Istituzione creditrice.

ARTICOLO 50

1) L'Istituzione competente potrà corrispondere all'interessato un anticipo nel corso dell'istruttoria della domanda.

2) La concessione dell'anticipo è subordinata alla sussistenza del diritto a pensione, che dovrà essere provato con documenti attestanti l'attività svolta nel territorio dell'altra parte.

3) Nel caso in cui l'Istituzione competente di una parte contraente avesse concesso anticipi ad un beneficiario, detta Istituzione competente o, a sua richiesta, l'Istituzione competente dell'altra parte, potrà detrarre detto anticipo dagli importi che dovranno essere corrisposti al suddetto beneficiario.

Articolo 51

1) L'Istituzione di una parte contraente debitrice di prestazioni da corrispondere nell'altra parte in virtù della presente Convenzione, si libera validamente di tali obbligazioni nella propria valuta.

2) Nel caso che nell'una e nell'altra parte vengano introdotte misure restrittive in materia valutaria, entrambi i Governi adotteranno immediatamente i provvedimenti necessari per assicurare, in conformità con le disposizioni della presente Convenzione, il trasferimento di somme dovute dall'una o dall'altra parte.

Articolo 52

1) La presente Convenzione non dà diritto a prestazioni per periodi anteriori alla sua entrata in vigore. Per i diritti maturati anteriormente si applicano le disposizioni della Convenzione tra l'Italia e la Spagna del 20 luglio 1967

2) La presente Convenzione si applica altresì alle domande in corso di definizione alla data della sua entrata in vigore per le prestazioni dovute a partire da tale data, qualora ne derivi per l'interessato un trattamento più favorevole

3) Un diritto a prestazioni è acquisito in virtù della presente Convenzione anche se si riferisce ad un evento verificatosi prima della sua entrata in vigore.

4) Saranno presi in considerazione ai fini della presente Convenzione, i periodi di assicurazione compiuti prima della sua entrata in vigore

5) Qualora le domande di prestazione presentate prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione abbiano dato luogo, per insufficienza dei periodi di assicurazione all'erogazione di una somma forfettaria, il beneficiario può chiedere una revisione del trattamento corrispostogli se con l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione soddisfa alle condizioni richieste per ottenere una pensione.

Articolo 53

1) La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati appena possibile.

2) La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo a quello in cui gli strumenti di ratifica saranno scambiati e sostituirà a tutti gli effetti la Convenzione fra l'Italia e la Spagna concernente la sicurezza sociale firmata a Madrid il 20 luglio 1967.

3) La presente Convenzione avrà la durata di un anno a partire dalla data della sua entrata in vigore e sarà rinnovata tacitamente di anno in anno, salvo denuncia da notificare almeno sei mesi prima della scadenza.

4) In caso di denuncia, le disposizioni della presente Convenzione rimarranno applicabili ai diritti acquisiti, nonostante le disposizioni restrittive che le legislazioni delle due parti contraenti potranno prevedere in caso di cittadinanza straniera o di residenza o soggiorno all'estero degli interessati.

5) I diritti in corso di acquisizione afferenti i periodi di assicurazione compiuti anteriormente alla data nella quale la presente Convenzione cesserà di essere in vigore, saranno mantenuti in conformità ad accordi complementari da stipularsi.

In fede di che i sottoscritti hanno munito la presente Convenzione delle loro firme

Fatto a Madrid, il 30 ottobre 1979, in duplice originale in lingua italiana e spagnola, entrambi i testi facenti ugualmente fede.

Per la Repubblica Italiana

Giorgio Santuz

Per lo Stato Spagnolo

Carlos Robles Piquer

ACCORDO

amministrativo per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale tra la Repubblica italiana e lo Stato spagnolo

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

e IL RE DI SPAGNA

in applicazione di quanto disposto dall'articolo 46 della Convenzione firmata in data odierna tra la Repubblica Italiana e lo Stato spagnolo in materia di sicurezza sociale, che successivamente verrà denominata con il termine di « Convenzione » hanno convenuto di concludere un accordo amministrativo per la sua applicazione e, a tal fine, hanno nominato i loro plenipotenziari:

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

l'Onorevole Giorgio Santuz, Sottosegretario di Stato per gli affari esteri

IL RE DI SPAGNA

S E Carlos Robles Piquer, Segretario di Stato per gli affari esteri

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno concordato le disposizioni che seguono:

TITOLO I

DISPOSIZIONI GENERALI

TITOLO I

Ai fini dell'applicazione del presente accordo amministrativo

1) il termine « Convenzione » designa la Convenzione tra la Repubblica italiana e lo Stato spagnolo;

2) il termine « Accordo » designa il presente accordo amministrativo;

3) il termine « Organismo di collegamento », designa l'Organismo incaricato di individuare le istituzioni competenti, facilitarne i rapporti, provvedere allo scambio delle informazioni fra le stesse, nonché fornire agli interessati ogni notizia utile circa i diritti ed obblighi derivanti dalla Convenzione I rispettivi Organismi di collegamento saranno designati dalle autorità competenti delle parti contraenti;

4) i termini definiti dall'articolo 1 della Convenzione hanno il medesimo significato che viene loro attribuito nel predetto articolo

ARTICOLO 2.

Le istituzioni competenti all'applicazione del presente Accordo sono:

a) nella Repubblica italiana, oltre agli organismi di sicurezza sociale competenti per particolari categorie di lavoratori

1) l'Istituto nazionale per la previdenza sociale (INPS); per quanto riguarda l'assicurazione obbligatoria per l'invalidità, la vecchiaia ed i superstiti per i lavoratori dipendenti e le relative gestioni speciali per i lavoratori autonomi, l'assicurazione contro la tubercolosi, l'assicurazione contro la disoccupazione involontaria e le prestazioni familiari;

2) l'Istituto nazionale per l'assicurazone contro le malattie (INAM), per quanto riguarda l'assicurazione contro le malattie e per la maternità;

3) l'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro (INAIL), per quanto riguarda l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali.

b) nello Stato spagnolo

1) per le situazioni derivanti da infortuni sul lavoro e malattie professionali, invalidità permanente, morte e sopravvivenza, nonché vecchiaia, le singole Mutualidades Laborales;

2) per l'assistenza sanitaria e le prestazioni economiche per incapacità lavorativa temporanea e invalidità temporanea derivante da malattia comune o infortunio non professionale, per le prestazioni familiari e di disoccupazione, nonché per le singole situazioni ed eventi protetti dai regimi speciali relativi ai lavoratori dell'agricoltura e dei servizi domestici; l'Instituto nacional de previsiòn (INPS);

3) per la protezione dei lavoratori marittimi, l'Instituto social de la marina

Articolo 3.

Ai fini dell'ammissione all'assicurazione volontaria secondo l'articolo 6 paragrafo I della Convenzione, l'interessato è tenuto a presentare all'istituzione competente della parte ove intende effettuare i versamenti un certificato attestante i periodi di assicurazione obbligatoria o assimilati compiuti in base alla legislazione dell'altra parte contraente. Tale certificato sarà rilasciato, a richiesta dell'interessato, dall'istituzione competente della parte che applica la legislazione in base alla quale l'interessato ha compiuto tali periodi.

Qualora l'interessato non presenti tale certificato, questo ultimo sarà richiesto dall'istituzione competente all'istituzione competente dell'altra parte.

Articolo 4.

Qualora la legislazione di una delle due parti contraenti preveda che l'importo delle prestazioni in denaro vari con il numero dei familiari a carico, vengono presi in considerazione, alle condizioni e nei limiti previsti dalla predetta legislazione, anche i familiari residenti sul territorio dell'altra parte contraente.

TITOLO II

DISPOSIZIONI RELATIVE ALLA LEGISLAZIONE APPLICABILE

Articolo 5.

1) Per i lavoratori distaccati nel territorio dell'altra parte conformemente all'articolo 8 lettera *a)* della Convenzione deve essere redatto un attestato da cui risulti fino a quale data il lavoratore rimane soggetto alla legislazione della parte contraente nella quale ha sede l'impresa o viene abitualmente svolta un'attività autonoma.

2) L'attestato di cui al paragrafo 1 viene rilasciato, a richiesta del datore di lavoro o del lavoratore, in Italia dalla sede provinciale competente dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, in Spagna dalla delegazione competente dell'Instituto nacional de prevision.

3) Nei casi previsti all'articolo 8, lettera *a)*, seconda frase della Convenzione, il datore di lavoro ovvero, nel caso di attività autonoma, l'interessato, dovrà presentare una domanda all'autorità competente della parte in cui il lavoratore è distaccato o, se del caso, svolge attività autonoma, e precisamente in Italia al Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale della previdenza e dell'assistenza sociale; in Spagna al Ministero de sanidad y seguridad social

Articolo 6.

1) Per esercitare il diritto di opzione previsto dall'articolo 9 paragrafo 2 della Convenzione, l'interessato deve presentare la sua richiesta, informandone nel contempo il datore di lavoro,

in Italia: alla competente sede locale dell'INAM;

in Spagna: alla Delegazione provinciale competente dell'Instituto nacional de prevision.

2) Il diritto di opzione deve essere esercitato entro 6 mesi dalla data in cui il lavoratore è stato assunto presso l'Ufficio diplomatico o consolare ovvero è entrato al servizio personale di agenti di tali uffici. L'opzione decorre dalla data di entrata in servizio.

3) Da coloro che alla data di entrata in vigore della convenzione siano già stati assunti presso l'ufficio diplomatico o consolare ovvero siano entrati al servizio personale di agenti di tali uffici, l'opzione andrà esercitata entro 6 mesi dalla predetta data ed avrà effetto dalla data medesima.

TITOLO III

DISPOSIZIONI PARTICOLARI ALLE VARIE CATEGORIE DI PRESTAZIONI

Capitolo I

Malattia e maternità

Articolo 7

1) Per beneficiare delle disposizioni dell'articolo 11 della Convenzione il lavoratore è tenuto a presentare alla istituzione competente un attestato dal quale risultino i periodi di assicurazione compiuti in base alla legislazione dell'altra parte contraente. Se il lavoratore non è in grado di presentare tale attestato, l'istituzione competente per la concessione delle prestazioni è tenuta a richiederlo all'organismo assicuratore dell'altra parte.

2) L'attestato di cui al paragrafo 1 del presente articolo è rilasciato su domanda dell'interessato:

in Italia: dalla competente Sede provinciale dell'INAM;

in Spagna: dalla Delegazione provinciale competente dell'Instituto Nacional de Prevision.

Articolo 8

1) Per beneficiare di prestazioni in natura ai sensi dell'articolo 12, paragrafo 1, lettera *a)* della Convenzione, il lavoratore è

tenuto a presentare alla istituzione del luogo di soggiorno un attestato che certifichi il suo diritto alle prestazioni.

Tale attestato, che è rilasciato dall'istituzione competente su richiesta del lavoratore prima che questi lasci il luogo di residenza, indica la durata massima di concessione delle prestazioni quale è prevista dalla legislazione della parte competente.

2) L'attestato è rilasciato a richiesta dell'assicurato

in Italia: dalla competente Sede provinciale dell'INAM;

in Spagna: dalla Delegazione provinciale competente dell'Instituto Nacional de Prevision

3) Se il lavoratore non presenta l'attestato, l'istituzione del luogo di soggiorno si rivolge per ottenerlo alle istituzioni di cui al paragrafo 2, lettere *a*) e *b*).

4) Nel caso in cui sia necessario un ricovero in ospedale l'istituzione del luogo di soggiorno comunica entro tre giorni dalla data in cui ne ha notizia all'istituzione competente la data di entrata in ospedale, la probabile durata della degenza, nonché la data di uscita.

Articolo 9

1) Per beneficiare delle prestazioni in natura ai sensi dell'articolo 12, paragrafo 1, lettera *b*) della Convenzione, il lavoratore, che si reca sul territorio dell'altra parte contraente, è tenuto a presentare all'istituzione di quest'ultima parte un attestato che lo autorizzi a beneficiare delle suddette prestazioni. Tale attestato, che è rilasciato dalla istituzione competente, indica in particolare, se necessario, la durata massima per la quale le prestazioni possono ancora essere corrisposte secondo le disposizioni della legislazione della parte competente. L'attestato può essere rilasciato dopo la partenza e su richiesta del lavoratore quando non ha potuto essere rilasciato prima per motivi di forza maggiore

2) Le disposizioni del paragrafo precedente sono applicabili ai familiari del lavoratore, ai titolari di pensione o rendite, nonché ai loro familiari.

3) Le disposizioni dell'articolo 8, paragrafo 4 e dell'articolo 14, del presente accordo sono applicabili per analogia

Articolo 10

1) Per beneficiare delle prestazioni in denaro ai sensi dell'articolo 12, paragrafo 1, lettera *ii*) della Convenzione, il lavoratore è tenuto a rivolgersi, entro tre giorni dall'inizio della incapacità al lavoro, alla Istituzione del luogo di soggiorno o di residenza presentando un certificato di incapacità al lavoro rilasciato dal medico curante

2) L'Istituzione del luogo di soggiorno o di residenza procede, non appena possibile, al controllo medico del lavoratore come se si trattasse di un proprio assicurato. Il rapporto medico di controllo, che indica in particolare la durata probabile della incapacità al lavoro, è trasmesso immediatamente all'Istituzione competente; tale Istituzione comunica senza indugio alla Istituzione del luogo di soggiorno o di residenza la misura o la durata massima delle prestazioni in denaro

3) L'Istituzione del luogo di soggiorno o di residenza, non appena constatato che il lavoratore è in grado di riprendere il lavoro, avverte immediatamente il lavoratore stesso nonché l'Istituzione competente, indicando la data dalla quale ha termine l'incapacità lavorativa.

Se l'incapacità al lavoro dovesse comunque prolungarsi oltre il periodo già stabilito, l'Istituzione del luogo di soggiorno o di residenza dovrà trasmettere senza indugio all'Istituzione competente una apposita comunicazione con l'indicazione dell'ulteriore prevedibile durata della incapacità stessa.

4) L'Istituzione competente conserva comunque la facoltà di far procedere al controllo del lavoratore da parte di un medico di sua scelta.

5) Le prestazioni in denaro sono erogate al lavoratore direttamente dalla Istituzione competente secondo la legislazione che essa applica

Tuttavia, previo accordo tra l'Istituzione competente e l'Istituzione del luogo di soggiorno o di residenza, le prestazioni possono essere erogate anche da quest'ultima Istituzione, per conto della prima, secondo le disposizioni della legislazione della parte competente.

Articolo 11.

1) Per beneficiare delle prestazioni previste dall'articolo 13, paragrafo 1, della Convenzione, il lavoratore dovrà iscriversi, così come i membri della sua famiglia, nell'Istituzione del luogo di residenza, presentando un certificato che accerti che ha diritto a dette prestazioni, per sé e per i familiari a carico. Questa certificazione sarà rilasciata dall'Istituzione competente. Se il lavoratore o i familiari a carico non presentano detta certificazione, l'Istituzione del luogo di residenza si rivolgerà all'Istituzione competente per ottenerla.

2) La certificazione avrà valore fintanto che l'Istituzione del luogo di residenza non abbia ricevuto notifica di annullamento

3) L'Istituzione del luogo di residenza informerà l'Istituzione competente di tutte le iscrizioni che abbia effettuato in virtù delle disposizioni di cui al paragrafo 1.

4) Il lavoratore o i familiari a carico sono tenuti ad informare l'Istituzione del luogo di residenza di qualsiasi cambiamento inter-

venuto nella loro situazione che possa modificare il diritto alle prestazioni, in particolare l'abbandono o il cambiamento di occupazione del lavoratore, ovvero qualsiasi trasferimento della residenza o della dimora di quest'ultimo o di un suo familiare L'Istituzione competente informerà l'Istituzione del luogo di residenza della cessazione dell'iscrizione o della fine del diritto alle prestazioni da parte del lavoratore.

5) Per la concessione della prestazione economica prevista nell'articolo 13, paragrafo 1, lettera *b*) della Convenzione, si applicano le disposizioni di cui al precedente articolo 10.

6) Le disposizioni del presente articolo sono applicabili, per analogia, per la concessione di prestazioni in specie ai familiari in virtù del paragrafo 2 dell'articolo 13 della Convenzione

Articolo 12.

1) Per beneficiare, per sé e per i propri familiari, delle prestazioni in natura ai sensi dell'articolo 14 della convenzione, il disoccupato è tenuto a presentare, all'istituzione di assicurazione malattia della parte in cui si è recato, un attestato che deve richiedere prima della partenza all'istituzione competente per l'assicurazione di malattia. Se il disoccupato non presenta tale attestato, l'istituzione della parte in cui si è recato si rivolge alla istituzione competente per ottenerlo. L'attestato deve certificare l'esistenza del diritto a dette prestazioni ai sensi dell'articolo 23 della Convenzione e indicare la durata del diritto alle prestazioni stesse.

2) Le prestazioni in natura sono erogate dalla istituzione del luogo di residenza al disoccupato ed ai suoi familiari, secondo le modalità previste dalla legislazione che essa applica

3) Le disposizioni dell'articolo 8 paragrafo 4 e dell'articolo 14 del presente accordo sono applicabili per analogia

Articolo 13

1) Per beneficiare nella parte in cui risiede delle prestazioni in natura ai sensi dell'articolo 15, paragrafo 2, della Convenzione, il titolare di una pensione o rendita è tenuto a farsi iscrivere, come pure i suoi familiari, presso l'istituzione della parte in cui risiede, presentando un attestato che certifichi che ha diritto a dette prestazioni per sé e per i suoi familiari ai sensi della legislazione della parte debitrice della pensione o rendita.

2) Tale attestato è rilasciato, a richiesta dell'interessato, dalla istituzione debitrice della pensione o della rendita o, se del caso, dall'istituzione cui spetta decidere sul diritto alle prestazioni. Se l'interessato non presenta detto attestato, l'istituzione del luogo di residenza si rivolge per ottenerlo all'istituzione competente della parte debitrice della pensione o della rendita.

3) L'attestato di cui al paragrafo 1 del presente articolo rimane valido finché l'istituzione del luogo di residenza non ha ricevuto notifica del suo annullamento

4) L'istituzione del luogo di residenza avverte l'istituzione che ha rilasciato l'attestato di cui al paragrafo 1 di ogni iscrizione da essa effettuata in conformità alle disposizioni di detto paragrafo.

5) Il titolare della pensione o della rendita è tenuto inoltre ad informare la istituzione del luogo di residenza di ogni cambiamento della sua situazione suscettibile di modificare il diritto alle prestazioni sanitarie, in particolare di ogni sospensione o soppressione della pensione o della rendita e di ogni trasferimento della sua residenza o di quella dei suoi familiari. La suddetta istituzione ne darà comunicazione all'istituzione competente.

6) Le disposizioni di cui all'articolo 8, paragrafo 1 e 4 e dell'articolo 14 del presente accordo sono applicabili per analogia.

Articolo 14

1) Per la concessione delle prestazioni di cui all'articolo 16 della Convenzione, elencate nell'allegato n 1 del presente accordo, l'istituzione del luogo di soggiorno o di residenza avverte preliminarmente l'istituzione competente di qualsiasi decisione relativa alla concessione stessa

2) Qualora dette prestazioni debbano essere fornite in via di assoluta urgenza, l'istituzione del luogo di residenza o di soggiorno provvede alla loro erogazione informandone senza indugio l'istituzione competente.

Articolo 15.

1) Le spese sostenute per la concessione di prestazioni in specie in applicazione degli articoli 12, 13, paragrafo 1, 14, 15, paragrafo 4, 16 e 48, paragrafo 3, seconda frase, della Convenzione, saranno rimborsate dalla Istituzione competente all'Istituzione che ha concesso le prestazioni sulla base degli importi effettivi, tali come risulteranno dal conteggio di quest'ultima Istituzione.

A tal fine non potranno essere richieste tariffe superiori a quelle in vigore per le prestazioni fornite dall'Istituzione che ha erogato le prestazioni agli assistiti soggetti alla legislazione che essa applica.

Il pagamento delle somme sarà effettuato entro sei mesi dalla ricezione della richiesta di rimborso, per la quale viene utilizzato un apposito formulario.

2) Le autorità competenti potranno accordare, in determinati casi o per alcune classi di prestazioni sanitarie, specialmente per quelle farmaceutiche, altre modalità di rimborso.

Articolo 16

1) Le spese delle prestazioni date in applicazione dell'articolo 13, paragrafo 2, della Convenzione ai membri della famiglia che non risiedono nel territorio della parte competente, saranno rimborsate dalle Istituzioni competenti alle Istituzioni del luogo di residenza della famiglia sulla base di un *forfait*, che si avvicini il più possibile alle spese reali, stabilite per ciascun anno civile.

2) il *forfait* sarà stabilito moltiplicando il costo medio annuale per famiglia da prendere in considerazione

3) Gli elementi di calcolo necessari per stabilire detto *forfait* saranno determinati secondo le regole seguenti:

a) Il costo medio annuale per famiglia nel paese di residenza si otterrà dividendo le spese annuali relative al totale delle prestazioni effettuate in natura all'insieme di famiglie sottoposte alla legislazione del paese in questione, per il numero medio annuale di assicurati con membri di famiglia;

b) Il numero medio annuale di famiglie che dovranno prendersi in considerazione si stabilirà per mezzo di un inventario tenuto dalle Istituzioni del luogo di residenza, sulla base dei certificati di diritto rilasciati dalle Istituzioni competenti.

Articolo 17

1) Le spese sostenute per la concessione delle prestazioni in applicazione dell'articolo 15, paragrafo 2, della Convenzione ai titolari di pensioni o rendite e membri della sua famiglia, saranno rimborsate dalle Istituzioni competenti alle Istituzioni che hanno effettuato le prestazioni sulla base di un *forfait* che si avvicini il più possibile alle spese reali stabilite per ciascun anno civile.

2) Il *forfait* si stabilirà moltiplicando il costo medio annuale per titolare di pensione o rendita per il numero medio annuale di titolari di pensione o rendita da prendere in considerazione

3) Gli elementi di calcolo necessari per stabilire detto *forfait* si determineranno secondo le regole seguenti:

a) Il costo medio annuale per titolare di pensione o rendita si otterrà, per ciascun paese, dividendo le spese annuali relative al totale delle prestazioni erogate dalle Istituzioni del luogo di residenza nell'insieme dei titolari di pensioni o rendite dovute in virtù della legislazione del paese di residenza, per il numero medio annuale di titolari di pensione o rendita;

b) Il numero medio annuale di titolari di pensione o rendita da prendere in considerazione stabilito per mezzo di un inventario tenuto dalle Istituzioni del luogo di residenza sulla base dei certificati di diritto rilasciati dalle Istituzioni competenti.

Capitolo II

Invalidità, vecchiaia e superstiti

Articolo 18

1) Nei casi di cui all'articolo 18, paragrafo 1, lettera *a*) della Convenzione la totalizzazione dei periodi di assicurazioni si effettua in base alle seguenti regole:

a) ai periodi di assicurazione compiuti in base alla legislazione di una parte si aggiungono i periodi di assicurazione compiuti in base alla legislazione dell'altra parte contraente anche nel caso in cui detti periodi abbiano già dato luogo alla liquidazione di una pensione autonoma;

b) quando un periodo di assicurazione compiuto ai sensi della legislazione di una parte contraente coincide con un periodo di assicurazione compiuto ai sensi della legislazione dell'altra parte, l'Istituzione di ciascuna parte prende in considerazione esclusivamente i periodi di assicurazione compiuti ai sensi della legislazione che essa applica;

c) quando un periodo assicurativo compiuto a titolo di assicurazione obbligatoria in virtù della legislazione di una parte contraente coincide con un periodo di assicurazione volontario compiuto in virtù della legislazione dell'altra parte, viene preso in considerazione soltanto il primo;

d) ogni periodo assimilato ai sensi delle legislazioni delle due parti contraenti è preso in considerazione soltanto dall'Istituzione competente della parte alla cui legislazione l'interessato è stato soggetto a titolo obbligatorio da ultimo prima di detto periodo; ove tale situazione non ricorra, il periodo assimilato è preso in considerazione dall'Istituzione competente della parte alla cui legislazione l'interessato è stato soggetto a titolo obbligatorio per la prima volta dopo detto periodo;

e) qualora non sia possibile determinare con esattezza l'epoca in cui determinati periodi di assicurazioni sono stati compiuti in virtù della legislazione di una parte contraente o di uno Stato terzo si presume che tali periodi non si sovrappongono a periodi di assicurazione compiuti in virtù della legislazione dell'altra parte contraente.

2) Le disposizioni del precedente paragrafo si applicano per analogia ai casi di cui all'articolo 18, paragrafo 1, lettera *c*) della Convenzione

Articolo 19

1) Gli assicurati ed i loro superstiti che intendano beneficiare delle prestazioni in conformità dell'articolo 17 della Convenzione, dovranno presentare una domanda all'Istituzione competente del-

l'una o dell'altra parte contraente, nella forma prescritta dalla legislazione applicata dall'Istituzione competente presso la quale viene presentata la domanda stessa.

2) La data nella quale è stata presentata la domanda presso la Istituzione competente di una parte contraente, in conformità al paragrafo 1), sarà considerata in ogni caso come data di presentazione presso le Istituzioni competenti di entrambi le parti contraenti.

ARTICOLO 20

1) Per dare corso alla domanda di prestazioni di vecchiaia, invalidità e superstiti, previste dalla Convenzione, le Istituzioni competenti di entrambe le parti contraenti utilizzeranno un formulario conforme ad un apposito modello che sarà stabilito.

2) Detto formulario comprenderà, in particolare, le generalità del richiedente, o se del caso, del suo dante causa e qualunque altra informazione che possa essere utile al fine di stabilire il diritto del richiedente alle prestazioni in base alla legislazione applicata dall'Istituzione competente alla quale viene inviato il formulario.

3) Qualora si tratti di richiesta di prestazioni per invalidità, al formulario sarà allegata una relazione sanitaria sulle cause, grado e possibilità di recupero della situazione di incapacità dell'interessato

ARTICOLO 21

1) L'Istituzione competente che ha ricevuto la domanda compilerà il formulario di cui all'articolo precedente, inviando due esemplari dello stesso all'Ufficio di collegamento o all'Istituzione competente, secondo il caso, dell'altra parte contraente.

2) L'invio dei formulari all'Istituzione spagnola competente sarà effettuato in ogni caso per il tramite dell'organismo di collegamento.

ARTICOLO 22

1) L'Istituzione competente dell'altra parte contraente, una volta ricevuti i formulari di cui ai precedenti articoli, determinerà gli eventuali diritti del richiedente, in base ai soli periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione che essa applica, oppure, secondo il caso, quelli che eventualmente derivino dalla totalizzazione dei periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione delle due parti contraenti. L'Istituzione competente invierà quindi all'Istituzione competente dell'altra parte contraente una copia del formulario completato dai dati relativi ai periodi di assicurazione compiuti sotto la propria legislazione e con l'indicazione dei diritti a prestazioni riconosciuti al richiedente.

2) L'Istituzione competente presso la quale sia stata presentata la domanda, una volta ricevuto il formulario e determinati i diritti del richiedente in base alla sua legislazione per i periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione delle due parti contraenti, si pronuncerà sulla domanda presentata e ne darà comunicazione all'altra Istituzione competente.

3) I dati personali contenuti nel formulario saranno debitamente autenticati dall'Istituzione competente che invia il formulario alla detta Istituzione confermando che le notizie contenute nel formulario corrispondono a quelli dei documenti originali.

L'invio dei formulari sostituisce la trasmissione dei documenti originali presentati dagli interessati.

ARTICOLO 23

Entrambe le Istituzioni dell'una e dell'altra parte, si invieranno copia dei provvedimenti adottati e notificati agli interessati

ARTICOLO 24

1) L'Istituzione competente del luogo di residenza dell'interessato dovrà effettuare i controlli amministrativi e sanitari che le siano richiesti dall'Istituzione competente dell'altra parte contraente relativi ai suoi pensionati.

Dovrà altresì inviare di ufficio i risultati dei propri controlli sanitari.

2) Gli organismi di collegamento e le Istituzioni competenti delle due parti contraenti si comunicheranno d'ufficio reciprocamente, qualsiasi circostanza a loro conoscenza che possa influire sul diritto, sull'ammontare o sul pagamento delle prestazioni o pensioni.

3) Allo stesso scopo potranno richiedere direttamente ai beneficiari nei termini prestabiliti dalla loro legislazione, l'invio di certificati di convivenza, di vivenza a carico, di esistenza in vita e di stato civile nonché ogni altro documento necessario a comprovare il diritto a continuare a percepire le prestazioni.

ARTICOLO 25

1) La concessione di anticipi sulla pensione prevista dall'articolo 50 della Convenzione sarà regolata nel modo seguente:

a) se l'interessato ha diritto all'anticipo della pensione secondo la legislazione dell'Istituzione del luogo di residenza, l'anticipo gli sarà concesso da detta Istituzione;

b) nel caso che l'interessato non abbia diritto all'anticipo sulla pensione da parte dell'Istituzione del luogo di residenza, det-

to anticipo gli sarà concesso dall'Istituzione dell'altra parte contraente.

2) Per l'applicazione di quanto stabilito nel paragrafo terzo dell'articolo 59 della Convenzione, relativo alla trattenuta degli arretrati per il recupero degli anticipi, le competenti Istituzioni delle parti contraenti si informeranno reciprocamente sulla concessione di tali anticipi.

ARTICOLO 26

1) Il pagamento delle prestazioni dovute da ciascuna delle competenti Istituzioni sarà effettuato direttamente agli interessati, secondo la legislazione applicata da detta Istituzione

Per quanto riguarda il pagamento degli arretrati della pensione sarà applicato quanto stabilito dal paragrafo 2 del presente articolo.

2) Gli arretrati di pensione trattenuti in conformità a quanto disposto dall'articolo 25 del presente accordo, saranno trasferiti interamente all'Istituzione dell'altra parte, la quale verserà al beneficiario la eventuale differenza a favore dello stesso, una volta dedotte le somme anticipate

CAPITOLO III

DISOCCUPAZIONE

ARTICOLO 27

1) Per beneficiare delle disposizioni dell'articolo 22 della Convenzione, l'interessato è tenuto a presentare all'Istituzione competente un attestato in cui siano indicati i periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione dell'altra parte contraente.

2) Tale attestato è rilasciato, a richiesta dell'interessato, dall'Istituzione competente dell'altra parte contraente

Qualora l'interessato non presenti tale attestato, quest'ultimo sarà richiesto dall'Istituzione competente alla Istituzione dell'altra parte contraente.

ARTICOLO 28

L'attestato previsto dall'articolo 27 del presente accordo è rilasciato:

a) in Italia dalle sedi dell'Istituto nazionale della previdenza sociale;

b) in Spagna dalla delegazione provinciale competente dell'Instituto nacional de prevision.

ARTICOLO 29

1) Nei casi previsti dall'articolo 23 della Convenzione, il disoccupato dovrà presentare all'Istituzione competente della parte contraente in cui si reca, un attestato, rilasciato, a richiesta del disoccupato medesimo, dall'Istituzione competente dell'altra parte contraente, dal quale risulti che il disoccupato medesimo ha diritto alle prestazioni. Detto attestato indicherà, in particolare, il termine entro il quale il disoccupato deve iscriversi presso l'Ufficio di collocamento della parte contraente in cui si reca, il periodo massimo durante il quale il disoccupato medesimo ha diritto a presentarsi, l'importo delle prestazioni espresso nella valuta della parte contraente da cui proviene nonché i fatti che possono modificare il diritto alle prestazioni. Se il disoccupato non presenta detto attestato, l'Istituzione competente della parte contraente in cui il medesimo si è recato si rivolgerà per ottenerlo all'Istituzione competente dell'altra parte contraente.

2) Il termine entro il quale il disoccupato deve iscriversi presso l'Ufficio di collocamento è di quindici giorni a decorrere dalla data di rilascio dell'attestato di cui al paragrafo precedente. Qualora il disoccupato si iscriva dopo il termine suddetto, perde il diritto alle prestazioni per i giorni precedenti l'iscrizione.

3) L'Istituzione del luogo di residenza o di soggiorno procede al controllo dei beneficiari delle prestazioni come se si trattasse di propri assicurati

4) L'Istituzione del luogo di residenza o soggiorno eroga le prestazioni ai beneficiari per conto dell'Istituzione competente, in base all'attestato di cui al paragrafo 1 del presente articolo applicando il cambio del giorno in cui il pagamento viene disposto.

5) Il pagamento delle prestazioni da parte dell'Istituzione del luogo di residenza è effettuato secondo le modalità previste dalla suddetta Istituzione

ARTICOLO 30

1) Le prestazioni di disoccupazione erogate dall'Istituzione del luogo di soggiorno o residenza sono rimborsate dall'Istituzione competente conformemente alle disposizioni del presente articolo

2) L'Istituzione di una parte contraente che ha erogato le prestazioni per conto dell'Istituzione competente dell'altra parte contraente ai sensi dell'articolo 23 della Convenzione, invierà entro il primo trimestre di ogni anno civile, alla predetta Istituzione competente una distinta delle prestazioni erogate nel corso dell'anno precedente, contenente in particolare i seguenti dati:

a) cognome, nome e data di nascita del disoccupato;

b) indicazione dell'Istituto competente che ha rilasciato l'attestato di cui al paragrafo 1 dell'articolo 27 del presente accordo;

c) periodo per il quale sono state concesse le prestazioni;

d) numero delle giornate per le quali debbono essere rimborsate le prestazioni;

e) importo totale delle prestazioni da prendere in conto ai fini del rimborso

Le Istituzioni competenti potranno concordare fra loro che i rimborsi vengano effettuati con diversa periodicità

3) Alla ricezione delle distinte dei pagamenti effettuati cui si riferisce il paragrafo precedente, l'Istituzione competente, previe le opportune verifiche, procederà nei sei mesi successivi alla ricezione, al trasferimento all'Istituzione competente dell'altra parte contraente dell'importo totale delle prestazioni erogate.

Capitolo IV

Prestazioni familiari

Articolo 31

1) Il lavoratore che in base all'articolo 25 della Convenzione fa valere il diritto alle prestazioni familiari in una delle due parti contraenti per le persone a carico che risiedono o soggiornano nell'altra parte contraente, deve presentare, all'Istituzione competente del luogo di lavoro, eventualmente per il tramite del datore di lavoro, una domanda in cui sono indicati i nominativi, la data ed il luogo di nascita, nonché il luogo di residenza delle persone a carico per le quali egli richiede il beneficio delle prestazioni familiari. Alla domanda deve essere allegato il certificato, o altro documento equipollente, relativo allo stato di famiglia, rilasciato dagli uffici del luogo di residenza delle persone a carico competenti in materia, e, ove occorra, ogni altro documento comprovante il diritto alle prestazioni familiari ai sensi della legislazione alla quale il lavoratore è assoggettato.

2) Il lavoratore è tenuto ad informare, se del caso, tramite il datore di lavoro, le Istituzioni competenti, di qualsiasi variazione riguardante il proprio stato di famiglia, nonché di qualsiasi esercizio di un'attività professionale che possa dar luogo alla sospensione delle prestazioni familiari ai sensi dell'articolo 28 della Convenzione.

3) Qualora non intervengano variazioni nello stato di famiglia del lavoratore, la durata della validità del relativo certificato è di un anno. Il rinnovo deve essere effettuato entro il mese successivo a ciascun anno di permanenza del lavoratore nell'altra parte contraente.

4) Le prestazioni familiari di cui al presente articolo sono corrisposte direttamente agli aventi diritto dall'Istituzione competente

Articolo 32

Per la corresponsione delle prestazioni familiari in favore dei lavoratori disoccupati e dei titolari di pensione o di rendite, nei casi contemplati rispettivamente agli articoli 26 e 27 della Convenzione, si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni di cui all'articolo 31 del presente Accordo.

Capitolo V

Infortuni sul lavoro e malattie professionali

Articolo 33

1) Per beneficiare delle prestazioni in natura in caso di residenza o di soggiorno nel territorio della Parte contraente che non sia quella competente, il lavoratore vittima di infortunio o di malattia professionale deve presentare all'Istituzione del luogo di residenza o di soggiorno un attestato dal quale risulti il diritto a dette prestazioni. Tale attestato, redatto su apposito formulario, è rilasciato dalla Istituzione competente la quale, se del caso, precisa il limite di durata delle prestazioni.

2) Se il lavoratore non presenta l'attestato previsto al paragrafo 1, l'Istituzione del luogo di residenza o di soggiorno si rivolge alla Istituzione competente per ottenerlo e, nell'attesa, eroga all'interessato le prestazioni dell'assicurazione malattia purché soddisfi alle condizioni richieste per averne diritto.

3) In caso di ricovero ospedaliero, l'Istituzione del luogo di residenza o di soggiorno notifica all'Istituzione competente dell'altra Parte, entro 3 giorni dalla data in cui ne ha avuto conoscenza, la data di entrata in ospedale e la probabile durata della degenza, nonché la data di uscita dell'assistito.

4) Le istituzioni competenti pagano direttamente ai beneficiari residenti nel territorio dell'altra Parte contraente le rendite e le altre prestazioni in denaro loro dovute.

Articolo 34

1) L'Istituzione del luogo di residenza o di soggiorno cui sia stata presentata una domanda di fornitura o rinnovo di un apparecchio di protesi ovvero di altra prestazione in natura di grande importanza provvede alla erogazione solo dopo che l'Istituzione competente, alla quale essa deve trasmettere la documentazione giusti-

ficativa della richiesta, ha espresso il suo benestare e, in ogni caso, ove siano trascorsi 15 giorni dalla comunicazione senza che sia stato notificato il diniego

2) Le protesi e le altre prestazioni in natura di grande importanza sono quelle di cui all'elenco allegato al presente accordo (allegato 2).

3) Qualora tali prestazioni debbano essere fornite in via di assoluta urgenza, l'Istituzione del luogo di residenza o di soggiorno provvede alla loro erogazione informandone senza indugio l'Istituzione competente.

Articolo 35

1) Nei casi di cui agli articoli 33 e 34, 1° comma, della Convenzione, la domanda di prestazioni può essere presentata all'Istituzione competente ovvero all'Istituzione del luogo di residenza nell'altra Parte contraente.

2) L'Istituzione che ha ricevuto la domanda, qualora accerti che il lavoratore ha svolto da ultimo nel territorio dell'altra Parte un'attività suscettibile di provocare o aggravare la malattia professionale considerata, trasmette senza indugio tale domanda, unitamente ai documenti che la corredano, alla Istituzione competente dell'altra Parte, informandone l'interessato

3) Nei casi di cui all'articolo 34, 1° comma, della Convenzione l'Istituzione della Parte competente, qualora constati che la vittima o i suoi superstiti non soddisfano alle condizioni previste dalla legislazione che essa applica:

a) trasmette, senza indugio, all'Istituzione dell'altra Parte contraente la domanda e tutti i documenti (compresi i rapporti e gli esami medici cui abbia proceduto) che la corredano, nonché una copia della decisione di cui alla lettera *b*);

b) notifica la sua decisione all'interessato indicando i motivi del rifiuto delle prestazioni, i mezzi ed i termini del ricorso e la data di trasmissione della domanda alla Istituzione dell'altra Parte contraente.

Articolo 36

1) Per « attività suscettibile di provocare o aggravare la pneumoconiosi sclerogena » si intende l'attività rischiosa tutelata indipendentemente dalla durata della stessa.

2) Ai fini della ripartizione degli oneri di cui all'articolo 34, 2° comma, della Convenzione, l'Istituzione della Parte competente utilizza un formulario sul quale sono riportati la rilevazione ed il riepilogo dei periodi di assicurazione-vecchiaia compiuti dall'assicurato sotto la legislazione di entrambe le Parti contraenti.

3) L'Istituzione della Parte competente procede alla ripartizione degli oneri fra se stessa e l'Istituzione dell'altra Parte e notifica, per l'accordo, detta ripartizione con le giustificazioni appropriate.

4) Alla fine di ogni anno civile, l'Istituzione competente trasmette all'Istituzione dell'altra Parte il rendiconto delle prestazioni in denaro, erogate nel corso dell'esercizio considerato, indicando l'importo che le deve essere rimborsato. L'Istituzione debitrice procede al rimborso al più presto possibile e comunque entro il termine di tre mesi dalla ricezione della richiesta.

5) Nei casi di cui all'articolo 36, lettera *b*), prima frase, della Convenzione, l'Istituzione competente notifica all'Istituzione dell'altra Parte, ai fini della ripartizione degli oneri, le decisioni adottate in merito alle prestazioni per l'aggravamento, con le giustificazioni appropriate.

Nei casi di cui all'articolo 36, lettera *b*), seconda frase, della Convenzione, l'Istituzione competente notifica, per l'accordo, l'importo degli oneri facente carico, a seguito dell'aggravamento, all'Istituzione dell'altra Parte, con le giustificazioni appropriate.

Articolo 37

1) L'assicurato è tenuto a fornire alla Istituzione presso la quale fa valere dei diritti a prestazioni per l'aggravamento della malattia professionale ovvero per il nuovo infortunio o la nuova malattia professionale, tutte le necessarie informazioni relative agli eventi dannosi precedentemente verificatisi

2) L'Istituzione competente per gli eventi precedenti è tenuta a fornire alla Istituzione dell'altra Parte, dietro sua richiesta, le informazioni in proprio possesso.

Articolo 38

Le spese sostenute per la erogazione delle prestazioni in natura nonché per gli accertamenti medici e quelli ad essi connesse, di cui, rispettivamente, agli articoli 29, 31 e 38 della Convenzione, sono rimborsate dalla Istituzione competente alla Istituzione che vi ha provveduto sulla base degli importi effettivi quali risultano dalla contabilità di quest'ultima Istituzione. A tal fine non possono essere richieste tariffe superiori a quelle in vigore per le prestazioni fornite dalla Istituzione che ha erogato le prestazioni agli assistiti soggetti alla legislazione che essa applica

Il pagamento delle somme è effettuato entro sei mesi dalla ricezione della richiesta di rimborso per la quale viene utilizzato un apposito formulario.

TITOLO IV

DISPOSIZIONI DIVERSE, TRANSITORIE E FINALI

ARTICOLO 39

Gli Organismi di collegamento stabiliranno, di comune accordo, i formulari e ogni altra documentazione necessaria per l'applicazione della Convenzione e del presente Accordo che saranno approvati dalle Autorità competenti.

ARTICOLO 40

Per l'applicazione della legislazione spagnola si considererà un lavoratore in una situazione assimilata a quella di affiliazione, ai fini della concessione delle prestazioni in virtù della totalizzazione e del prorata previsto all'articolo 18 della Convenzione, quando detto lavoratore si trovi soggetto alla legislazione dell'altra Parte contraente o abbia diritto a prestazioni da parte di quest'ultima

ARTICOLO 41

La validità del presente Accordo decorre dalla data di entrata in vigore della Convenzione e avrà termine alla data alla quale la Convenzione stessa cesserà di essere in vigore ai sensi dell'articolo 53 della Convenzione.

FATTO a Madrid il 30 ottobre 1979, in duplice esemplare in lingua italiana e spagnola, entrambi i testi facenti ugualmente fede

Per la Repubblica Italiana
GIORGIO SANTUZ

Per lo Stato Spagnolo
CARLOS ROBLES PIQUER

ALLEGATO N 1

ELENCO DELLE PROTESI E DELLE ALTRE PRESTAZIONI IN NATURA CONSIDERATE DI GRANDE IMPORTANZA

1) Apparecchi di protesi ed apparecchi ortopedici o apparecchi di sostegno, ivi compresi i busti ortopedici in tessuto con anima di rinforzo;

2) Calzature ortopediche;

3) Occhiali e lenti a contatto;

4) Apparecchi acustici, in particolare quelli elettro-acustici e quelli elettro-fonetici;

5) Protesi dentarie (fisse od amovibili) e protesi otturatrici della cavità boccale.

ALLEGATO N. 2.

ELENCO DELLE PROTESI E DELLE ALTRE PRESTAZIONI
IN NATURA CONSIDERATE DI GRANDE IMPORTANZA

1) Apparecchi di protesi ed apparecchi ortopedici o apparecchi di sostegno, ivi compresi i busti ortopedici in tessuto con anima di rinforzo, nonché le parti complementari e gli accessori e gli attrezzi necessari;

2) Calzature ortopediche e calzature speciali (non ortopediche);

3) Protesi mascellari e facciali, parrucche;

4) Protesi oculari, lenti a contatto, occhiali da vicino e da lontano per persone operate di cataratta;

5) Apparecchi acustici, in particolare quelli elettroacustici e quelli elettrofonetici;

6) Protesi dentarie (fisse ed amovibili) e protesi otturatrici della cavità boccale;

7) Carrozzine per malati (azionate a mano oppure fornite di motore), poltrone a ruote ed altri mezzi meccanici di circolazione;

8) Rinnovo delle apparecchiature di cui ai numeri precedenti;

9) Soggiorno e trattamento medico: in un convalescenzario, centro idrofangotermale o elioterapico;

10) Cure per riadattamento funzionale o per rieducazione professionale.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

ERNESTO LUPO, *direttore*
VINCENZO MARINELLI, *vice direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(3651094/4) Roma, 1982 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

411200072193

Prezzo L. 3.600